

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ À
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN
ÉTUDES ET
INTERVENTIONS RÉGIONALES

PAR
CYNDIE GIROUX
B.A

LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES
DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES
ET DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Septembre 2013

Résumé

Ce mémoire constitue une recherche qualitative dont l'objectif consiste à améliorer les connaissances concernant les relations existantes entre l'égalité entre les sexes et le développement régional chez les femmes et les hommes de Ville de Saguenay et ce, par l'entremise des représentations sociales. Ce projet de recherche s'appuie sur le mouvement féministe et s'inspire plus particulièrement de la pensée de Degavre et du *local feminism* selon laquelle il importe de tenir compte de l'ancrage territorial afin de comprendre les conditions locales du développement et le rôle joué par les femmes qui y vivent. L'égalité entre les sexes et le développement régional y sont entendus comme des droits humains fondamentaux et comme des représentations sociales normatives.

C'est à partir du constat de l'inégalité persistante entre les femmes et les hommes, dans le domaine de l'emploi et des revenus, de la représentation politique et du travail domestique que cette recherche est présentée. Il s'avère que la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean se caractérise, dans de nombreux domaines, par des écarts entre les femmes et les hommes plus prononcés que dans le reste de la province. Par exemple, la région se retrouve parmi celles où le taux d'activité des femmes occupe les rangs les plus inférieurs (avec la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et la Mauricie) et se situe dans les régions où la présence des femmes dans les conseils d'administration des entreprises est également parmi les plus faibles (avec la Gaspésie et l'Abitibi). Selon le Conseil du statut de la femme, il existe plusieurs obstacles à l'atteinte de l'égalité et il s'avère que les représentations sociales y jouent un rôle important.

La problématique de cette recherche concerne l'intégration du genre comme enjeu du développement. Cette intégration s'est produite progressivement et, tout comme l'égalité des sexes, demeure partielle et incomplète. L'inégalité entre les hommes et les femmes est un fait récurrent que l'on retrouve encore partout sur la planète et il est dorénavant admis qu'elle nuit au développement.

Pour terminer, mentionnons que ce projet de recherche exploratoire sur les représentations sociales de l'égalité entre les sexes et du développement régional n'est que la première étape d'un projet plus ambitieux, qui se poursuivra dans une thèse de doctorat en développement régional et qui visera plus spécifiquement la comparaison qualitative et quantitative de deux territoires différents.

Remerciements

Mener un mémoire à terme est une aventure en soi qui nous fait vivre de grandes émotions. C'est une démarche qui a nécessité l'appui de mon entourage que je tiens à remercier.

Je tiens premièrement à remercier Mme Suzanne Tremblay qui m'a dirigée dans l'accomplissement de ce mémoire. Je retiendrai en premier ses qualités humaines qui font toute la différence et qui m'ont donnée le goût de poursuivre cette aventure sous ses conseils avisés.

De plus, ce projet n'aurait jamais été possible sans la présence des filles autour de moi et que je tiens à remercier de tout mon cœur. Premièrement, à Elza et à Lya qui sont mes deux trésors et une motivation exceptionnelle. À ma mère, Hélène, pour son indéfectible soutien. À Marie-Claude et le don extraordinaire de son temps sans qui je n'aurais pas fini mon baccalauréat et avec qui j'ai partagé l'expérience de la maîtrise. Patricia, pour sa présence et son écoute et surtout, son empathie et son altruisme incroyable. Sans oublier Isabelle pour sa bonne humeur contagieuse et son sourire fantastique.

Merci les filles! Je vous aime!

Table des matières

Résumé.....	iii
Remerciements	iv
Introduction.....	1
1. La problématique: l'égalité entre les sexes et le développement régional	3
1.1. L'égalité entre les sexes	6
1.1.1. Au Québec	7
1.1.2. Au Saguenay-Lac-Saint-Jean.....	10
1.2. Le développement régional	14
1.2.1. Le local et le global : positionnement des régions	16
2. Le cadre d'analyse	21
2.1. Le concept de développement	21
2.1.1. Un historique des théories féministes du développement	24
2.1.3. Amartya Sen et l'approche par les capacités	29
2.2. Le concept d'égalité entre les sexes.....	31
2.2.1. Causes et construction des inégalités entre les sexes	33
2.2.2. Genre, sphère productive et sphère domestique.....	34
2.2.2.1. Primauté de la sphère productive dans le discours féministe : l'activité des femmes.....	35
2.2.2. Floya Anthias et la <i>translocational positionality</i>	38
2.3. La théorie des représentations sociales	39
2.3.1. Épistémologie des représentations sociales.....	41
2.3.2. Définition	42
2.2.3. Le degré d'implication et la hiérarchisation des enjeux sociaux.....	45
2.2.4. La théorie du noyau central d'Abric.....	47
2.2.5. L'approche de Willem Doise.....	49
2.2.6. Le système représentationnel de Seca	51
2.2.7. Effet de genre.....	52
2.2.8. Les représentations spatiales ou spatialité représentative.....	54
2.2.9. Des droits humains fondamentaux et des représentations sociales normatives	54
3. La démarche méthodologique	57
3.1. L'échantillonnage	62
3.2. Méthode et instruments de collecte de données	64
3.3. Traitement et analyse des données	65
3.4. La validation et les limites de la recherche	66
4. Les éléments constitutifs des représentations sociales de l'égalité.....	68
entre les sexes et du développement régional.....	68
5. Le développement régional	77

5.1. Définition des éléments de la représentation sociale	77
5.2. La hiérarchisation	86
5.2.1 Analyse selon les éléments constitutifs de la représentation sociale (tableau 6).....	91
5.2.2. Interprétation de la hiérarchisation dans le développement régional selon les répondants (tableau 8).....	91
5.3. Description des problèmes, des causes et des solutions.....	93
5.3.1. Les problèmes.....	94
5.3.1.1. Analyse selon les éléments constitutifs de la représentation sociale (tableau 6).....	98
5.3.2. Les causes	98
5.3.2.1. Analyse selon les éléments constitutifs de la représentation sociale (tableau 6).....	101
5.3.3. Les solutions	102
5.3.4. Interprétation des problèmes, des causes et des solutions quant au développement régional selon les répondants (tableaux 9, 10 et 11).....	105
5.4. Le sentiment d'implication.....	106
5.4.1. Le sentiment d'identification (Je me sens concerné)	108
5.4.2. Le sentiment de valorisation (c'est important)	110
5.4.3. Possibilité d'action perçue (j'ai une influence).....	111
5.4.4. Interprétation des variables de l'implication quant au développement régional chez les répondants (tableaux 12, 13, 14 et 15).....	113
5.5. Les rôles et pratiques.....	114
5.5.1. Interprétation des rôles et pratiques dans le développement régional selon les répondants (tableau 16).....	118
5.6. Conclusion spécifique de la représentation sociale du développement régional	119
6. L'égalité entre les sexes	121
6.1. Définition des objets de la représentation sociale.....	121
6.1.1. Analyse selon les éléments constitutifs de la représentation sociale (tableau 6).....	126
6.1.2. Interprétation de la définition de l'égalité entre les sexes selon les répondants (tableau 17).....	127
6.2. La hiérarchisation	130
6.2.1. Analyse selon les éléments constitutifs de la représentation sociale (tableau 6).....	134
6.2.2. Interprétation de la hiérarchisation dans l'égalité entre les sexes selon les répondants (tableau 18).....	134
6.3. Description des problèmes, des causes et des solutions.....	135
6.3.1. Les problèmes.....	136
6.3.1.1. Analyse selon les éléments constitutifs de la représentation sociale (tableau 6).....	139
6.3.2. Les causes	139
6.3.2.1. Analyse selon les éléments constitutifs de la représentation sociale (tableau 6).....	142
6.3.3. Les solutions	142
6.3.3.1. Analyse selon les éléments constitutifs de la représentation sociale (tableau 6).....	145
6.3.4. Interprétation des problèmes, des causes et des solutions quant à l'égalité entre les sexes selon les répondants (tableaux 19, 20 et 21).....	146
6.4. Le sentiment d'implication.....	147
6.4.1. Le sentiment d'identification (je me sens concerné)	150
6.4.2. Le sentiment de valorisation (c'est important)	151
6.4.3. Le sentiment d'action perçue (j'ai une influence).....	153

6.4.4. Interprétation des variables de l'implication quant à l'égalité entre les sexes chez les répondants (tableaux 22, 23, 24 et 25)	154
6.5. Les rôles et pratiques.....	156
6.5.1. Interprétation des rôles et pratiques quant à la situation de l'égalité entre les sexes selon les répondants (tableau 26).....	161
6.6. Conclusion spécifique de la représentation sociale de l'égalité entre les sexes.....	162
7. Conclusions générales et observations des relations existantes	164
entre les deux représentations sociales à l'étude	164
Annexe 1 : Protocole d'entrevue	179

Liste des tableaux

Tableau 1: Présence des femmes dans les lieux décisionnels et consultatifs.....	9
Tableau 2: Présence des femmes dans les lieux décisionnels et consultatifs au SLSJ et au Québec	13
Tableau 3: Architecture de la pensée sociale	40
Tableau 4: Caractéristiques du système central et du système périphérique d'une RS	47
Tableau 5: Caractéristiques du système central et du système périphérique d'une RS	48
Tableau 6: Composition de l'échantillon.....	63
Tableau 7: Classification des éléments de la représentation sociale du développement régional et de l'égalité entre les sexes	69
Tableau 8: Définition des répondants quant au développement régional selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle	79
Tableau 9 : Hiérarchisation des répondants quant au développement régional selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle	88
Tableau 10: Les problèmes identifiés par les répondants selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle.....	95
Tableau 11: Les causes identifiées par les répondants selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle.....	99
Tableau 12: Les solutions identifiées par les répondants selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle.....	102
Tableau 13: Le sentiment d'implication envers le développement régional commenté par les répondants selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle	107
Tableau 14: Le sentiment d'identification envers le développement régional commenté par les répondants selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle.....	109
Tableau 15: Le sentiment de valorisation envers le développement régional commenté par les répondants selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle.....	110
Tableau 16: La perception de la capacité d'action envers le développement régional commentée par les répondants selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle	112
Tableau 17: Les rôles et les pratiques envers le développement régional identifiés par les répondants selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle	116
Tableau 18: Définition des répondants quant à l'égalité entre les sexes selon le sexe et l'occupation	123
Tableau 19: Hiérarchisation quant à l'égalité entre les sexes selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle.....	132
Tableau 20: Les problèmes identifiés par les répondants selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle.....	137
Tableau 21: Les causes identifiées par les répondants selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle.....	140
Tableau 22: Les solutions identifiées par les répondants selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle.....	143
Tableau 23: Le sentiment d'implication ressenti par les répondants envers l'égalité entre les sexes selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle	148
Tableau 24: Le sentiment d'identification éprouvé par les répondants envers l'égalité entre	

les sexes selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle.....	150
Tableau 25: Le sentiment de valorisation éprouvé par les répondants envers l'égalité entre les sexes selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle.....	152
Tableau 26: La possibilité d'action perçue par les répondants envers l'égalité entre les sexes selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle.....	153
Tableau 27: Les pratiques et les rôles identifiés par les répondants quant à l'égalité entre les sexes selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle	157

Liste des schémas

Schéma 1: Épistémologie des représentations sociales	41
Schéma 2: L'espace d'étude des représentations sociales Qui sait et d'où? Que et comment sait-on? Sur quoi et avec quel effet?	43
Schéma 3: Définition de la représentation sociale.....	50
Schéma 4: Système représentationnel.....	51

Liste des annexes

Annexe 1 : Protocole d'entrevue	181
---------------------------------------	-----

Introduction

Dans nos sociétés actuelles, les femmes et les hommes vivent des réalités différentes. C'est à partir du constat de l'inégalité persistante entre les femmes et les hommes, dans le domaine de l'emploi et des revenus, de la représentation politique et du travail domestique que cette recherche est présentée. Il s'avère que la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean se caractérise, dans de nombreux domaines, par des écarts plus prononcés que dans le reste de la province.

Selon différents auteurs (Sen, 2003, Anthias, 2002) il ressort que les inégalités sont liées à la position sociale des individus. La théorie des représentations sociales fait également ressortir l'importance de la position sociale des individus et des groupes et celle-ci nous servira de cadre d'analyse. La proposition de cette recherche sera d'explorer les différentes relations existant entre les représentations sociales de l'égalité entre les sexes et celles du développement régional chez les femmes et les hommes de Ville de Saguenay, et ce, en fonction de la position sociale qu'occupent les répondants afin de vérifier le postulat que pose cette théorie. Ce postulat affirme qu'il existe une correspondance entre les représentations sociales d'un groupe social et la position que celui-ci occupe dans la structure sociale. Selon Doise tiré de Poshl (2004:156) : « la façon dont les gens pensent et parlent à propos de certains enjeux sociaux, non seulement traduit leur position dans le champ social, mais ainsi la justifie, et par là contribue au maintien du statu quo ».

Les objectifs spécifiques découlant de la théorie des représentations sociales sont les suivants : connaître le contenu de ces représentations sociales, poser des hypothèses sur leurs organisations, connaître les problèmes, les causes et les solutions perçues par les individus en ce qui a trait à la situation d'égalité entre les sexes et du développement régional, connaître l'implication perçue et les pratiques propres aux répondants y correspondant et connaître plus spécifiquement le rôle qui y est attribué aux femmes. Ces objectifs permettront l'exploration des relations entre ces deux représentations sociales tout en tenant compte des variations individuelles qui seront interrogées quant à leur concordance avec la position sociale des répondants. Pour répondre à ces objectifs, celle-ci sera identifiée par le sexe et la catégorie socioprofessionnelle des répondants.

La définition des représentations sociales qui sera privilégiée sera celle de Doise (1989 et 2005) qui les conçoit comme des principes organisateurs des rapports symboliques entre les individus et les groupes. Dans cette conception, les représentations sociales sont également vues comme étant des prises de position qui sont liées aux insertions spécifiques de ces rapports symboliques. Mentionnons ici que, selon Roy (2010), le genre et ses représentations sont un de ces principes organisateurs de la société patriarcale. Cette définition sera cependant complétée avec celle d'Abric qui s'intéresse plus au contenu de la représentation qu'à l'influence que possède la structure sociale sur celle-ci.

Cette recherche se penchera donc sur la question du développement au Saguenay-Lac-Saint-Jean, et plus particulièrement sur la problématique femmes et développement en mettant l'accent sur la spécificité du territoire en s'inspirant de la pensée de Degavre et du *local feminism* selon laquelle il importe de tenir compte de l'ancrage territorial afin de comprendre les conditions locales du développement et le rôle joué par les femmes qui y vivent. Celle-ci tient également compte de la suggestion de Jean Duvignaud au sujet de la recherche sociologique citée dans Deslauriers (2003:157) :

Elle ne saurait se contenter de « problèmes abstraits », mais devrait répondre aux interrogations réelles de l'homme vivant, tel qu'il est, et non réfracté à travers les doctrines et les idéologies. Et peut-être, par là, la sociologie trouvera-t-elle une vocation nouvelle en ne tentant plus de ramener l'individu au collectif, mais de savoir pourquoi, au milieu de la trame collective, surgit et s'impose l'individualisation (1968:XV).

Cette recherche anticipe comme résultats celui de parvenir à une connaissance des contenus des représentations sociales de l'égalité entre les sexes et de celles du développement régional de la population de Ville de Saguenay, de la perception que cette population a, des causes et des solutions quant à ces situations, de l'implication perçue et des pratiques identifiées par ladite population ainsi que sur le rôle accordé plus spécifiquement aux femmes. Il est également anticipé de parvenir à poser des hypothèses sur l'organisation de ces représentations. Les connaissances obtenues et analysées permettront d'approfondir la connaissance sur les relations existant entre l'égalité entre les sexes et le développement régional et permettront de mettre en évidence les variations individuelles afin de vérifier s'il existe une certaine concordance entre celles-ci et la place qu'occupent les répondants dans l'organisation sociale.

1. La problématique: l'égalité entre les sexes et le développement régional

Ce travail de recherche concerne l'intégration du genre comme enjeu du développement. Cette intégration s'est produite progressivement et, tout comme l'égalité des sexes, demeure partielle et incomplète. La Banque Mondiale (2003) considère l'égalité entre les femmes et les hommes comme un des objectifs principaux du développement. Le rapport *Genre et développement économique. Vers l'égalité des sexes dans les droits, les ressources et la participation* de la Banque Mondiale (2003:3) donne une définition détaillée de l'égalité : « égalité devant la loi, égalité d'opportunités (impliquant l'égalité dans la rémunération pour le travail ainsi que dans l'accès au capital humain et autres sources de production) et, enfin, égalité d'influence (permettant de participer pleinement au développement et de contribuer à son processus) ». La Banque mondiale (2003:26) y mentionne également qu' : « afin d'affronter les défis actuels et futurs posés par l'objectif de l'égalité des sexes, une étude approfondie des liens existant entre le genre et le développement (...) est nécessaire ». Ici, la Banque mondiale (2003:31) précise explicitement que l'on ne peut pas limiter l'analyse genre et développement à celle de la pauvreté et des femmes dans les pays en voie de développement et qu'il faut également se préoccuper : « des programmes inachevés qui se penchent sur les relations entre les hommes et les femmes dans les pays les plus développés ». La Banque mondiale (2003:81 -87) affirme également que les inégalités fondées sur le genre : « empêchent les femmes de participer pleinement au développement », que « les inégalités nuisent au développement » ainsi que « les inégalités fondées sur le genre nuisent au développement économique de plusieurs façons, et cela affecte les conditions de vie des gens ». Cette reconnaissance du rôle joué par l'égalité entre les sexes s'est faite progressivement et on la retrouve maintenant dans la plupart des grands organismes internationaux.

De plus en plus d'auteurs et d'organismes contribuent à nourrir cette argumentation. À ce sujet, Hedmann (1999:66) spécifie que : « n'importe quel aspect de la vie des femmes et des hommes et des relations hommes/femmes (...) affecte la vie en société et a un effet sur le développement ». Jahan (1999:75) spécifie que pour être non-sexiste, le développement se doit d'inclure les femmes

puisque sans cela, il s'en retrouve compromis. Pour cette auteure, la situation actuelle est caractérisée par le fait que : « les hommes monopolisent l'espace économique et politique, ce qui ne constitue pas un développement humain ». En effet, le PNUD (1996:55) tiré de Tremblay (2004:67) définit le développement humain comme devant se recentrer sur tous les individus et « leurs besoins, leurs aspirations, leur choix » ainsi que sur des facteurs intangibles qui tiennent mieux compte de potentialités humaines que le revenu et la croissance. Cracken et Scott mentionnent cependant que de plus en plus d'études tiennent compte de ces facteurs intangibles en considérant les apports des femmes et en en augmentant ainsi la visibilité.

Il importe de souligner que l'équité concerne le développement humain et social, mais également le développement économique. Il s'avère qu'il existe également des avantages liés à la performance et à l'efficacité des entreprises à favoriser la féminisation de leur conseil d'administration et de leurs postes de direction (on peut facilement généraliser cela à la féminisation des instances consultatives et décisionnelles régionales). Les entreprises qui ont le plus avancé en cette matière se retrouvent à être plus rentables que les autres. La corrélation entre le nombre de femmes dans les conseils d'administration et les performances financières a été observée dans tous les secteurs, fait remarquer Roy (2010). Dans l'analyse de ses résultats, il est conclu que dans la mixité de genre les qualités dites féminines viennent compléter celles des hommes.

Il est maintenant de plus en plus convenu, dans les organisations internationales notamment, que l'égalité passe par la pleine participation des femmes au développement. Dans ce sens, Sen lu par Prévost (2011:47) affirme que l'intérêt porté aux femmes peut se voir selon deux registres de justification : « un registre substantialiste - lutter contre les inégalités et les injustices est une fin qui se justifie par elle-même en tant que recherche du bien (et) un registre instrumental -lutter contre les inégalités et les injustices revient à œuvrer pour le développement (Kabeer 2005) ».

Donc, cela est plus qu'une question de justice sociale et de droits humains : il y est entendu que la participation des femmes est fondamentale en ce qui a trait au développement économique et où cette égalité entre les hommes et les femmes est considérée comme un facteur de réussite et de performance pour les nations du monde. Parmi les organisations internationales qui font dorénavant appel à la notion de genre dans le développement, Roy (2010a:138-139) nous mentionne quelques exemples présentés ci-après. Premièrement, l'UNICEF considère l'égalité entre les femmes et les hommes comme un apport essentiel pour l'amélioration des nations. Le Forum économique

mondial (FEM) mentionne :

Le rapport (*the global gender gap report 2007*) indique qu'il existe un lien entre le clivage homme femme et la performance économique des pays. Notre travail montre une forte corrélation entre compétitivité et résultats en matière d'écart entre les sexes. Bien que l'on ne puisse établir clairement le rapport de causalité, le lien observé, repose sur des bases théoriques possibles élémentaires : les pays qui ne tirent pas pleinement parti de la moitié de leurs ressources humaines courent le risque de fragiliser leur potentiel de compétitivité. Nous espérons d'une part mettre en valeur les avantages économiques que procure l'autonomisation des femmes et, d'autre part, promouvoir l'égalité comme un droit humain fondamental (Roy, 2010a :138).

Tandis que pour le FMI, toujours présenté dans Roy (2010a : 139), « ... une plus grande égalité des sexes en terme d'accès aux ressources, de droits et de représentation peut se traduire par un fonctionnement plus efficient de l'économie, une amélioration des institutions, et des retombées dynamiques sur l'investissement et la croissance ». L'OCDE, quant à elle, fait également ressortir le lien entre égalité et croissance économique : « elle (l'égalité) pourrait même expliquer en partie les écarts récents de croissance dans les pays de l'OCDE » (Roy, 2010a :139).

De plus, il ressort des sommets internationaux que l'égalité des sexes y est également considérée comme un facteur de développement durable. Dans les sociétés occidentales, il s'avère que consacrer plus de place aux femmes dans les lieux de pouvoir permet d'intégrer plus efficacement les objectifs d'un développement durable. Par exemple, Roy (2010a : 131) mentionne qu'au Sommet de Rio de Janeiro de l'ONU, on retrouve parmi ses vingt-sept principes, l'affirmation que « la pleine participation des femmes est essentielle à la réalisation d'un développement durable ». Roy (2012a:140-141) avance que :

En fait, c'est à un réel changement de paradigme que nous sommes conviés (...) Notre perception habituelle de l'égalité entre les hommes et les femmes relève du cadre d'analyse référant à une discrimination systémique envers les femmes. Elle est toujours exacte, mais l'égalité entre les femmes et les hommes doit aussi être située dans une démarche de développement durable. Cette égalité est une question de réussite et de performance pour les sociétés, les nations et les pays (...) Donc l'égalité entre les femmes et les hommes devient aussi un indicateur de la capacité de développement d'une société. À l'inverse, l'inégalité entre les femmes et les hommes menace notre survie même.

Plus près d'ici, Beaulieu (2002:27) du Conseil du statut de la femme affirme que les femmes doivent participer au développement et sont porteuses de plusieurs atouts pouvant bénéficier à celui-ci. Selon cette dernière :

Pour être authentique, le développement d'une région nécessite à la fois un investissement économique, mais également social, fondé sur des valeurs liées à la qualité de vie de la population et l'élargissement de la participation citoyenne. Dès lors, l'inclusion des femmes fait toute la différence, une différence qui rapporte à toute la région.

Il faut également tenir compte du fait que les sociétés occidentales sont en proie au vieillissement de la population. Il semble qu'il y existe une corrélation entre le taux de natalité et l'égalité entre les sexes : celle-ci entraîne une élévation du taux de natalité et permet ainsi une structure démographique plus équilibrée. Par conséquent, cela entraîne moins de problèmes liés au développement, un taux d'activité plus élevé et une économie plus robuste. Il est entendu qu'une société égalitaire permet une pleine intégration des femmes au marché du travail et doit posséder une politique familiale diversifiée et favorable à la conciliation travail/famille.

De ces nombreux rapports, il ressort qu'il est maintenant établi que le genre est une dimension importante et incontournable du développement, que ce soit dans les pays dits développés ou en voie de le devenir, et qu'il importe maintenant de parvenir à une meilleure compréhension des liens existant entre eux. On observe également que la très grande majorité des travaux et recherches concernant cette problématique se concentrent principalement sur les pays requérant l'aide internationale. Mais qu'en est-il au Québec, et plus particulièrement au Saguenay-Lac-Saint-Jean?

1.1. L'égalité entre les sexes

Le contexte actuel prévalant au Québec et au Saguenay-Lac-Saint-Jean sera illustré ici. Plus spécifiquement, il s'agit de dresser un portrait de la situation des femmes en ce qui a trait à l'égalité dans les domaines de l'emploi et des revenus, de la représentation politique et du développement régional. Les données proviennent en grande partie du Conseil du statut de la femme (CSF), concernant les années 2010 et 2011 et seront complétées par le rapport de la *Consultation sur faible*

taux d'activité des femmes au Saguenay-Lac-Saint-Jean (2003) du Service de la formation continue du CEGEP de Jonquière et du Groupe ÉCOBES. Il importe également de faire ressortir le fait qu'aujourd'hui, on ne peut pas parler de développement régional sans positionner les régions dans le contexte global qui prévaut et dans lequel elles évoluent.

1.1.1. Au Québec

Les femmes représentent 51,1 % de la population totale du Québec. Elles sont de plus en plus scolarisées et ont une performance scolaire élevée : il y a 9 femmes pour 10 hommes sur le marché du travail et il y a 129 femmes diplômées contre 100 hommes. Il ressort cependant, selon Roy (2010b:23) qu' : « après leur entrée massive sur le marché du travail et dans les universités, les femmes n'ont pas accédé aussi facilement que les hommes aux emplois les mieux rémunérés et aux postes situés au sommet de la hiérarchie ». Elles n'en récoltent pas les mêmes bénéfices que les hommes puisqu'elles touchent également un salaire moindre à leur entrée sur le marché du travail. De fait, considérant la population dans son ensemble en 2010, la moyenne des revenus annuels des femmes est de 26 297 \$ et celle des hommes est de 38 359 \$ (au SLSJ : 21 633 \$ contre 36 352 \$). Contrairement à ce que l'on pense, il s'avère également que le temps consacré par les femmes au travail domestique et aux activités professionnelles est à peu près le même qu'il y a 20 ans. Cependant, pour la même époque, on remarque que les hommes ont augmenté leur travail domestique en moyenne d'une heure par jour. Par exemple, de 1998 à 2005, le temps consacré par les hommes est passé de 2,5 à 2,6 heures par jour tandis que celui de la femme est resté stable à 4 heures par jour. En ce sens, le rapport de la *Consultation sur le faible taux d'activité des femmes au Saguenay-Lac-Saint-Jean* du Service de la formation continue et du Groupe ÉCOBES (2003:12) souligne que : « Les femmes (du Québec) portent encore très souvent les responsabilités de la conciliation travail-famille, en subissent donc également les effets pervers sur leur carrière professionnelle ». De plus, ce rapport indique que les femmes retournent aujourd'hui plus rapidement sur le marché de l'emploi après un accouchement, que les emplois qu'elles possèdent sont plus précaires, non syndiqués, à temps partiel et comme travailleuses autonomes.

Le tableau 1 présente les pourcentages de femmes présentes dans les lieux décisionnels et consultatifs au Québec. Fait remarquable: la parité est obtenue (même dépassée, on y retrouve plus de femmes que d'hommes) dans le Conseil régional de la culture, la Table de concertation des

ainé(e)s et le Forum jeunesse tandis qu'elle est en bonne voie dans les commissions scolaires, l'Agence de la santé et des services sociaux et les centres de la santé et des services sociaux. Depuis 2005, des augmentations importantes sont observées dans les universités, les cadres de la fonction publique et dans les associations touristiques régionales. On y remarque également de légères augmentations dans les mairies, les conseils municipaux, chez les préfets de MRC, les centres locaux de développement, les cégeps, les conseils régionaux de l'environnement et à la Fédération des caisses populaires. Ces légères augmentations ne dépassent cependant pas les 35 % de femmes dans ces instances. Certaines instances voient même leur pourcentage de femmes diminuer légèrement depuis 2005 telles que : l'Assemblée nationale, les Conférences des élus, les conseils régionaux des partenaires du marché du travail et les unités régionales des loisirs et des sports. Un fait non représenté dans le tableau révèle également qu'en 2011, seulement un tiers de femmes sont nommées au poste de juge par le gouvernement provincial, soit 103 femmes sur 269 juges (38 %). Il n'y a également que 16 % de femmes présentes dans les conseils d'administration des cents plus grandes entreprises québécoises. Ces données attestent de la continuité de ce que Beaulieu (2000) a mis en évidence : les femmes ne sont pas représentées équitablement quant il s'agit de développement local et régional : celles-ci se retrouvent davantage dans les structures politiques qui rejoignent leurs intérêts qui se situent dans les questions d'éducation, de santé et de services sociaux plutôt que dans des instances politiques liées au développement économique et à l'emploi.

Toujours selon cette auteure, en ce qui concerne le développement régional, les femmes sont très peu visibles malgré qu'elles soient présentes. Selon les données du CSF, les femmes représentent près de la moitié de la main-d'œuvre québécoise. Elles sont également entrepreneures, quoique celles-ci se concentrent dans les microentreprises qui demeurent nécessaires à un développement social local qui ne se limite pas à l'aspect économique. Selon Godet (2008), le développement social local (DSL) implique la synergie de trois niveaux de développement : le développement des personnes, le développement des organisations ainsi que le développement social du territoire. Godet (2008:XVI) le définit comme une : « forme d'action durable de la société sur elle-même et non comme une méthode éphémère de gestion de l'action sociale ». De ce point de vue, les femmes sont des agentes de développement essentielles tant du point de vue communautaire qu'institutionnel et elles représentent une grande part du travail accompli bénévolement. Dans l'ouvrage de Beaulieu (2000:15), on met l'accent sur l'invisibilisation du travail reproductif : « ... trop souvent, dans les analyses économiques classiques, on occulte des activités reproductives au

Tableau 1: Présence des femmes dans les lieux décisionnels et consultatifs

Compilation nationale — comparaison des résultats 2005, 2007, 2009 et 2011¹

Année	2005	2007	2009	2011
Assemblée nationale	32	26,4	29	29
Mairies	13,1	13,8	16	15,9
Conseils municipaux	26,6	26,8	29,2	29,1
Préfets de MRC	11,5	11,4	13,6	13,5
Conférence régionale des élus				
• conseil d'administration	29,7	27	29,1	26,1
• conseil exécutif		29,7	31,1	26,5
Conseil régional des partenaires du marché du travail	37,9	37,5	38,4	36,2
Centre local de développement	29,1	27,5	28,8	30,7
Agence de la santé et des services sociaux				
conseil d'administration	48	42	43,8	46,6
Centres de santé et des services sociaux	44,7	46,9	46,7	48,5
Commissions scolaires				
• assemblée des commissaires	48,4	48,2	48,9	49,4
• présidences	40,8	44,9	43,5	44,9
Cégeps	39,4	48,8	45,5	43,9
Universités	25	24,6	34,1	40,8
Cadres de la fonction publique	31,7	36,8	40,4	42,9
Associations touristiques régionales	31,8	33,6	36,1	38,1
Conseil régional de la culture	46,9	51,5	53,5	56,5
Unité régionale des loisirs et des sports	30,7	27,2	28,9	28,9
Table de concertation des aînés (e) s	52,7	50,4	54,3	57,3
Forum jeunesse	57,8	56,1	61,4	61,2
Conseil régional de l'environnement	29,5	32,7	33,5	32
Fédération des caisses populaires	21,3	20,4	21,4	23,9

¹www.placealegalite.gouv.qc.ca

Le tableau 1 provient de la compilation nationale et celle du Saguenay effectuée par le CSF

développement de la région comme si seules les activités productives comptaient ». Cependant, selon Roy (2010b:14), il importe de prendre en compte le fait que :

Qu'elles soient actives ou non sur le marché du travail, les femmes contribuent déjà largement au développement de la région par les soins prodigués aux personnes -sanitaires, sociaux ou éducatifs, rémunérés ou non, à toutes les activités contribuant à la qualité de vie – notamment les activités culturelles et les actions communautaires – essentielles à l'enracinement des personnes et même, plus fondamentalement, à l'engagement de donner la vie.

Roy (2010b) considère également que les femmes sont des agentes de développement et que leur apport considérable doit être reconnu.

1.1.2. Au Saguenay-Lac-Saint-Jean

Dans cette recherche, il importe de circonscrire la réalité spécifique des femmes vivant au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Celles-ci comptent pour 50,6 % de la population totale de la région. Les principales données sont tirées du CSF pour les années 2010 et 2011 ainsi que des résultats du rapport de la *Consultation sur le faible taux d'activité des femmes au Saguenay-Lac-Saint-Jean*. Dans cette région, la baisse démographique sera relativement importante notamment de par la baisse de la natalité et la migration des jeunes qui concerne plus particulièrement les filles scolarisées qui seront vraisemblablement les plus actives sur le marché du travail. Minguy et le CSF (2002:3) ont fait une étude qui révèle que les conditions de vie des filles du Saguenay-Lac-Saint-Jean sont parfois difficiles et différentes de celles des garçons. Malgré leur performance scolaire élevée, « elles ont souvent une faible estime d'elles-mêmes, vivent de la détresse psychologique, ont des idées suicidaires, adoptent des habitudes de vie à risque telle la consommation de tabac et d'alcool, font peu d'activité physique et connaissent une difficile intégration au marché du travail ». Les femmes de la région sont parmi les plus pauvres au Québec et l'écart de revenu entre les femmes et les hommes de la région est l'un des plus importants. Il s'avère que les femmes de la région consommeraient davantage de drogues que les autres Québécoises, ce qui n'est pas le cas des hommes de la région. Celles-ci sont également victimes de violence conjugale plus souvent que les Québécoises et sont plus susceptibles, dès leur tout jeune âge, d'être agressées sexuellement. Les femmes du Saguenay-Lac-Saint-Jean se distinguent de

l'ensemble du territoire par leur taux d'activité inférieur à celui des autres régions (seules la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et la Mauricie se retrouvent en dessous). Cela s'explique en partie par le fait que les femmes ont vécu une entrée tardive sur le marché de l'emploi qui n'a pas eu la même ampleur qu'ailleurs au Québec. La région est également deuxième au Québec pour ce qui est de la différence entre les taux d'emplois chez les femmes et chez les hommes. Une analyse par région effectuée par le CSF nous démontre également que la région se situe dans les derniers rangs pour ce qui a trait à la participation des femmes dans les conseils d'administration au même titre que la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et de l'Abitibi-Témiscamingue. Leurs conditions de travail sont également plus difficiles : elles ont plus souvent un travail à temps partiel. De plus, les femmes du Saguenay-Lac-St-Jean sont moins présentes que les autres Québécoises dans les secteurs non traditionnels de l'emploi et sont, plus spécifiquement, moins présentes qu'elles dans les secteurs primaires et secondaires. Il faut savoir que la région se distingue par une plus grande proportion d'emplois dans ces secteurs et une moindre dans le secteur tertiaire. Il faut également noter que ces emplois où l'on retrouve moins de femmes offrent souvent des conditions de travail moins précaires et mieux rémunérées. Il existe au Saguenay-Lac-Saint-Jean, une ségrégation professionnelle plus prononcée qu'ailleurs au Québec. Les femmes de la région possèdent également, en moins grand nombre, un diplôme universitaire par rapport aux autres Québécoises. La consultation concernant le faible taux d'activités des femmes du Saguenay-Lac-St-Jean réalisée par ÉCOBES et le service de formation continue du Cégep de Jonquière (2003) fournit plusieurs éléments d'explication quant à ce faible taux d'activité des femmes de la région : le manque d'emploi dans la région, la structure industrielle, l'éloignement des marchés, l'intériorisation plus accentuée des valeurs traditionnelles, l'arrivée plus tardive des femmes sur le marché du travail, la migration des jeunes femmes les plus scolarisées, les conditions de travail précaires et les infrastructures déficientes. Ce rapport spécifie également que la culture régionale du marché du travail y est très masculine, il conclut (2003:43) : « Cette culture régionale encore très masculine ne conduit pas à de meilleures pratiques de conciliation travail-famille, essentielles à l'intégration de bon nombre d'entre elles sur le marché du travail ». De plus, ce retard concernant le taux d'activité des femmes, s'ajoute à celui concernant la baisse de la fécondité et de l'augmentation de l'espérance de vie qui semblent confirmer l'ancrage important des valeurs traditionnelles dans la région.

Récif02, un organisme communautaire du Saguenay-Lac-Saint-Jean, dresse un portrait de la situation politique des femmes de la région. Cette organisation de femmes fait remarquer qu'à ce jour (en 2010), au palier fédéral, seulement deux femmes du Saguenay-Lac-Saint-Jean ont été élues

(Mme Suzanne Beauchamps-Niquet, 1980-1984 et Mme Jocelyne Girard-Bujold, 1997-2004) tandis qu'au palier provincial, trois l'ont été (Mme Aline Saint-Amand, 1983, Mme Jeanne Blackburn, 1985, 1989, 1994 et Mme Françoise Gauthier, 2003-2007). De plus, il est intéressant de mentionner que si le rythme se maintient, nous atteindrons la parité au niveau municipal en 2065. Récif02 spécifie que c'est précisément à l'échelle municipale que les écarts entre les femmes et les hommes sont les plus importants. La participation des femmes au niveau municipal importe particulièrement, car ces postes représentent, en plus de la mairie, des sièges dans d'autres instances locales telles que les CLD, les MRC ainsi que dans les instances régionales comme les CRÉ. Il advient que, selon le CSF et Beaulieu (2000:17) : « la faible proportion des femmes sur la scène municipale entrave donc leur accès à des lieux de décisions stratégiques ». Sur cette question, Kabeer va plus loin et affirme que : « Pour les femmes pauvres, la participation aux structures gouvernementales locales et l'influence à ce niveau constituent peut-être un objectif plus pertinent que l'augmentation du nombre de sièges occupés par une femme au parlement national », expliquant par la suite que le niveau le plus près est celui qui touche directement la vie quotidienne des gens.

Il convient de mentionner que la région ne se distingue pas positivement par rapport au reste de la province. Selon le CSF, dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, on ne retrouve actuellement pas de femmes à l'Assemblée nationale, ni de préfètes de MRC. Ces données, ainsi que celles qui suivent sont celles de l'année 2011 et sont regroupées dans le tableau 2 qui présente la présence des femmes dans les lieux décisionnels et consultatifs au Saguenay-Lac-Saint-Jean et au Québec. Comparativement au Québec, la région obtient la parité dans le même nombre d'instances (mais pas tout à fait les mêmes) : les commissions scolaires, l'université et le Forum Jeunesse et certaines sont en bonne voie de l'être un peu plus fréquemment soit : l'Agence de la santé et de services sociaux, les centres de santé et de services sociaux, les cégeps ainsi que la Table de concertation des aîné(e)s. L'augmentation observée à l'UQAC est fulgurante. Parmi les augmentations importantes survenues depuis 2005 se retrouvent les cégeps, les cadres de la fonction publique, le Conseil régional de la culture et le Conseil régional de l'environnement. Des diminutions ont été observées, dans les instances non mentionnées jusqu'à présent, soit dans les conseils municipaux, le conseil d'administration de la Conférence des élus, les centres locaux de développement, les Conseils régionaux des

Tableau 2: Présence des femmes dans les lieux décisionnels et consultatifs au SLSJ et au Québec²

Lieux	% de femmes au SLSJ				% de femmes au Québec
	2005	2007	2009	2011	2011
Assemblée nationale	20	0	0	0	29
Mairies	16,3	16,3	16,3	16,3	15,9
• conseils municipaux	29,1	29,1	24,6	24,7	29,1
• MRC (préfètes)	0	0	0	0	13,5
Conférence régionale des élus					
• -conseil d'administration	15,4	22,7	22,7	14,3	26,5
• -conseil exécutif/ administratif		0	14,3	14,3	26,1
Centres locaux de développement	20,8	20,3	23,1	19	30,7
Conseil régional des partenaires du marché du travail	28,6	28,6	28,6	25	36,2
Agence de santé et de services sociaux	53,8	53,3	42,9	47,1	46,6
Centre de santé et de services sociaux	40,7	44,9	43,1	46,2	48,5
Commissions scolaires					
• conseil des commissaires	64,8	65,9	65,9	68,2	49,4
• présidences	75	75	50	75	44,9
Cégeps	36	40,8	50,7	48,6	43,9
Universités	20	25	26,7	57,1	40,8
Cadres de la fonction publique	25,3	31,1	38,8	36,3	42,9
Association touristique régionale	10	27,3	20	9,1	38,1
Conseil régional de la culture	21,4	43,8	42,9	40	56,5
Unité régionale de loisirs et des sports	13,3	7,1	7,1	8,3	28,9
Conseil régional de l'environnement	10	33,3	30	25	32
Table de concertation des aîné(e)s	58,3	45,5	47,1	47,1	57,3
Forum jeunesse	57,9	63,2	61,1	56,3	61,2
Fédération des caisses populaires	20	26,7	20	20	23,9

² Le tableau 2 provient de la compilation nationale et du Saguenay effectuée par le CSF

partenaires du marché du travail, l'Association touristique régionale et l'Unité régionale de loisirs et de sports. Exception faite des conseils municipaux, de l'Agence de santé et de services sociaux, des commissions scolaires, des cégeps et de l'université, la présence des femmes aux instances régionales se situe bien en dessous de celle de la province. De plus, il n'y a que 15 femmes juges sur 87 dans les cours municipales (17 %) et il n'y a que 12 % de femmes dans les conseils d'administration des entreprises régionales.

Cependant, malgré la constatation de Beaulieu mentionnée précédemment, les femmes au Saguenay-Lac-Saint-Jean sont des agentes de développement et selon Anadon et coll. (1992:88) citée par Andrew (1995:89-90), leur participation à celui-ci se regroupe sous quatre formes de pratique : les pratiques d'organisation, les pratiques de services, les pratiques d'éducation et les pratiques de mise en réseau.

Ces auteures affirment que:

Les organisations de femmes de la région ont été et sont encore les premières à se préoccuper véritablement du mieux-être de femmes du SLSJ-Chibougamau. Leurs actions expriment la volonté des groupes de faire entendre la voix des femmes et de se faire porteurs de changement dans leurs collectivités. Le défi proposé par les groupes de femmes au modèle dominant de développement régional, c'est celui de la reconnaissance des organisations de femmes comme importantes actrices d'un développement par la base; il est aussi celui de la reconnaissance des femmes comme véritable force régionale » (Andrew, 1995:89-90).

Ces données sur la situation de l'égalité entre les sexes dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean doivent être mises en contexte avec celle du développement régional prévalant au Saguenay-Lac-Saint-Jean.

1.2. Le développement régional

Plusieurs publications gouvernementales québécoises nous renseignent sur l'état du développement régional au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Cependant, les données retrouvées sont dans la grande majorité des cas, des données relatives au développement économique. Dans *Un portrait régional* (2012), on indique que la structure économique régionale possède une base industrielle semblable à

celle du Québec. Cependant, le secteur primaire et secondaire y joue un rôle plus important. Par exemple, une proportion deux fois plus importante d'emplois se retrouve ici dans le secteur primaire et le secteur de la fabrication est principalement axé sur la transformation des ressources premières. Celles-ci prennent donc une place prépondérante dans l'économie régionale. *Le Saguenay-Lac-Saint-Jean. Un maillon essentiel de notre économie* (2001) et Proulx (2007) nous renseignent sur l'influence que le marché international détient sur l'économie régionale et qui entraîne une faiblesse relative des prix de ces matières. De plus, la modernisation des industries a également un impact sur le nombre d'emplois qui baisse de façon significative en raison des exigences de compétitivité auxquelles les entreprises sont. Proulx (2007 : 28) qualifie ainsi la base industrielle régionale: « [elle] est demeurée peu diversifiée, immature et fortement dépendante de quelques segments actifs sur le marché mondial ». Ce commentaire nous introduit au fait que la grande industrie domine au Saguenay-Lac-Saint-Jean, et plus particulièrement quelques multinationales exogènes à la région.

Dans *Un portrait régional* (2012), il est indiqué que l'indice de développement économique de la région a augmenté en 2011 (95,0) pour se rapprocher de celui du Québec (100). Cet indice repose sur quatre variables : la démographie, le marché du travail, le revenu et la scolarité. Cependant, dans *Le Saguenay-Lac-Saint-Jean. Un maillon essentiel de notre économie* (2001:14), une vue d'ensemble est présentée où l'on note d'importants écarts structurels au sein de la région, en comparaison avec la moyenne québécoise, en ce qui a trait au revenu, à l'emploi et au chômage. Cet ouvrage conclut néanmoins que « la tendance baissière dans la situation du marché du travail au Saguenay-Lac-Saint-Jean marque une pause » (Québec, 2012:9) et que le taux d'emploi augmente, sans toutefois combler les pertes des dernières années.

Proulx (2007:102) pose également un diagnostic d'ensemble peu encourageant sur le développement régional :

La collectivité territoriale du Saguenay-Lac-Saint-Jean est enlisée dans le contrecycle structurel, incapable d'accélérer le pas vers le nouveau cycle économique. Les toutes récentes pertes d'emplois industriels ainsi que les difficultés émergentes dans le secteur forestier n'augurent rien de bon pour cette économie régionale qui semble incapable de s'insérer convenablement dans la mutation rapide vécue à l'échelle mondiale.

Proulx explique que ces changements structurels auxquels fait face la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean depuis plus de 25 ans sont dus à la nécessaire intégration de la région à cette nouvelle économie mondialisée. Celui-ci pose l'hypothèse d'un repositionnement de la région en cours, selon lequel les activités économiques traditionnelles de la région se poursuivront (extraction et première transformation des ressources naturelles et de l'aluminium), mais où l'on voit s'ajouter des activités de deuxième et de troisième transformation.

Parmi plusieurs problématiques présentes sur le territoire, Proulx (2007) indique celle de la baisse de l'entrepreneuriat qui est à un niveau tel que le développement endogène devient difficile. De plus, cet auteur qualifie les entreprises de la région comme étant peu innovantes. Il parle également d'un essoufflement démocratique qui s'attaque autant à la démocratie représentative que participative.

Il n'y a cependant pas que des problèmes, rappelons, d'un autre côté, une amélioration dans la situation de l'emploi. Proulx (2007) note également que la région possède un bon capital de créativité et selon le gouvernement du Québec (2001:19), « la région possède la masse critique de savoir nécessaire pour prendre le virage de la nouvelle économie » avec la présence de l'Université du Québec à Chicoutimi, de quatre collèges ainsi que de plusieurs centres de recherche.

Le développement au Saguenay-Lac-Saint-Jean est dominé par la grande entreprise et fait présentement face à la crise forestière. La conjoncture internationale a un impact et y possède une influence importante. Nous verrons maintenant que les régions doivent désormais se positionner au sein d'une organisation sociale de plus en plus globalisée et d'une économie mondialisée.

1.2.1. Le local et le global : positionnement des régions

Nous évoluons aujourd'hui dans un contexte de globalisation plus large que celui d'une simple mondialisation économique et on ne peut plus aujourd'hui penser le développement sans le situer localement et globalement. De nombreux changements ont eu lieu et ont changé la face du monde et les relations sociales, politiques et économiques qui s'y tiennent. Premièrement, les NTIC ont eu un impact important en ce qu'elles ont entraîné une compression de l'espace et du temps qui a grandement augmenté le rythme de la mondialisation à l'œuvre et a diminué l'étanchéité des

frontières. Ensuite, les États remettent en cause et délaissent le modèle de l'État-providence, le compromis fordiste et les outils économiques keynésiens devenus inappropriés. Ceux-ci doivent également faire face à une baisse de leur pouvoir d'action et de décision dans ce contexte d'interdépendance où le global émerge, mais également le local, comme acteur politique et économique qui fait désormais face à la division régionale du travail. Selon Methot (1999:53) :

La mondialisation des marchés et la planétarisation des enjeux, sociaux, économiques, écologiques et éthiques, rendent l'État-Nation de moins en moins pertinent comme cadre de référence. Il se crée alors un espace ambigu entre le local et le global, et cet espace est notamment politique.

Il ajoute (1999:54 -55) : « l'État donc voit son pouvoir se rétrécir sous l'effet d'un renforcement de l'interdépendance des économies à l'échelle de la planète et de la demande croissante d'une décentralisation de ses fonctions au régional et au local ». Klein (1995:42), situe cette décentralisation comme une tendance lourde au même titre que la mondialisation et selon lui : « Ces deux tendances résultent, d'une part, de la restructuration des forces économiques à l'échelle mondiale et, d'autre part, des reconfigurations des solidarités sociales au niveau de la société civile ».

Les régions sont dorénavant en concurrence et en relation avec les autres régions du monde et celles-ci se divisent entre zones gagnantes et perdantes. Scott (2001:173) illustre la position des régions face aux marchés mondiaux, une position qui comporte un pôle économique, mais également un pôle politique :

Les économies régionales fonctionnent comme des entités organisées dans lesquelles les avantages concurrentiels et le destin économique de chaque entreprise sont intimement liés aux avantages concurrentiels et aux destins économiques de l'ensemble des autres entreprises locales. Cette remarque implique immédiatement que la région est aussi une entité politique, dans le sens où ses formes caractéristiques du travail et du mode de vie sont de manière indélébile inscrites dans des structures de l'ordre collectif.

Cela nous amène à constater l'importance accrue accordée aux territoires locaux et régionaux. Morin et Latendresse parlent de « territorialisation de la régulation des dynamiques socio-économiques » et Klein (1995:44) de « territorialisation des rapports sociaux » où les changements

à l'œuvre dans la globalisation entraînent :

Un processus de recentrage des rapports sociaux à une échelle inférieure à celle de l'État nation. Les régions deviennent des instances où se négocient les priorités et se restructurent les hiérarchies sociales dans un cadre où les rapprochements territoriaux, exprimés par des communautés d'appartenance et par des convergences identitaires, tendent à primer sur les distances sociales. Ceci constitue non seulement un changement dans les rapports de l'État au territoire, mais aussi un changement dans le rôle du territoire dans la structuration des rapports sociaux et dans les conduites collectives.

Il apparaît que la région est une unité pertinente pour interroger la place qu'occupe l'égalité dans son développement, tout en considérant le fait que la région est liée de façon complexe au monde global dans lequel elle s'insère. À cet effet, Klein (2006:155) explique : « le local ne peut se définir en soi, mais bien dans ses interrelations avec des réseaux globaux (...), ce qui rapproche les acteurs locaux, malgré la distance sociale qui peut les séparer, est leur identité territoriale commune, identité qui est certainement exacerbée par la relation conflictuelle avec le global ». Scott (2001:173) complète ce propos, lorsqu'il écrit :

Finally, the renaissance of regions as foci of economic and political activity offers a large number of new possibilities for the refection of the communal life, and more particularly for rethinking the contemporary essential questions of citizenship and democracy in the context of the local society.

Il importe ici de souligner que les questions de l'égalité entre les sexes sont jugées ici incontournables si l'on veut repenser la citoyenneté et la démocratie.

Une fois ceci posé, il convient de définir le concept de régionalisation qui est souvent associé et confondu à la décentralisation politique. Cette dernière est un concept prôné par la plupart des pays, mais dans les faits, celui-ci ne semble pas avoir été réellement appliqué. En définitive, elle se caractérise par la donation, de la part de l'État central, de certains de ses pouvoirs à une structure locale indépendante d'elle-même. La décentralisation semble faire l'objet de beaucoup d'attention, sans qu'on y parvienne réellement. La déconcentration, quant à elle, permet également le déplacement de certains pouvoirs vers les territoires locaux, mais ceux-ci demeurent détenus par des représentants de l'État central qui garde ainsi ses prérogatives. La régionalisation, quant à elle,

se situe entre les deux; elle va un peu plus loin que la déconcentration tout en n'allant pas jusque vers la décentralisation. Ici comme ailleurs, il semble qu'on ait plutôt affaire à de la déconcentration, ou au mieux à de la régionalisation. La régionalisation entraîne notamment une augmentation des rôles et des responsabilités octroyés aux acteurs régionaux à qui il incombe désormais de provoquer et d'induire le développement de leur région.

Concrètement, selon le CSF, cette régionalisation doit permettre l'intégration des femmes à la politique locale et régionale où l'atteinte de l'égalité est vue comme une nécessité pour parvenir à un développement optimal. Beaulieu (2000:1) du CSF souligne que la régionalisation entraîne de nouvelles formes de participation citoyenne et que : « ce redéploiement des lieux de décision offre aux femmes l'opportunité d'occuper la place qui leur revient dans la conduite du développement local et régional ». Plus concrètement, cette régionalisation entraîne la diversification des lieux de pouvoir et les rapproche des milieux de vie et cela correspond à une occasion pour celles-ci de s'y intégrer, apportant ainsi leurs propres conceptions de ce que devrait être le développement. Cette conception se distingue principalement de celle des hommes en ce qu'elle tend vers un ancrage dans le milieu où le développement économique est lié à l'intégration sociale et à l'identité culturelle qui en plus d'intégrer les dimensions économiques, tient compte des valeurs humaines reliées à la qualité de vie. La régionalisation implique de nombreux défis qui selon Beaulieu (2000:11 -12) s'énumèrent ainsi :

Apprendre à en maîtriser les rouages [du développement local et régional], à faire l'apprentissage d'un processus qui leur est moins familier, à construire une communauté d'intérêts avec des groupes ou des individus différents, bref à se percevoir et à s'imposer comme des interlocutrices essentielles du développement local et régional.

St-Hilaire (1995) fait ressortir le fait qu'aujourd'hui un appel est lancé aux femmes pour qu'elles participent au développement. Cet appel y est présenté comme un revirement de situation dans le sens où autrefois les femmes étaient invisibles dans ce développement qui aujourd'hui demande leur mobilisation. Cette auteure (1995:20) se questionne sur la situation québécoise où : « À l'heure des compressions budgétaires, la décentralisation des pouvoirs et la mobilisation des femmes apparaissent aux yeux de ceux qui ont depuis toujours oublié les femmes comme des stratégies possiblement sensées ». Les femmes dans cette optique sont, selon St-Hilaire, des « ressources inexploitées », qui dans ce contexte où la gestion de la pauvreté se fait de plus en plus par les

régions, ne doivent pas être gaspillées. Ce contexte est également considéré important par Andrew (1995:82) qui affirme que :

C'est dans un contexte global de restructuration politique qu'il faut comprendre l'émergence de l'enjeu de l'insertion des femmes dans le développement régional. En fait, dans la mesure où le palier régional se développe comme acteur politique important, la question du rôle des femmes au niveau régional devient plus déterminante.

Pour conclure, il est intéressant de citer le cinquième des dix commandements de Klein (1995:45) afin de parvenir à une décentralisation régionale réussie et de le lire en ayant en tête la position des femmes dans le développement régional au Saguenay-Lac-Saint-Jean et dans la culture traditionnelle qui prévaut dans les ménages et les entreprises :

Les valeurs dominantes en région doivent reposer sur des perceptions positives de l'identité et des appartenances des citoyens. Lorsque ces perceptions sont négatives, les couches sociales et les strates démographiques les plus dynamiques tendent à désertir et à émigrer vers les métropoles.

Les femmes instruites sont celles qui quittent en plus grand nombre la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean et cela questionne. Selon le Service de la formation continue et Groupe ÉCOBES (2003:119) : « Cette situation est tout à fait paradoxale lorsqu'on met en perspective l'avenir du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Une plus grande rétention des jeunes filles ou encore le retour de celles qui quittent la région pour les études deviennent des enjeux incontournables ». À ce sujet, Minguy (2002:46) mentionne que : « Le modèle traditionnel en place ne correspond pas aux aspirations des jeunes femmes scolarisées plus enclines à adopter un modèle international, ouvert sur le monde. Plutôt que de tenter de changer le modèle actuel, elles ont davantage le goût de le quitter ».

Donc, un nouveau partage des pouvoirs qui procure une plus grande place aux acteurs locaux responsabilisés quant à leur rôle dans le développement de leur région voit le jour. Ces tendances politiques de décentralisation, combinées aux effets de la globalisation, entraînent des changements importants, notamment au sein du champ du développement régional.

2. Le cadre d'analyse

Dans cette partie, nous présenterons le cadre d'analyse sur lequel s'est appuyée cette recherche portant sur l'exploration des relations existantes entre les représentations de l'égalité entre les sexes et celles du développement régional. Deux concepts sont centraux et seront présentés, pour être ensuite appuyés par des théories y étant directement reliées. Le premier concept défini est celui du développement. Un historique des différentes théories féministes du développement sera ensuite présenté, ainsi que la théorie d'Amartya Sen qui permettra de mettre en évidence l'importance de la position sociale des individus dans leur insertion au développement. Le second concept défini est celui de l'égalité entre les sexes. Pour mieux cerner la situation, une partie portera sur les causes et la construction des inégalités entre les sexes. Il y sera également question des notions de genre, de sphère domestique et de sphère productive et nous y verrons la primauté de cette dernière dans le discours féministe actuel. La théorie féministe de Floya Anthias sera brièvement présentée afin de faire ressortir également l'importance de la position sociale, et ce, relativement aux inégalités. La position sociale occupera également une place privilégiée dans la théorie des représentations sociales qui sera finalement explicitée et où les contributions de plusieurs auteurs seront présentées.

2.1. Le concept de développement

Le droit au développement est inclus dans la charte des droits et libertés au même titre que le droit à l'égalité. L'ONU (1986, 197), cité dans St-Hilaire (1995:21), en donne cette définition :

le droit au développement est un droit inaliénable de l'homme (sic) en vertu duquel toute personne humaine et tous les peuples ont le droit de participer et de contribuer à un développement économique, social, culturel et politique dans lequel tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales puissent être pleinement réalisés, et de bénéficier de ce développement.

Le concept et les pratiques liées au développement ont évolué. Il fait de plus en plus consensus chez les auteurs que celui-ci doit maintenant inclure des notions plus larges qu'uniquement économiques. Par exemple, St-Hilaire (1995:22) abonde dans ce sens et explique : « le développement est maintenant évoqué dans des termes socio-économiques et culturels plus larges (...) il a d'abord désigné la croissance économique, pour ensuite embrasser tous les besoins essentiels et finir aujourd'hui par englober la démocratie et le respect de l'environnement ».

Beaulieu (2000) commente également l'évolution du concept de développement, en se penchant plus particulièrement sur la situation québécoise. Celle-ci lie cette évolution à l'observation de l'accroissement des écarts et des inégalités observés sur le territoire entre les régions et au sein de celles-ci, accroissement ayant débouché sur une vision du développement caractérisée par son intersectorialité et mise en œuvre par le gouvernement du Québec avec la *Politique de soutien au développement local et régional*. Cette politique entend définir les enjeux d'un développement intégré qui englobe maintenant les dimensions sociales et culturelles. Beaulieu (2000:5) explicite :

L'idée selon laquelle l'activité économique et commerciale, la vie culturelle et communautaire, le logement social, le transport en commun, les espaces verts, bref, tout ce qui contribue à l'essor qualitatif d'un milieu, interagissent pour conduire au développement s'insère graduellement dans les mentalités et les modes de fonctionnement.

Lafontaine (1995), quant à elle, nous démontre l'évolution du concept de développement et nous fait remonter jusqu'aux années 1950. Elle débute en précisant que l'analyse du développement s'est traditionnellement faite à partir d'outils économiques. Elle présente d'abord le paradigme de la modernité qu'elle nomme également le paradigme classique. On retrouve au centre de celui-ci le problème central de la production de la richesse marchande (évaluée strictement par des critères quantitatifs). Ce paradigme exclut toute question portant sur les femmes et prévaut une conception de l'humain limitée qui se concentre sur les valeurs d'efficacité et de liberté considérées comme primordiales. Par la suite, cette façon de faire fut contestée et l'on vit se développer le paradigme critique. Celui-ci se concentre plutôt sur le problème central de la répartition de la richesse à partir du constat de l'inégalité du développement. Provenant principalement du marxisme, l'auteure (Lafontaine, 1995:61) caractérise ici le paradigme critique comme une : « condamnation morale sans équivoque de l'exploitation de l'homme par l'homme » qui n'est cependant pas restreinte aux problèmes ouvriers, mais qui considère plutôt : « le problème de la justice économique et sociale

dans son ensemble ». L'auteure précise cependant que cette justice oublie les questions des échanges et de la justice entre les femmes et les hommes. Par la suite, selon Lafontaine toujours (1995:63), l'idée d'un développement par la base survient; « les arguments pour l'intégration fonctionnelle de l'espace économique ont fait place à des appels pour la décentralisation et l'autonomie régionale ». On y mise sur la communauté de petite taille, ancrée sur le territoire à qui il revient aujourd'hui la responsabilité de son développement devant répondre à ses besoins à partir de ses propres ressources. L'auteure (Lafontaine, 1995:63) mentionne l'importance que les facteurs culturels prennent dans cette conception du développement et précise que : « plusieurs auteurs en écrivant sur le développement *par le bas* mettent en avant la nécessité de parvenir à un développement *autre* ou même *authentique* garantissant la préservation des cultures et des identités ». Mais même là, l'auteure remarque que la question des rapports sociaux de genre est encore occultée lorsqu'il s'agit de la production et de l'échange des richesses.

Dans l'ouvrage *Femmes, économie et développement* (2011) on présente deux visions divergentes du développement résumées par Guérin, Hersent et Fraisse (2011:16 -17). Prévost présente la vision dite moderniste, prônée par la Banque Mondiale qui : « consiste peu ou prou à faire confiance aux mécanismes du marché et à la *libération par le travail*. Il suffirait d'incorporer les femmes au marché pour supprimer le joug qui les opprime et pour considérer que les femmes *sont des hommes* comme les autres (Rousseau 2008) ». Les auteures spécifient que les questions de pouvoir restent occultées dans cette vision qui fait une confiance aveugle aux marchés. Il y est également présenté la vision de Degavre et du *local feminism* qui se distingue entre autres par son ancrage territorial et où : « il s'agit non seulement de reconnaître le rôle économique des activités *de reproduction* (...), mais de faire valoir leur rôle fondamental en matière de cohésion sociale et d'épanouissement individuel et collectif » et où est pensé : « le *reproductif* comme ressource du développement, à la fois comme source d'émancipation possible pour les femmes et comme contribution au développement socio-économique des territoires ». Degavre (2011:77 -78) introduit dans son argumentation les propos d'Amrita Basu, selon qui :

Le problème est de se rendre compte que le mouvement des femmes est avant tout profondément lié à l'histoire locale, [...] qu'il est plus utile de chercher à comprendre comment les femmes construisent leur capacité d'action (agency/agence) que de savoir si elles se perçoivent comme opprimées. [...] et qui conduit à ce que) les mouvements des femmes doivent être compris à travers les

enjeux *locaux* auxquels ils répondent. Ces enjeux ne sont pas nécessairement formulés en termes de domination des hommes sur les femmes, mais ils correspondent à des problématiques historiques, qui *font* le développement.

Le *local feminism* évalue que le défi du développement se situe plutôt dans le domaine de la compréhension du comment les femmes s'organisent dans le système économique et social. Dans cette perspective, le système économique inclut les activités et pratiques marchandes et non marchandes propres aux territoires de vie et ne se limite pas à leur simple intégration dans un modèle économique.

Les auteurs Guérin, Hersent et Fraisse (2011:22) cite Degavre qui indique clairement qu' :

En plaidant pour l'ancrage territorial, le *local feminism* ne vise pas à opposer « territoire » et « mondialisation » ou encore « local » et « global », mais le cadre qu'il offre permet « d'éviter de faire disparaître, dans l'analyse du développement, les conditions très locales de la reproduction d'un territoire de vie et le rôle économique, social et politique qu'y jouent les femmes ».

Cette évolution du concept de développement s'est faite sur plusieurs années et les féministes y ont contribué amplement, notamment par des critiques, mais également par une théorisation active d'un développement plus humain.

2.1.1. Un historique des théories féministes du développement

Cette partie présente l'historique de l'intégration du genre dans le concept du développement à travers l'évolution des différentes théories féministes du développement. Celle-ci sera présentée principalement à partir de deux auteures féministes : Kabeer et St-Hilaire. L'ouvrage de Kabeer (2005) se concentre principalement sur la lutte contre la pauvreté dans une perspective féministe qui tient compte des différences et inégalités de genre. Celui de St-Hilaire met l'accent sur le dispositif du développement et son discours qui allie pouvoir et savoir. Selon cette dernière, les femmes sont intégrées au développement soit comme objets, c'est-à-dire comme cible des interventions du gouvernement et/ou comme sujet autonome qui se pense dans le développement.

Jusqu'aux années 1960, l'idée de développement est limitée à une croissance économique qui ne prend en considération ni le facteur humain, ni le genre. Le discours y est axé sur la modernisation, le progrès technique et l'accumulation du capital. La théorie de Roslow portant sur les cinq étapes de la croissance économique est au centre de cette conception. Cette dernière est remise en cause dans les années 1970 par la théorie de la dépendance qui amène le concept du sous-développement et l'idée que le développement du Nord est dépendant de celui du Sud et se fait à son détriment.

Durant ces années, on remarque une augmentation de l'importance accordée aux besoins essentiels qui conduit les instances à s'intéresser à la place des femmes, malgré le fait que l'augmentation du PIB est toujours présente dans l'idée du développement. Pour St-Hilaire, les besoins essentiels y sont considérés utiles et nécessaires à la croissance économique. Cependant, cette conception entraîne la prise en compte des femmes dans le développement. Kabeer y distingue deux formes de préoccupations : l'équité économique à laquelle on ajoute le fait que les femmes sont les plus pauvres d'entre les pauvres. La préoccupation d'équité économique s'intéresse plus particulièrement aux effets du développement sur la situation des femmes.

Esther Boserup influence significativement la réflexion quant à cette préoccupation. Kabeer (2005:13) explique : « Pour cette chercheuse, les gouvernements nationaux et les organismes internationaux de développement n'ont jamais compris que les femmes interviennent non seulement dans la reproduction, mais aussi dans la production ». Cette affirmation sous-tend deux lacunes importantes : la non-reconnaissance du travail non rémunéré des femmes et la sous-évaluation du travail rémunéré de celles-ci. Boserup critique le fait que cela entraîne une situation où les hommes sont sollicités et impliqués dans les projets de développement tandis que les programmes de protection et d'aide sociale sont réservés aux femmes. Les hommes y sont considérés comme agent de développement et les femmes comme victimes du développement. Il en advient des conséquences néfastes sur la situation économique des femmes. La deuxième préoccupation de cette époque implique également qu'il y a un lien entre le genre et la pauvreté ainsi que l'idée que les femmes sont et doivent être considérées comme des acteurs économiques importants. Kabeer (2005:16) conclut quant à cette période que : « Au total, les premières initiatives femmes/développement n'ont aucunement réduit les préjugés sexistes et les distorsions sexospécifiques des politiques macroéconomiques et n'ont que très modérément émoussées ceux des stratégies antipauvreté ». Il demeure, selon St-Hilaire, qu'elles furent le commencement de l'élaboration de la construction d'un discours spécifique sur les femmes et le développement. Il

s'avère que la construction de l'approche de l'IFD (Intégration des femmes au développement) initiée par Boserup, fut également le début de son intégration dans le discours plus large sur le développement. St-Hilaire mentionne à ce sujet que : « le discours de l'équité dans le développement rejoint ici la revendication de l'égalité entre les sexes qui caractérisait le mouvement féministe du Nord, ces femmes qui précisément élaborent le discours des professionnelles du développement ». St-Hilaire précise que la notion de l'équité a progressivement dérivé pour s'articuler et s'intégrer au discours d'un développement correspondant à des exigences de croissance économique. Cette auteure (St-Hilaire, 1995:31) le dénonce et met en garde contre le fait que : « ce qui à l'origine était une bataille pour mettre fin à l'invisibilisation des femmes pourrait bien être en train de se transformer en un gigantesque mécanisme de contrôle des femmes par les institutions du gouvernement ».

Ces préoccupations seront mises de côté dans les années 1980 qui furent marquées par des crises économiques importantes. Ces années furent celles de la réduction des déficits des budgets et de la balance des paiements. Les nations se virent imposer par le Fond monétaire international et la Banque mondiale des politiques d'ajustements structurels (PAS). Elles doivent désormais se soumettre et répondre aux exigences du marché et instaurer le juste prix commandé par celui-ci. Plus tard, on admet les coûts sociaux très élevés qu'eurent pour conséquences la crise économique et la mise en place des PAS. Par exemple, il a été démontré que la réduction des services sociaux augmente le travail reproductif des femmes. Kabeer mentionne une étude majeure faite par l'Unicef qui met en évidence que les coûts humains doivent désormais être considérés directement dans ces politiques. Cela entraîne un retour vers les préoccupations de lutte directe contre la pauvreté et les tentatives de conciliation des objectifs d'égalité entre les genres et des politiques macroéconomiques. St-Hilaire met en évidence qu'à ces années correspond l'idée selon laquelle ne pas considérer les femmes est un gaspillage économique.

Ces années virent également la création du réseau Dawn constitué principalement de féministes du Sud. Les femmes du Sud furent les premières à critiquer l'IFD et à amorcer une réflexion féministe sur le développement et l'intégration des femmes qui y est faite et y est vue, selon plusieurs, comme une forme de colonisation. Cette réflexion mena à l'élaboration d'une autre vision du développement, l'approche GED (genre et développement) qui selon St-Hilaire (1995:33), est : « inspirée du courant du féminisme mondial, elle (cette vision) est holistique et intègre un modèle politicoféministe de changement social opposant les forces collectives des femmes aux forces du

marché ». Toujours selon cette auteure, cette approche s'est progressivement élargie de la réalité spécifique des femmes pour embrasser l'ensemble des réalités sociales et humaines, considérant tout à la fois le sexe, l'ethnie, la race et l'âge. Selon la lecture de St-Hilaire (1993:2011), au Canada et dans ses institutions (CCCI, MATCH et AQOCI:6), cette approche est définie ainsi :

En plus de chercher à intégrer les femmes au développement, [elle] explore le potentiel des initiatives de développement à transformer les relations sociales et de genre et à donner plus de pouvoir aux femmes. L'approche GED vise à long terme un partenariat égal entre les femmes et les hommes dans la définition et l'orientation de leur avenir collectif.

Cette approche se distingue de l'IFD principalement par le fait qu'elle questionne directement le rapport au genre à transformer plutôt que la simple intégration des femmes au développement. En ce sens, l'approche GED recherche un changement social plus profond et englobant permettant un développement autre. Selon cette approche, la division du travail est à la source des inégalités : celles-ci sont causées par la subordination de la sphère reproductive à la sphère productive. Intégrant une réalité plus complexe que celle se limitant au genre, cette approche inclut les notions de développement durable et équitable comme nécessaire à un autre développement. Elle s'est institutionnalisée (ou est en voie de l'être) selon St-Hilaire et l'ouvrage de Kabeer nous permet d'en suivre l'évolution dans les discours des grandes instances internationales.

Selon St-Hilaire, on retrouve dans les années 1990, l'ajout des droits humains et de la démocratie dans les discours sur le développement. Pour Kabeer, ces années se caractérisent largement par les rapports émis par la Banque mondiale et le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement). Le RDM (*Rapport sur le développement dans le monde*) de la Banque mondiale de 1990 diffère des précédents en ce qu'il prend une distance par rapport au juste prix et privilégie une croissance économique plus favorable aux pauvres. Dans le même sens, le RMDH (*Rapport mondial sur le développement humain*) du PNUD (Kabeer:2005:6) s'inspire largement de l'approche des capacités de Sen et « recommande la mise en place d'interventions institutionnelles judicieuses pour promouvoir une croissance centrée sur l'humain ». Ce rapport propose également une mesure de développement différente du PNB (produit national brut), soit l'IDH (indice de développement humain) qui tient compte de l'espérance de vie, de la mortalité infantile et du niveau d'instruction. Kabeer (2005:8) explique que ces deux instruments de mesure sont mis en relation :

Malgré une corrélation positive assez forte entre le PNB par habitant et le niveau de développement humain, l'impact de l'accroissement du PNB par habitant sur l'amélioration du niveau de développement humain varie considérablement d'un pays à l'autre. Il s'avère en fait que, plus les conditions de vie initiales dans le pays considéré sont égalitaires, plus la croissance économique est susceptible de réduire la pauvreté.

Ces deux rapports, selon l'auteure, ne font qu'effleurer les dimensions genre de la pauvreté et du développement. Cependant, elle fait remarquer qu'il y a avancement de la question dans l'édition de 1995 du RMDH publiée lors de la 4e conférence mondiale des Nations unies qui eut lieu à Beijing. Toujours selon Kabeer (2005:19), ce rapport se distingue en ce qu'il porte spécifiquement sur les inégalités entre les genres, il : « conclut que, les structures du pouvoir étant inégalitaires, il est impossible que l'égalité entre les genres soit réalisée par le libre fonctionnement des processus économiques et politiques ».

Le RDM 2000/2001 fait ressortir les liens existant entre la croissance économique et la pauvreté. Il s'articule autour de trois thèmes : premièrement, celui des opportunités économiques où les insuffisances économiques sont désormais considérées comme la cause et la conséquence de la pauvreté, ensuite celui de la sécurité matérielle et enfin, le thème de l'insertion où l'intégration et la participation des pauvres doivent être améliorées. En ce qui concerne plus spécifiquement l'insertion de l'égalité entre les genres, ce document (Kabeer, 2005:21) mentionne que celle-ci : « est souhaitable non seulement en soi, mais également parce qu'elle se traduit par des avantages économiques et sociaux sur le terrain de la lutte à la pauvreté ». Toujours dans le domaine de la pauvreté, il promeut une approche sexospécifique. Kabeer (2005 : 21) en fait une critique importante :

Le document ne propose toutefois aucune analyse des préjugés sexistes et distorsions sexospécifiques sur les marchés, ni celui du travail ni les autres. Cette absence laisse à penser que la Banque mondiale continue de considérer le marché comme un ensemble impersonnel de phénomènes, et par conséquent neutre en ce qui concerne le genre.

Par la suite, l'auteure évoque également le rapport 2001 de la Banque mondiale qui s'intitule : *Genre et développement économique : vers l'égalité des sexes dans les droits, les ressources et la participation* et mentionne qu'il est le document qui inclut le mieux la dimension genre à ce jour.

Contrairement au précédent, il reconnaît les marchés comme porteurs de préjugés et de distorsions qui perpétuent les inégalités de genre. Il y est mentionné que dans tous les pays, que ce soit ceux qualifiés de développés ou en voie de l'être, les revenus des femmes correspondent à entre 70 % et 80 % de ceux des hommes. Plus important, Kabeer (2005:22) souligne qu'il en est conclu que : « les variables économiques conventionnelles (niveau d'instruction, expérience professionnelle et caractéristique du poste considéré) ne peuvent expliquer que 20 % de cet écart ». Plus avant, on mentionne également : « que, dans le monde entier, les marchés du travail reposent sur une structure hiérarchique qui classe les secteurs d'activités, les emplois et les tâches selon le sexe ».

Par la suite, a été publié le document : *Les Objectifs du Millénaire pour le développement* des Nations-Unis (OMD) que de nombreuses nations ont signé et qui concerne principalement les insuffisances de revenus, le développement humain, l'égalité entre les genres, le maintien d'un environnement durable et l'instauration d'un partenariat mondial. Ce document, selon Kabeer, comporte des améliorations en ce qu'il inclut les femmes dans des objectifs généraux de développement humain et où l'égalité entre les sexes est un objectif explicite.

Cet historique de l'intégration du genre dans les théories du développement par le travail des féministes a eu une influence considérable sur l'évolution du concept de développement qui ne peut plus désormais ne pas considérer le développement humain et les rapports sociaux sous-jacents. Cette intégration est dorénavant effective chez de nombreux théoriciens, dont Amartya Sen qui fait ressortir le rôle de la position sociale des individus dans son insertion dans le développement.

2.1.3. Amartya Sen et l'approche par les capacités

Cité par Prévost (2011:45), Sen (2003:105) définit la notion de capacité ou de capabilité qui est au cœur de son approche comme un : « concept de fonctionnement... (qui) recouvre les différentes choses qu'une personne puisse aspirer à faire ou à être ». Sen (2003 : 106), cité au même endroit, explique ensuite que : « la capacité d'une personne définit les différentes combinaisons de fonctionnement qu'il lui est possible de mettre en œuvre. Il s'agit donc d'une forme de liberté, c'est-à-dire de la liberté substantielle... (de mener des modes de vie divers) ». Selon Sen, il y a trois niveaux de capacité : celle du choix de mener les vies que l'on veut (liberté), celle du potentiel d'épanouissement comme but concret et celle de la capacité de réalisation en accomplissements.

Prévost (2001:4) cite Sen et le résume ainsi :

... le développement se définit comme : « un processus d'expansion des libertés réelles dont jouissent les individus » (Sen : 2003, 14)... la pauvreté n'est plus définie à partir de privations simplement matérielles ou d'une utilité insuffisante : elle devient synonyme de privation de capacités (ou libertés) élémentaires (Sen : 2003, 123)... dans les dimensions diverses de la vie sociale... La pauvreté se comprenant désormais comme le résultat de l'interaction de facteurs non plus seulement économiques, mais aussi sociaux et politiques.

Pour faire le lien avec l'importance de la position sociale, il faut savoir que Sen part du principe de l'utilitarisme avec lequel il rompt. Cette pensée stipule que l'individu possède des préférences et une rationalité qui lui permet de choisir et de mettre en œuvre les moyens pour les satisfaire. Sen, toujours lu par Prévost (2011:41), développe des arguments qui vont à l'encontre de cette conception. Celui qui nous intéresse particulièrement dans l'approche des capacités de Sen atteste que : « Les préférences sont adaptatives, autrement dit, elles évoluent en fonction de la situation dans laquelle se trouvent les individus : cela signifie que ce qui est valorisé varie en fonction des situations individuelles et du contexte socio-économique ». Toujours selon ce dernier lu par Prévost (2011:43) :

Ce que les femmes valorisent est le résultat de distorsions liées à des inégalités de genre (Nussbaum, 2003 : 34) et l'utilitarisme ne peut que renforcer ces inégalités (...) Le processus de formation des préférences individuelles implique que nos aspirations sont fortement dépendantes de la connaissance que nous pouvons avoir des possibilités s'offrant à nous. L'ensemble des contraintes qui peuvent peser sur les femmes et qui limitent leur participation à la vie sociale joue en défaveur de leur apprentissage de ce qu'elles pourraient valoriser ou non. (...) La participation sociale nous confronte à la valorisation collective. Or, la domination masculine ne s'exprime pas seulement dans l'inégalité formelle empêchant les femmes d'accéder à certaines positions sociales (...), mais aussi, dans la définition des valeurs attribuées aux diverses activités sociales.

Dans cette approche, la position sociale importe dans les choix offerts aux individus ainsi que ce qui sera finalement valorisé par ceux-ci. Ces inégalités effectives du développement nous conduisent à définir le concept de l'égalité entre les sexes.

2.2. Le concept d'égalité entre les sexes

Le concept d'égalité est derrière toutes les revendications féministes. Farand et le CSF (2010:8) en a adopté une définition qui a été élaborée à partir de son concept juridique :

Le Conseil considère que le droit à l'égalité entre les sexes, c'est le droit égal de chacune et de chacun de faire ce qui est en sa puissance. L'égalité est accomplie lorsque toute personne a « la possibilité de réaliser tous ses droits à la mesure de son propre potentiel et de contribuer à l'évolution culturelle, économique, politique et sociale de son pays, tout en bénéficiant personnellement de cette évolution ».

Le CSF (Roy, 2010a:22) complète en faisant ressortir la nécessité d'admettre que la société « établit une différence entre le groupe des femmes et celui des hommes, que cette distinction est systémique et qu'elle est aggravée par d'autres facteurs tels l'origine ethnique et l'orientation sexuelle », citation qu'il a tirée de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie aujourd'hui désignée sous l'appellation d'Organisation internationale de la Francophonie. De plus, le CSF (Roy, 2010a:22) inspiré de l'Unité pour l'égalité des chances de la Commission européenne (2002:20) affirme que:

Le Conseil croit que, lorsqu'une personne n'est pas « libre de développer ses propres aptitudes et de procéder à des choix, indépendamment des restrictions imposées par les rôles (traditionnellement) réservés aux hommes et aux femmes ou que les “divers comportements, aspirations et besoins des femmes et des hommes” ne sont pas “considérés, appréciés et promus sur un pied d'égalité”, son droit à la dignité humaine est compromis.

Toujours selon le CSF (Roy, 2010a:23), pour atteindre l'égalité des faits il faut éliminer toutes les discriminations. L'égalité dans les faits se constitue par une égalité des droits, des responsabilités et des possibilités qui “implique donc que la société soit libérée de la hiérarchisation des rapports sociaux entre les femmes et les hommes et que le genre ne soit plus marqueur des rôles sociaux (CSF 2004, 33)”.

En matière d'égalité, les normes internationales jouent un rôle important dans les actions prises au Québec. Par exemple, le Canada (appuyé par le Québec) participe et souscrit aux objectifs de millénaire pour le développement de l'ONU qui fait la promotion des droits humains dont l'égalité

entre les sexes et l'autonomisation des filles en leur permettant de se scolariser, en leur donnant accès au marché de l'emploi et en leur permettant de participer aux décisions politiques.

L'inégalité entre les hommes et les femmes est un fait récurrent que l'on retrouve encore partout sur la planète, notamment dans la représentation des femmes au pouvoir, dans des écarts de revenus, dans la différenciation du travail et dans la sphère domestique. Le Conseil du Statut de la Femme (Roy, 2010a:41-42) souligne ce fait lorsqu'il cite la Commission sur la condition de la femme de l'ONU 2001 qui “tient à réitérer que les inégalités entre les sexes existent toujours et se manifestent par un déséquilibre des pouvoirs entre les femmes et les hommes dans toutes les sphères de la vie sociale”.

Silvera (2002) cité par Guérin, Hersent et Fraisse (2011:15) observent que “dans les pays européens et d'Amérique du Nord, l'emploi féminin demeure une variable d'ajustement de l'emploi masculin”. Les femmes sont le plus souvent cantonnées dans “les ghettos féminins” qui peuvent être vus comme une extension de la sphère reproductive et des rôles féminins traditionnels. Le Conseil du statut de la femme (2010a) fait également ressortir ce fait en affirmant que les différentes professions ainsi que les différents postes de responsabilité sont répartis de façon inégale : les femmes occupent des emplois principalement dans le secteur tertiaire, où elles privilégient les soins de santé et les services sociaux. De plus, Roy (2010a:62) fait remarquer que : “la ségrégation professionnelle ne semble pas sur le point d'être brisée si l'on se fie aux choix de carrière des jeunes femmes et des jeunes hommes”.

Guérin, Hersent et Fraisse (2011:16) affirment, en ce qui a trait à la sphère domestique, que même lorsqu'elles occupent un emploi dans la sphère productive, il demeure qu'elles exercent tout de même la majeure partie des activités de reproduction; “Quels que soient les pays, y compris les plus progressistes, nombre d'enquêtes montrent que les hommes s'impliquent encore très peu dans le soin des personnes dépendantes, la préparation des repas et généralement l'ensemble des tâches ménagères (PNUD 2007)”. De ce fait, il s'avère que les femmes ont moins de temps à consacrer à la vie publique et à leur carrière et ce, d'autant plus si elles ont des enfants. Il advient, selon l'Institut de la Statistique du Québec cité par Roy (2010a:67) que : “L'écart de rémunération entre les femmes et les hommes est plus marqué chez les parents d'enfants que dans la population en général”.

L'inégalité entre les sexes est un fait récurrent et persistant, et ce, au sein de toutes les nations. Les féministes ont tenté de circonscrire les causes de celle-ci afin de pouvoir agir dessus et tenter d'améliorer la situation de l'égalité entre les sexes.

2.1.1. Causes et construction des inégalités entre les sexes

Il sera ici question de circonscrire brièvement les causes de ces inégalités et de leur reproduction dans la société à l'aide des écrits de Kabeer et du Conseil du statut de la femme. Premièrement, Kabeer spécifie que les inégalités femmes/hommes sont l'une des formes les plus répandues de l'inégalité. Elle (2005:60) mentionne :

Le cadre institutionnel de la société (ses règles, normes, convictions, croyances et pratiques) empêche que toutes les personnes et tous les groupes sociaux qui la composent partent sur un pied d'égalité, mais aussi qu'ils bénéficient de possibilités identiques d'améliorer leurs situations au cours de leur vie.

Pour cette auteure (2005:60), l'inégalité se construit par deux mécanismes : “les lois et règlements qui constituent l'idéologie officielle d'une société et de ses institutions; les normes écrites et les consensus qui modèlent les comportements quotidiens”. Ensuite, Kabeer identifie des dimensions importantes dont on doit tenir compte lorsqu'il s'agit des inégalités de genre; à savoir que dans une société donnée, la nature des inégalités doit considérer les règles, les normes et les valeurs. Ces trois dimensions importent en ce qu'elles déterminent la répartition des rôles, du travail, des ressources, des responsabilités et des capacités d'action et de pouvoir dans cette société.

Roy et le Conseil du Conseil du statut de la femme (2010a:27) tiennent une position précise quant aux causes des inégalités de genre :

Au fil des années, l'analyse féministe s'est attachée à démontrer que le sexisme et la discrimination systématique, et non les stéréotypes sexuels, étaient la cause de la persistance des inégalités entre les sexes. La production, ou la reproduction de ces derniers, fait néanmoins partie du problème et en constitue une manifestation que l'on gagnerait à mieux cerner pour parvenir à des rapports égalitaires entre les femmes et les hommes.

LeCSF mentionne également que la discrimination, qui se définit par l'atteinte au droit à l'égalité peut être directe par les actions et décisions d'acteurs sociaux, mais se retrouve également dans les fondements mêmes de la société, ainsi que dans ses coutumes, traditions et cultures. En plus de leur caractère direct ou indirect, les obstacles à l'atteinte de l'égalité sont classés par le CSF selon trois domaines : sociologique, psychologique et socio-économique. Roy (2012a:14) y ajoute : “Les représentations sociales et les stéréotypes sexuels jouent un rôle déterminant dans cet ensemble d'obstacles”, ce qui nous amène à l'intersection du sociologique et du psychologique où cette recherche entend se situer.

2.2.2. Genre, sphère productive et sphère domestique

Le genre n'équivaut pas au sexe biologique. Il fait consensus chez les auteurs que celui-ci est une construction sociale qui désigne les rapports sociaux de sexe acquis et transmis. Selon Guérin, Hersent et Fraisse (2011:12) :

Rompant avec une vision biologique, naturaliste et essentialiste des inégalités hommes/femmes, le terme souligne le poids des normes sociales et culturelles et des rapports de pouvoir, leur caractère finalement très arbitraire, ainsi que la diversité des trajectoires et des rapports de genre qui en découlent.

Kabeer complète en spécifiant qu'à ces deux genres ainsi construits ne correspondent pas la même valorisation, ni les mêmes possibilités d'évolution et d'action. Guérin, Hersent et Fraisse (2011:12) mentionnent également que : “le terme genre fait aujourd'hui pleinement partie du vocabulaire du développement (Verschuur, 2009)”. Toujours dans cet ouvrage, on mentionne que les inégalités de genre sont fortement liées aux inégalités d'accès et de contrôle des sphères productives. Ces dernières sont un autre exemple de construction sociale, tout aussi arbitraire que celle du genre et qui désigne habituellement les activités échangeables sur le marché. Face à cette sphère productive, la situation des femmes se caractérise trop souvent par leur exclusion et/ou leur difficulté d'accès à ces activités génératrices de richesse. Les activités féminines ainsi que, selon ces auteurs (2011:15) : “l'emploi féminin ont toujours été et restent concentrés dans des secteurs d'activité dévalorisés socialement et économiquement (Scott et Tilly, 1987 Elson, 2010a)”.

Selon Côté (2011), les féministes (et plus spécifiquement Waring, 2001, Delphy, 2001, Guillaumin 1992) attribuent l'invisibilisation du travail des femmes à un des paradigmes fondateurs de la science économique classique soit la césure entre l'économie et le social. Elle (2011:305) fait remarquer que :

Les groupes féministes québécois contestent la rupture imposée par la science économique classique entre la société et l'économie, car celle-ci relègue le social au champ du non productif et conçoit en revanche l'économie comme le seul domaine capable de générer une productivité ».

Ces auteures introduisent le concept de rentabilité sociale qui concerne moins l'aspect financier pour au contraire revaloriser l'aspect social d'un développement qui inclut la recherche et l'amélioration de la qualité de vie des populations. Selon le gouvernement du Québec (1998:8) cité par Côté (2011:306) : « Cette rentabilité s'évalue par la contribution au développement d'une citoyenneté active, par la promotion des valeurs et d'initiatives de prise en charge individuelle et collective ». Toujours selon Côté, les activités des femmes sont celles qui œuvrent le plus à la construction des communautés locales et sont également nécessaires à toute activité productive et économique.

2.2.2.1. Primauté de la sphère productive dans le discours féministe : l'activité des femmes

Guérin, Hersent et Fraisse (2011:15-16) font ressortir l'importance de la dimension économique pour l'obtention de l'égalité. Même si celle-ci est insuffisante pour y parvenir, il demeure qu'elle y est essentielle : « Si l'amélioration du rôle et du pouvoir économique des femmes n'est pas une condition suffisante à leur émancipation en raison du poids considérable des normes sociales et culturelles, elle en est une condition nécessaire ». Le Conseil du statut de la femme et Roy (2010a:57) accordent la même importance à l'activité économique des femmes :

la réduction des inégalités de revenu entre les sexes et l'amélioration des conditions de vie matérielle des femmes (est) au cœur des préoccupations du CSF qui voit l'autonomie économique des femmes comme une condition *sine qua non* de leur conquête de l'égalité avec les hommes, dans toutes les sphères de la vie.

Cigarini prend une position critique quant à la prépondérance de l'activité économique et de la défense salariale dans la lutte féministe et syndicale au sujet du travail. Celle-ci avance que la féminisation du travail ne peut être réduite à son aspect quantitatif et doit inclure des aspects plus qualitatifs portant entre autres sur la façon de travailler et de concevoir le travail. Selon cette auteure, la féminisation du travail entraîne des changements dans celui-ci. Par exemple, elle (2004:100) affirme que : « les savoirs relationnels que les femmes apportent sur le marché sont identiques à ceux qu'elles ont mis en œuvre dans le travail familial gratuit » et que ces savoirs contribuent à modifier le travail. Toujours selon cette auteure, il importe de considérer le sens que les femmes et les hommes attribuent au travail, qui diffère pour l'un et l'autre. Se référant aux travaux de C. Borderias (1984) et D. Kergoat (1982), elle (2004:100) illustre cette différence par « l'inséparabilité des pratiques de travail rémunéré et de travail non rémunéré » que l'on retrouve dans la pensée plus spécifiquement féminine et qui entraîne « des multiples médiations -pratiques et culturelles- que les femmes construisent entre l'un et l'autre ». Par exemple, elle met en évidence le travail à temps partiel qui est combattu dans la lutte officielle, mais qui, dans les faits, peut être privilégié par les femmes qui doivent concilier vie familiale et travail. Prendre en compte la signification du travail chez les femmes demande de considérer que pour les femmes, la qualité de vie et la qualité du travail sont plus importantes, même si l'indépendance économique et le salaire comptent. Selon elle (2004:101) :

pour définir la qualité et le sens du travail, il faut choisir entre le désir féminin de maintien d'une unité entre le travail payé qui assure l'indépendance économique et les relations familiales, d'une part, d'autre part, les mesures masculines ayant pour but un gain plus élevé, ainsi que des possibilités de carrière.

Elle conclut en affirmant que l'expérience du travail est vécue différemment par les femmes et les hommes, d'où le besoin de ne pas limiter la lutte féministe dans le domaine du travail à celle de l'équité salariale.

Degavre, auteure du *local feminism*, insiste également sur la considération nécessaire du champ reproductif et propose un concept de reproduction étendue qui rend possible l'émancipation des femmes dans et par le reproductif. Elle le pose comme une ressource du développement qui suppose l'existence d'une cohérence propre de ce champ en dehors de l'économique. Degavre

(2011:82) associe le champ du reproductif : « à ce qui est utile et *liant* » et elle se questionne quant à la perte de sens qui l'entoure au sein de la pensée des féministes du Nord qui se restreint : « dans l'imaginaire comme dans la vie matérielle, au domestique ». Bahr et Degavre (2006:168 -181) cité dans Degavre (2011:82), insistent sur le fait qu'il faut sortir de cette pensée restreinte qui divise les activités humaines entre marchandes et non marchandes et que, pour ce faire :

Il y a lieu de considérer les différentes activités historiques des femmes (telles que l'éducation, le soin, bref le *care* au sens large, partagées aujourd'hui entre services marchands et activités domestiques) comme un ensemble cohérent, visant la reproduction, au niveau de la société, de lien social, de la subsistance matérielle et, plus globalement, d'un territoire de vie.

Ce qui permet, selon ces auteurs, de considérer le champ reproductif comme étant tout autant intégré dans le champ du politique, de l'économique et du social.

Cette auteure (Degavre, 2011:83) affirme que cette distinction et division entre le champ productif et reproductif est une construction sociale et elle ajoute que : « La délimitation des activités dans l'imaginaire comme dans les processus réels a écrasé la logique de représentation qui cousait ensemble des sphères désormais séparées ». La sphère reproductive se retrouve aujourd'hui :

... désormais soumise aux impératifs de productivité... soustraite aux rapports de réciprocité qui pouvait lier les individus impliqués dans la production... les activités ont de ce fait été détachées des mécanismes assurant le lien social, le travail de reproduction étendue est bien segmenté pour être renvoyé en partie au domestique, en partie aux métiers du social et en partie aux institutions comme la sécurité sociale.

Par cette analyse, l'auteure considère que la sphère reproductive joue un rôle fondamental dans la cohésion sociale, qu'elle participe à l'épanouissement individuel et collectif et qu'elle est essentielle pour conceptualiser un développement autre. Pour conclure, Degavre (2011:78) ajoute que le questionnement féministe ne doit pas se limiter « à la simple intégration des femmes dans un modèle économique ».

Il en ressort que parvenir à l'égalité économique est beaucoup plus complexe que la seule intégration des femmes dans l'activité productive. Il demeure que les priorités et les choix des femmes ne la favorisent pas automatiquement. On peut également se questionner sur le fait de

reproduire la primauté du productif sur le reproductif dans le discours féministe occidental qui risque de contribuer à perpétuer les inégalités liées au sexe.

Cependant, il n'y a pas seulement que les inégalités liées au sexe qui nuisent au développement des sociétés et des individus. Tout comme pour l'approche de Sen, une théorie féministe met également l'accent sur les inégalités et l'importance qu'y occupe la position sociale.

2.2.2. Floya Anthias et la *translocational positionality*

Kruzinski (2007:230) définit l'approche de *translocational positionality* selon Anthias (2002a : 275) comme étant « structurée par la juxtaposition de différentes situations relatives au genre, à l'ethnicité, à la race et à la classe (entre autres) et par leurs effets parfois contradictoires ». La position sociale y est entendue comme résultat et produit de la hiérarchie sociale. Ce concept entend la stratification sociale comme la résultante du fait des différences entre les individus qui les positionnent selon une hiérarchie construite socialement et cette position se détermine par le contexte et l'espace qu'occupe l'individu. Selon la conception d'Anthias, interprétée par Kruzinski (2007:233), le problème de l'inégalité se situe au niveau de la variabilité sociale (la différence) qui est construite socialement, elle ajoute qu' : « un type de différence et d'identité n'étant pas, de par sa nature, plus valable qu'un autre, rien ne justifie qu'il lui soit accordé plus de ressource qu'à un autre (Anthias 2002b) ».

Ce concept de *translocational positionality* conduit à l'analyse intersectorielle qui permet de se situer dans une position universelle pour l'égalité. Dans cette conception, l'on reconnaît la présence de cette trame structurelle où sont liés de façon indissociable le capitalisme, le sexisme et le racisme et celle-ci se situe au niveau des conséquences de cette variabilité sociale. Pour Kruzynski, elle implique des actions aux niveaux expérientiel, intersubjectif, organisationnel et représentationnel. Cette approche offre l'avantage d'inclure tous les hommes et les femmes. Lamoureux (2004:190) ajoute qu'elle permet également de considérer que « L'égalité est indivisible et [que] c'est uniquement en mettant fin à l'ensemble des oppressions et des exploitations que nous pourrions espérer nous en rapprocher ». Ici Vanden Deaen (2011:6) complète en spécifiant qu'il en résulte « qu'une approche féministe contient potentiellement toutes les luttes d'émancipation ».

Sen et Anthias font ressortir l'importance qu'occupe le concept de position sociale lorsqu'il s'agit des inégalités sociales, dont celles retrouvées dans le développement. La théorie des représentations sociales, qui prend place dans une réflexion psychosociologique sur l'ensemble plus vaste de la pensée sociale, y accorde également une place importante.

2.3. La théorie des représentations sociales

Le thème des représentations sociales est complexe. Pour cette raison, il importe de le définir précisément. Mais avant tout, il apparaît utile de s'arrêter afin de circonscrire son utilité dans un projet de recherche en sciences sociales. Abric (1994b:11) qualifie les représentations sociales de pensée naïve et de sens commun et en pose l'étude comme essentielle : « Le repérage de la *vision du monde* que les individus ou les groupes portent en eux et utilisent pour agir ou prendre position est reconnu comme indispensable pour comprendre la dynamique des interactions sociales et donc éclairer les déterminants des pratiques sociales ». Guimelli (1994a:171) ajoute que ce concept est incontournable : « dans l'étude compréhensive des objets sociaux ». Moscovici et Vigaux (1994:28) quant à eux, ajoutent que le thème des représentations sociales traverse de nombreux domaines, car : « il s'agit toujours et partout de comprendre les formes de pratiques du savoir et de savoirs pratiques qui cimentent nos vies sociales comme nos existences ordinaires ».

Il faut également savoir que cette notion fait appel à des concepts sociologiques tout autant qu'à des concepts psychologiques. Jodelet (1989) mentionne que le champ d'études de la représentation sociale doit permettre une liaison entre l'individuel et le collectif. Cela permet de voir la cognition comme étant sociale et le social comme étant cognitif. Jodelet (1989:58 -59) mentionne à ce propos Piaget (1967 : 19-20) qui voit la psychologie et la sociologie comme : « deux disciplines traitant du même objet : l'ensemble des conduites humaines dont chacune comporte, dès la naissance et à des degrés divers, un aspect mental et un aspect social, affirmant que l'homme est un et que toutes ses fonctions mentalisées sont également socialisées ». Dans ce texte, elle conclut en mentionnant l'exigence actuelle de multidisciplinarité et en affirmant la diversité et la complexité des études en représentation sociale.

Il est également utile de situer les représentations sociales dans ce qui est qualifié par Flament et Rouquette d'architecture de la pensée sociale. Le tableau 3 est étagé selon une double échelle

comprenant la variabilité (inter et intra-individuelle) et le niveau d'intégration et comprend les quatre principaux concepts qui permettent de décrire la pensée sociale, dont celui de représentations sociales. Les auteurs (Flamant et Rouquette, 2003:21) spécifient que : « le niveau supérieur a une inertie par rapport au niveau inférieur qui peut changer sans que cela se répercute sur les premiers ». Les représentations ont donc une plus grande inertie que les attitudes et les opinions. Elles sont également plus intégrées par l'ensemble de la collectivité. À l'inverse, les attitudes et les opinions possèdent un niveau de variabilité intra et interindividuelle plus élevé ainsi qu'un niveau d'intégration plus bas. Pour ces différentes raisons, ainsi que leurs rôles joués dans la construction et la persistance des inégalités, les représentations sociales sont un niveau pertinent à étudier pour atteindre les objectifs de recherche.

Tableau 3: Architecture de la pensée sociale³

-	1-Niveau idéologique	+
Variabilité intra et inter individuelle	(croyances, valeur, norme, thêmata)	Niveau d'intégration
	2-Représentations sociales	
	3-Attitudes	
+	4-Opinions	-

Cela implique que les représentations sociales peuvent se transformer, mais se caractérisent davantage par leur stabilité. Abric (1994a) mentionne Flament (1993) pour en expliquer le processus de transformation. Celui-ci en identifie principalement trois. Premièrement, il y a la transformation progressive où des pratiques nouvelles, sans contredire totalement le noyau central de la représentation sociale (commun aux individus), ne causent pas de rupture. Il y a ensuite la transformation résistance qui contredit le noyau central tout en étant gérée par la périphérie (qui permet la variabilité individuelle). Une trop grande présence de ces contradictions finit cependant par remettre en cause le noyau central. Finalement se trouve la transformation brutale, non gérée par la périphérie, et où le noyau central est directement remis en cause par de nouvelles pratiques.

Ces derniers auteurs mentionnent également plusieurs conditions nécessaires à l'existence d'un objet de représentation sociale. Premièrement, une représentation sociale doit posséder une

³ Tableau tiré de Flament et Rouquette (2003)

saillance sociocognitive qui comprend deux aspects : elle doit assurer une fonction de concept (qui sous-tend qu'elle doive être une abstraction et renvoyer à une classe générale ou générique) et doit être présente fréquemment dans les communications de l'organisation sociale concernée (étant constituante de la constante négociation de la sociabilité). Ensuite, il doit exister un ensemble de pratiques communes se rapportant à cet objet.

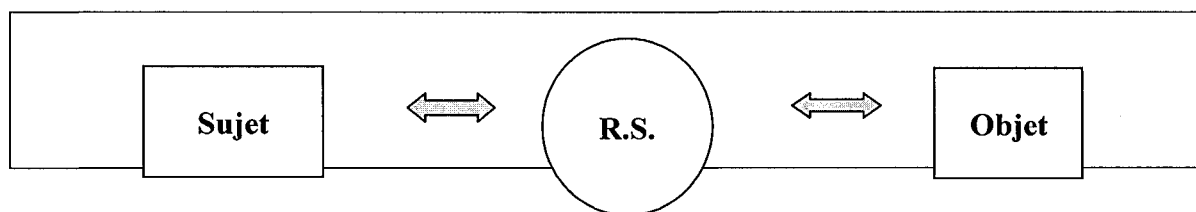
2.3.1. Épistémologie des représentations sociales

La théorie des représentations sociales se distingue en ce qu'elle n'opère pas de distinction entre le sujet et l'objet et qu'ainsi le stimulus et la réponse se construisent ensemble. Selon Abric (1994b:12), cette absence de distinction a comme conséquence importante de changer le statut de la réalité objective. Il advient qu'il faille :

Poser a priori qu'il n'existe pas de réalité objective, mais que toute réalité est représentée; appropriée par l'individu ou le groupe, reconstruite dans son système cognitif et intégrée dans son système de valeur dépendant de son histoire et du contexte social et idéologique qui l'environne.

En ce sens, la représentation sociale est l'interface entre l'objet et le sujet qui ne se distinguent pas entre eux étant modelé par la représentation qui est construite en interaction entre les deux.

Schéma 1: Épistémologie des représentations sociales



Tiré et adapté de Seca (2010 : 36)

Pour conclure, selon Seca (2010:37) :

Il faut dès lors se résoudre à rejeter le principe d'une division entre une subjectivité non influencée par les savoirs socialement partagés et un *objet* vu comme définitif, extérieur, rationnellement perçu et indépendant de l'appropriation que s'en font les groupes sociaux, les individus, les médias, les institutions. (...) Dans une telle perspective, les sujets sont puissamment reliés à l'objet qu'ils se représentent.

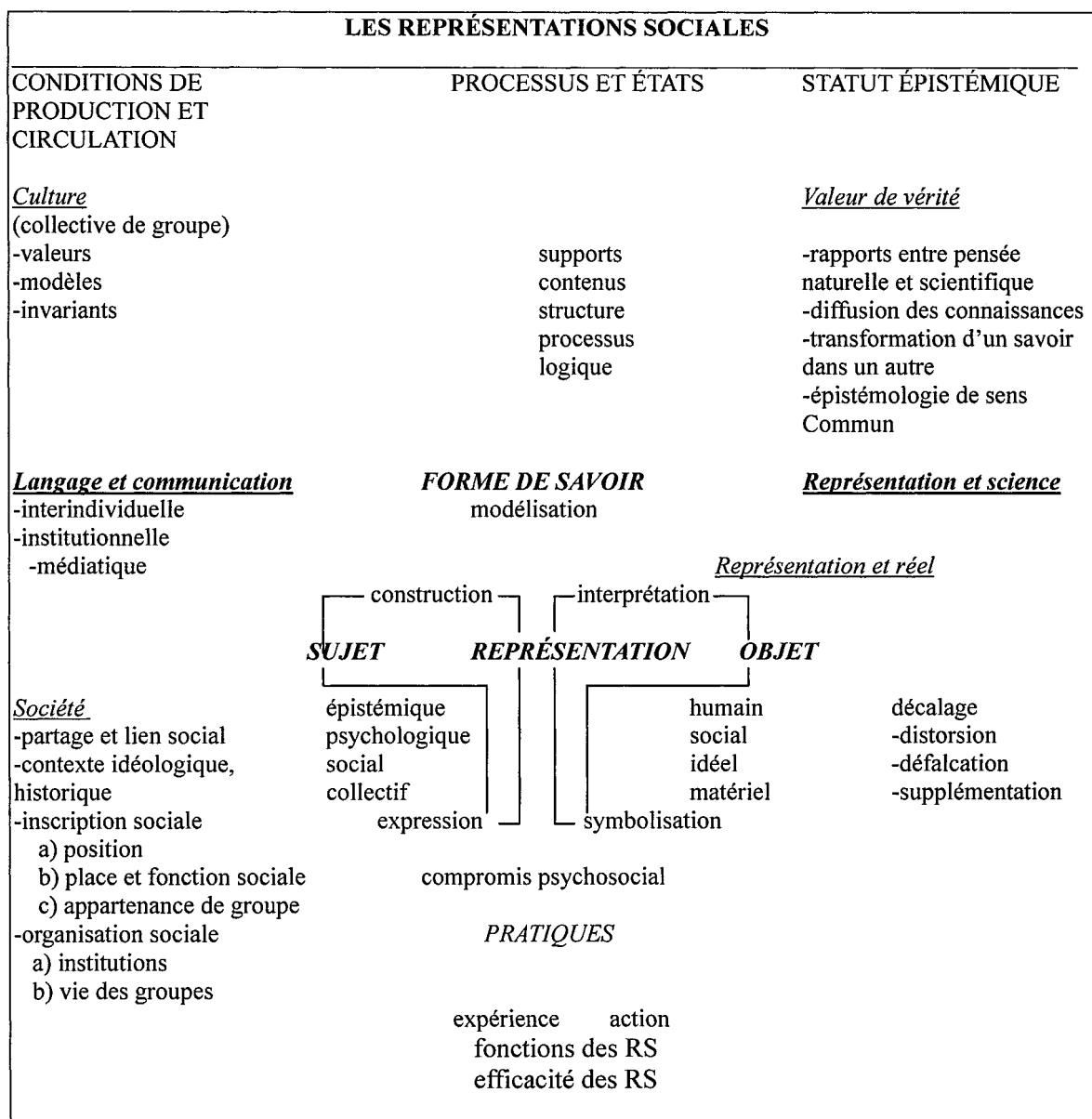
2.3.2. Définition

Jodelet (1989:36) définit les représentations sociales, tout en mentionnant que cela fait consensus dans la communauté scientifique : « C'est une forme de connaissance, socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social ». Celle-ci affirme également que ce sens commun diffère du savoir scientifique et est pratique en tant que système d'interprétation qui gère les relations que nous entretenons avec le monde qui nous entoure et les autres individus qui y sont en interrelation et en interaction. Selon Semin (1989), les représentations sociales permettent d'ordonner le monde physique et social tout en en réduisant la complexité. Jodelet ajoute que ce sens commun permet l'orientation et l'organisation des conduites et des communications sociales. Les représentations sociales sont à la fois le produit concret de l'acte de penser et le processus d'interprétation et d'appropriation de la réalité et de construction psychologique et sociale de cette même réalité. Il importe de savoir que cette construction est consensuelle et établie dans l'interaction et la communication. Le schéma 1, tiré de Jodelet (1989) permet d'appréhender l'espace d'étude des représentations sociales dans son ensemble.

Le schéma de base du centre fait ressortir que toute représentation lie un sujet à un objet. Ceux-ci y sont illustrés et les caractéristiques de chacun vont influencer sur ce que cette représentation est. La représentation sociale est en relation avec son objet dans un rapport de symbolisation et d'interprétation; elle en est le symbole et lui donne des significations par l'activité mentale du sujet que l'on qualifie de construction et d'expression. Il faut également souligner que les processus d'appartenance et de participation sociale ou culturelle du sujet sont pris en compte dans l'étude des représentations sociales. Selon Moscovici et Vignaux (1994), la représentation sociale, étant à la fois un processus d'échange et de composition des idées, permet le maintien du lien social par la construction des systèmes de pensée et de connaissances et l'adoption de visions consensuelles.

Pour revenir à Jodelet (1989:46), la représentation sociale possède un rôle d'ajustement du sujet à son environnement et peut ainsi être vue comme un compromis psychosocial : « Il s'agit d'une connaissance *autre* que celle de la science, mais qui est adaptée à, et corroborée par, l'action sur le monde ».

Schéma 2: L'espace d'étude des représentations sociales Qui sait et d'où? Que et comment sait-on? Sur quoi et avec quel effet?⁴



⁴ Tableau tiré de Jodelet (1989 :44)

Selon Moscovici, cité par de nombreux auteurs, la représentation est un guide pour l'action. À ce sujet, Semin (1989:242) le cite plus abondamment :

Si une représentation sociale est une *préparation à l'action*, elle ne l'est pas seulement dans la mesure où elle guide le comportement, mais surtout dans la mesure où elle remodèle et reconstitue les éléments de l'environnement où le comportement doit avoir lieu. Elle parvient à donner un sens au comportement, à l'intégrer dans un réseau de relations où il est lié à son objet. Fournissant du même coup les notions, les théories et le fond d'observations qui rendent ces relations stables et efficaces (1976, p. 47).

Pour conclure avec Jodelet, celle-ci considère qu'un des postulats fondamentaux de la représentation sociale est qu'il existe un rapport de correspondance et d'interrelation entre les modalités de la pensée sociale et les formes d'organisation et de communication sociales.

Pour Abric (1989:188), la représentation sociale est « le produit et le processus d'une activité mentale par lesquels un individu ou un groupe reconstitue le réel auquel il est confronté et lui attribue une signification spécifique (Abric, 1988, p. 64) ». Celui-ci (Abric, 1994b:13) précise également qu'elle est une « vision fonctionnelle du monde qui permet à l'individu ou au groupe de donner un sens à ses conduites, et de comprendre la réalité, à travers son propre système de référence, donc de s'y adapter, de s'y définir une place ». Abric affirme que l'une des composantes essentielles de la représentation sociale est sa signification, signification qui est doublement déterminée par des effets de contextes. Premièrement, il aborde le contexte discursif qui concerne la nature des conditions de production du discours et ensuite, il aborde le contexte social soit le contexte idéologique ainsi que la place occupée par l'individu ou le groupe dans le système social. Quant à lui, Doise (1989:228) définit les représentations sociales ainsi :

Les représentations sociales sont toujours des prises de position symboliques, organisées de manières différentes, par exemple, comme des opinions, des attitudes ou des stéréotypes, selon une imbrication dans des rapports sociaux différents. D'une manière générale on peut dire que dans chaque ensemble de rapports sociaux des principes ou schèmes organisent les prises de position symboliques qui sont liées à des insertions spécifiques dans ces rapports. Et les représentations sociales sont les principes organisateurs de ces rapports symboliques entre acteurs sociaux, il s'agit donc de principes relationnels qui structurent les rapports symboliques entre individus ou groupes, constituant en même temps un champ d'échange symbolique et une représentation de ce champ.

Doise fait également mention des groupes de référence dans lesquels les membres partagent des opinions. Il affirme qu'il n'y a pas de lien de causalité simple entre l'appartenance d'un individu à un de ces groupes et ses représentations sociales. Comme élément d'explication, Doise fait remarquer qu'un individu appartient simultanément à plusieurs de ces groupes et que dans ceux-ci, certains sont plus importants que d'autres et serviront ainsi plus significativement d'ancrage à ses opinions et croyances.

Vergès, quant à lui, fait consensus lorsqu'il conçoit les représentations sociales comme des productions sociales. Selon lui, celles-ci sont produites par ce qu'il nomme quatre lieux autonomes soit, la place socio-économique des acteurs (plusieurs auteurs vont plutôt parler de position sociale qui en représente une conception élargie et plus englobante), les pratiques, l'instance idéologique et la mémoire collective propre à chaque groupe. Flament et Rouquette (2003:11, 37) après avoir défini la réalité pratique comme étant : « un composat de contraintes matérielles et d'investissements cognitifs qui dépendent de la division du travail, des relations de pouvoir et des croyances collectives » spécifient que les représentations sociales sont effectivement des construits sociaux, mais ajoutent qu'elles sont également socialement différenciées : « elle (la représentation sociale) est signe et œuvre de distinction ».

2.2.3. Le degré d'implication et la hiérarchisation des enjeux sociaux

Le degré d'implication des acteurs sociaux et la hiérarchisation des problèmes sociaux semblent des concepts importants qui entrent dans l'analyse des représentations sociales. Guimelli (1999) qualifie l'implication de variable explicative majeure dans le domaine de la pensée sociale. Elle est définie selon Rouquette (1998) comme résultante de trois facteurs : l'identification du sujet (me concerne ou non), la valorisation de l'objet (sans importance à question de vie ou de mort) et la possibilité perçue d'action (je n'y peux rien à tout dépend de moi). Guimelli (2001:99), à partir de Spini et Doise (1998) précise qu' : « En effet, l'activité cognitive qui est associée à un objet de représentation donné, les modes de raisonnement qui en découlent et les conduites qui sont mises en œuvre en direction de l'objet sont vraisemblablement sous la dépendance étroite du degré d'implication », même s'il ne peut à lui seul expliquer les intentions du comportement.

Flament et Rouquette (2003:132) affirment le caractère individuel et collectif de l'implication et ajoutent que celle-ci joue un rôle important dans les représentations sociales :

Elle est le principal facteur exprimant la relation des sujets avec la situation historique dans lequel il se trouve pris : elle indique dans quelle mesure celle-ci les concerne, leur importe, leur permet d'agir à leurs propres yeux (...) et du fait, cette variable contribue à commander la gestion des conduites ».

Pour ces auteurs, la relation que les individus entretiennent avec les croyances et les valeurs est exprimée dans l'implication qui, selon les circonstances, peut moduler cette même relation. Ils (Flament et Rouquette 2003:134) concluent en spécifiant le rôle important de l'implication dans l'analyse psychosociale des phénomènes de connaissances même si : « Cette variable complexe a des effets eux-mêmes complexes qu'on ne sait pas encore systématiser ».

Le concept de hiérarchisation des problèmes sociaux provient de Navano et Romero (2001). Cette hiérarchisation est, pour les auteurs, le premier pas vers l'organisation de la pensée politique. Elle est ce qui permet de saisir et d'identifier les causes possibles et les solutions optimales liées aux problèmes sociaux. Les auteurs indiquent que ce processus est collectif et n'est donc pas individuel : la définition et la hiérarchisation d'un problème social s'effectuent à partir des informations qui se donnent dans la collectivité. Plus avant dans le texte, ces auteurs font ressortir l'importance reliée aux références du groupe d'appartenance. Dans le processus de construction de la pensée politique, les informations recueillies peuvent être autant rationnelles, qu'émotives et/ou imaginaires et servent à l'élaboration d'une définition légitime du problème social. Ces auteurs présupposent que les individus sont en relation avec la gestion publique et celle-ci s'exprime par l'identification collective des problèmes, des causes et des solutions ainsi que dans la reconnaissance des principaux acteurs et « autorités » concernés. Pour terminer, ils (Navano et Roméro, 2001 : 503) concluent ainsi sur cette dynamique sociale : « Donc, la hiérarchisation des problèmes sociaux est le résultat de la catégorisation sociale sur les problèmes sociaux et de la reconnaissance de la position sociale que le citoyen a à leur égard ».

2.2.4. La théorie du noyau central d'Abric

L'hypothèse générale de la théorie d'Abric est que toute représentation est constituée d'un noyau central et d'une périphérie. La représentation sociale est organisée autour d'un noyau central qui en est ainsi l'élément fondamental qui détermine la signification et l'organisation de celle-ci. Le noyau central a deux fonctions : la génératrice qui produit sens et significations et l'organisatrice qui détermine ce qui unit et stabilise les divers éléments.

Tableau 4: Caractéristiques du système central et du système périphérique d'une RS⁵

Système central	Système périphérique
normatif	fonctionnel permet l'ancrage dans la réalité
lié à la mémoire collective et à l'histoire du groupe	permet l'intégration des expériences et histoires individuelles permet la modulation individuelle de la R
consensuel définit l'homogénéité du groupe	supporte l'hétérogénéité du groupe
stable cohérent rigide	souple supporte les contradictions
résiste au changement	Évolutif
peu sensible au contexte immédiat	sensible au contexte immédiat
fonctions : -génère la signification de la représentation -détermine son organisation -assure continuité et permanence de la représentation	fonctions : -régulation -permet l'adaptation à la réalité concrète -permet la différenciation du contenu -protège le système central (la signification du NC) -concrétisation du système central en terme de : -prise de position -conduites

⁵ Tableau tiré et adapté d'Abric dans Guimelli (1994)

Tableau 5: Caractéristiques du système central et du système périphérique d'une RS⁶

	Pôle descriptif	Pôle évaluatif
Système central	définition	normes
Système périphérique	descriptions	attentes

Le système périphérique selon Guimelli (1994) est sous la dépendance du noyau central et se caractérise par sa souplesse. Il constitue une interface entre ce noyau central et la réalité en permettant l'intégration d'expériences spécifiques.

Selon Abric, le noyau central et la périphérie ont des rôles spécifiques et complémentaires. Toujours selon lui, c'est parce qu'elle est constituée de ce double système que la représentation sociale peut répondre à l'une de ses fonctions essentielles : l'adaptation sociocognitive. Le tableau 4 présente les caractéristiques du système central et du système périphérique. Pour compléter ce tableau, Moliner (1996) tiré de Seca (2010) a distingué quatre champs cognitifs entre le système central et le système périphérique de la représentation sociale. Ces champs sont présentés dans le tableau 5 ci-dessus.

Le pôle descriptif définit l'objet de la représentation tandis que le pôle évaluatif, constitué de normes et d'attentes, permet l'évaluation et le jugement sur la qualité de ce dernier ainsi que sur l'usage qui en est fait. Selon Moliner, le système central est constitué des éléments de la définition de l'objet et des normes y étant attachées. Celles-ci, selon Seca (2010:85) permettent aux individus : « de repérer les critères de conformité, de légitimité ou de normalité de cet objet ». Le système périphérique est constitué de descriptions de l'objet qui permettent la variabilité en actualisant, diversifiant et traduisant les éléments de définitions stables du système central. Constituées également des attentes, celles-ci permettent la diversité et reflètent également le positionnement des individus quant à l'objet de représentation.

⁶ Tableau tiré de Seca (2010:85)

2.2.5. L'approche de Willem Doise

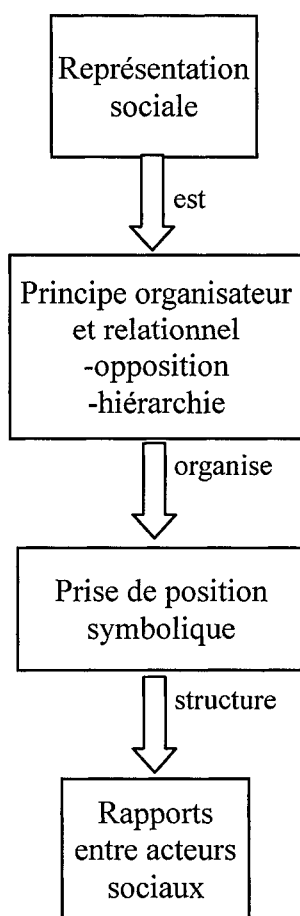
Selon Bonardi et Roussiau (1999), l'approche de Doise, contrairement à celle d'Abric et du noyau central ne recherche pas l'existence de consensus, mais tente plutôt de faire ressortir les points communs se retrouvant dans des groupes d'individus. Le schéma 3 consiste en une représentation graphique de la définition de la représentation sociale selon Doise. Il (Doise, 2001) définit les représentations sociales comme des principes qui organisent les rapports symboliques entre les individus et les groupes. Elles impliquent toujours un aspect normatif malgré le fait qu'elles ne portent pas toujours explicitement sur des normes. Selon lui, les études impliquent trois hypothèses que je nomme ici succinctement. La première insiste sur le caractère commun et partagé par les individus de certaines croyances au sujet des enjeux sociaux qui traversent le groupe. La seconde, quant à elle spécifie le caractère des prises de position qui diffèrent et varient d'un individu à l'autre. Cette hypothèse précise également que ces variations individuelles sont organisées de façon systématique et portent sur des dimensions précises. Pour finir, la troisième hypothèse considère que ces prises de position s'ancrent dans des réalités collectives et multiples.

Guimelli (1994:17) cite Doise (1990:127) à propos de ces principes organisateurs qui « consistent souvent en principe d'opposition et de hiérarchie tel que Bourdieu les fait intervenir dans sa théorie du champ ». Doise (2005:166) explique : « Étant le produit de l'incorporation des structures fondamentales d'une société, ses principes de division sont communs à l'ensemble des agents de cette société et rendent possible la production d'un monde commun et sensé, d'un monde de sens commun ». Celui-ci (Doise, 2005:167) explique également que ce sens commun n'équivaut cependant pas au consensus et qu'il n'exclut pas de nombreuses variations des prises de position individuelles qui s'expliquent par : « les insertions et situations sociales (qui) ne sont jamais complètement identiques, (et) les multiples processus intervenants dans les prises de position (qui) sont aussi variés ». Sanchez-Mazas (2004:74) cite Doise (1990) et nous présente ainsi les principes organisateurs à l'aide de la notion d'opposition :

Il (Doise) présente une série de dichotomies -nature/culture, homme/femme- et avance explicitement comme *caractéristiques de généralité inhérente aux représentations sociales*, « l'omniprésence de certains rapports symboliques : ceux qui opposent humains et animaux, individus et groupes, hommes et femmes. Ces oppositions symboliques, poursuit-il, se reflètent dans de multiples autres oppositions et sont *en tant que telles de véritables principes organisateurs* intervenant dans une grande variété de représentations sociales.

Elle rappelle également que Doise, quant au principe de hiérarchisation, avance que s'il y a division symbolique, il s'avère que celle-ci entraîne la valorisation d'un de ces pôles en même temps que la dévalorisation de son opposé. Donc, ces principes organisateurs représentent souvent la séparation et la supériorité d'un pôle par rapport à un autre. Cette auteure (Sanchez-Maza, 2004:74), amène ensuite l'idée d'occultation avancée par Doise et qui explique pourquoi cette hiérarchisation ne se retrouve pas donnée comme telle dans la société : “dans les démocraties modernes, les qualités et attributs valorisés ne se présentent pas comme définitionnels d'un pôle, comme l'apanage d'un groupe, mais au contraire comme étant en principe assignables à tous les humains définis comme des êtres libres et égaux”. Il s'avère cependant que ce potentiel n'est pas et n'a jamais été actualisé.

Schéma 3: Définition de la représentation sociale



Ainsi, selon cette auteure (Sanchez-Mazas, 2004:74) l'objectivation dans les sociétés modernes :

Consiste souvent à occulter l'ancrage des représentations sociales dans des rapports sociaux spécifiques » (Doise, 1990 : 114). Autrement dit, si les représentations sociales organisent les processus symboliques intervenant dans les rapports sociaux, ces derniers ne sont pas explicités dans la représentation... C'est ainsi que la conceptualisation de Doise s'inscrit dans l'approche bourdieusienne de la « reconnaissance-méconnaissance », la reconnaissance des hiérarchies et oppositions d'un champ, mais la méconnaissance des intérêts dominants dans ce champ.

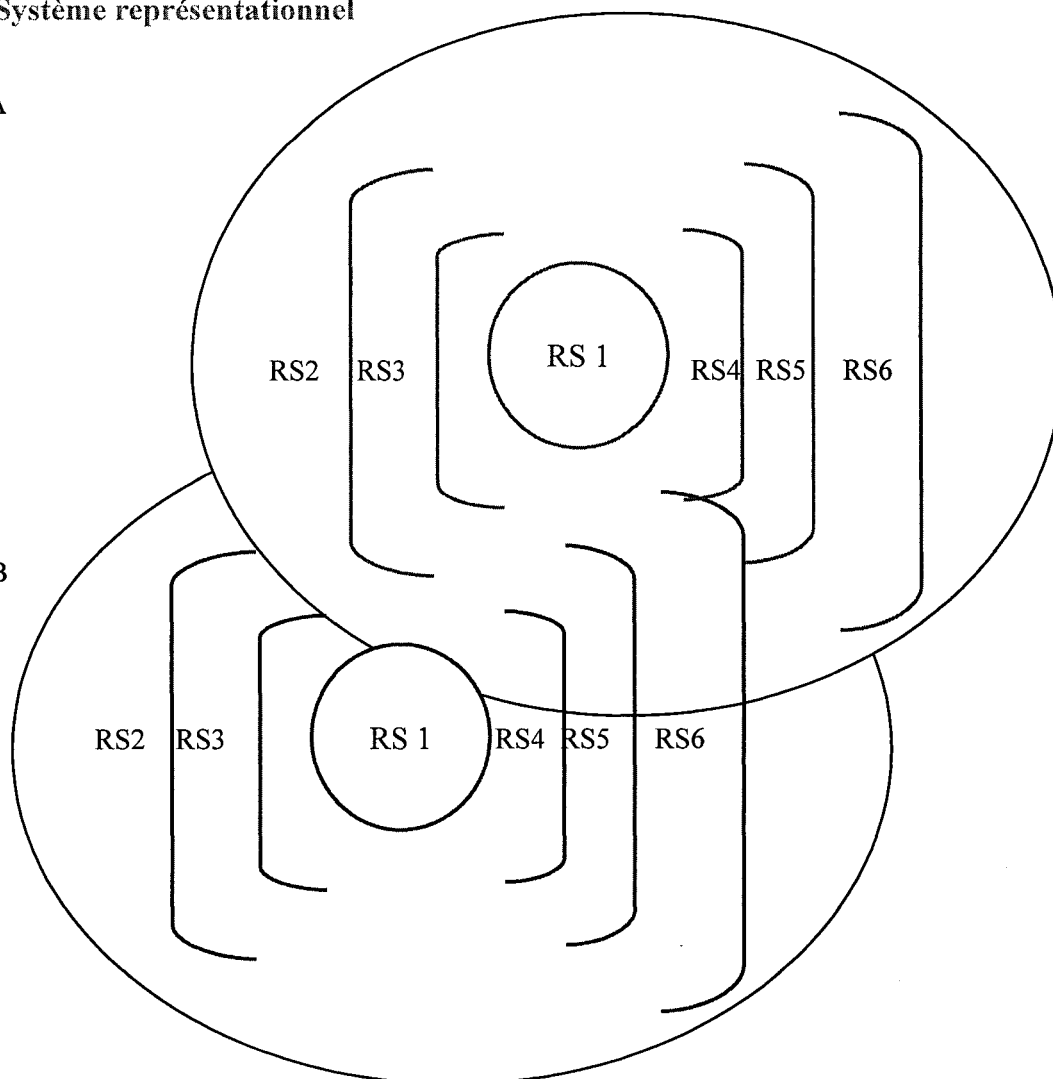
2.2.6. Le système représentationnel de Seca

Selon Seca (2010), les différentes représentations sociales forment un système où elles interfèrent les unes sur les autres. Toujours selon cet auteur (Seca, 2010:19) : « on doit entendre de tels ensembles (de représentations) comme des entités élaborées dans des rapports entre groupes, attachés à des positions ou à des statuts et inscrites dans une logique sociale ».

Schéma 4: Système représentationnel

SYSTÈME A

SYSTÈME B



2.2.7. Effet de genre

Selon Flament et Rouquette (2003:47), les effets de genre n'ont pas comme résultats des représentations sociales différentes : « l'objet demeure unique et on enregistre seulement des variations, éventuellement spectaculaires, éventuellement significatives aussi sur le plan des applications du système périphérique ». Selon eux, la présence de deux groupes distincts, comme les hommes et les femmes, entraîne une relation polémique à propos d'un objet particulier qui correspond en tout point à la différenciation sociale de ces mêmes groupes en ce qui a trait à leurs positions relatives au pouvoir qu'il soit économique ou symbolique.

Une étude de Tafani et Deschamps démontre les effets de la perception des rapports de domination de genre. Ces auteurs font un lien entre le rôle des appartenances dans la construction et l'organisation des représentations sociales. Selon eux (Tafani et Deschamps, 2004:43) :

les effets de genre ne se réduisent pas aux seuls effets des asymétries existantes dans le domaine économique ou culturel... mais font également l'objet d'une dynamique propre. Celle-ci contribue notamment à pérenniser la domination masculine au travers de l'incorporation de schèmes de pensée résultant de la division sexuelle du travail et des rôles spécifiques que le système social impose à chaque genre. En ce sens, on voit se confirmer l'existence, au sein de ce champ représentationnel, d'un principe d'homologie structurale se traduisant par une corrélation formelle et fonctionnelle entre les structures cognitives élaborées par les individus et la structure sociale de référence... (et) fournit également une confirmation expérimentale de l'effet des positions sociales sur la dynamique des représentations sociales... ces résultats mettent clairement en évidence l'homologie entre la structure des rapports de domination au sein d'un champ donné et la dynamique des représentations sociales.

Une autre étude, celle de Poeschl (2004), fait ressortir le rôle joué par les représentations dans la reproduction des inégalités. Elle fait ressortir que les femmes fondent leur identité sur les qualités pro-sociales ou communales et que cette identité distincte de celle des hommes est maintenue et valorisée même si elle contribue au maintien d'un statu quo qui ne leur confère pas de pouvoir dans la société. Cette auteure (Poeschl, 2004:152) reprend Doise (1985-86) : « selon lesquelles les représentations formées par les groupes sociaux traduisent la position des groupes dans la structure sociale, et en même temps, la justifient ». Selon Poeschl (2004:156), les femmes, en se définissant ainsi, contribuent « à justifier la division des activités par sexe et par conséquent le maintien de leur

groupe d'appartenance dans des positions hiérarchiquement inférieures à celle des hommes ». Mentionnons que Roy (2012:29) pose les stéréotypes sexuels comme étant consubstantiels des représentations sociales des rapports de sexe. Elle considère que :

La représentation de la féminité et de la masculinité (sont) comme deux pôles complémentaires (et) constitue l'un des principes organisateurs de la société patriarcale. Pour s'y adapter, les êtres humains sont donc appelés à composer avec leur identité indissociable du genre et à s'accommoder des places et des fonctions que leur assigne la division ou la hiérarchie sociale des sexes... Phénomène de culture et non de nature...

Citons aussi Descarries et Matthieu (2010:17) :

Aussi, les représentations tout comme les stéréotypes, préjugés, images, etc., qu'elles comportent, soutiennent des enjeux identitaires (Moliner et al 2002) et sont impliqués dans les relations de pouvoir parce qu'elles produisent ce pouvoir et sont produites par celui-ci (Dos Santos, Andarde et Estermann Meyer, 2003).

Elles (Descarries et Matthieu, 2010:26) nous mettent également en garde contre certains stéréotypes qui peuvent sembler avantageux et positifs. Il demeure que ceux-ci servent avant tout à essentialiser une nature des femmes et des hommes isolée du contexte social et que :

... de telles évaluations servent essentiellement à construire des attentes et des attitudes différentes à l'égard des femmes et des hommes, à assigner les unes et les autres à des sphères et à des activités genrées, et à reconduire, ce faisant, une inégalité de droits, de pouvoirs et de privilèges dans les relations femmes-hommes. En ce sens, ils participent à une idéologie sexiste.

Elles (Descarries et Matthieu, 2010:38) concluent en nous mettant encore en garde :

Car, au-delà de la volonté de faire sens du féminin et de valoriser les valeurs, les attitudes et les comportements féminins... une telle dichotomisation ouvre toute grande la porte à une vision essentialiste des rapports de sexe et de la féminité. Elle fait ainsi obstacle aux changements et conforte l'existence de deux morales, de deux modes de représentations et de pratiques liés au sexe, plutôt que de remettre en question les expériences, les facteurs sociaux et politiques à l'origine de telles différenciations.

Pour conclure avec ces mises en garde, mentionnons encore Guérin, Hersent et Fraisses (2011:13) qui mentionnent que le genre est un construit social qui s'est institutionnalisé par de nombreuses simplifications qui ont été : « nourries de slogans de nature souvent essentialiste, du type : les femmes sont plus solidaires, les femmes préservent la nature, les femmes sont moins corrompues ». Elles mentionnent à ce sujet Cornwall et coll. (2008:4) qui fait ressortir que dans le discours du développement, les femmes sont vues selon deux pôles soit comme une victime et un sujet passif, soit comme une héroïne aux vertus et aux compétences essentielles au développement.

2.2.8. Les représentations spatiales ou spatialité représentative

Le concept de représentation spatiale est utilisé principalement par la géographie et l'aménagement. Selon Breux (2012 : 116), celui-ci permet d'appréhender les territorialités par les rapports que les individus entretiennent avec le territoire. Cependant, selon Favory (2003) présenté dans Breux (2012:195), les représentations spatiales : « sont plutôt intégrées de manière bien fragmentaire, et sélective, aux représentations sociales ». Cet auteur (Favory, 2012) parle plutôt de représentativité spatiale qu'il définit comme un ensemble de connaissances collectives liées à la spatialité. Ce dernier considère plutôt que l'espace est présent dans les représentations sociales.

2.2.9. Des droits humains fondamentaux et des représentations sociales normatives

Abric (1994b:28) considère que les représentations sociales peuvent avoir deux différentes dimensions : une fonctionnelle qui consiste à privilégier les éléments servant à la réalisation de tâche et une dimension normative. Cette dernière se retrouve selon lui : « dans toutes les situations où interviennent directement des dimensions socioaffectives, sociales ou idéologiques... dans ce type de situation, on peut penser qu'une norme, un stéréotype, une attitude fortement marquée seront au centre de la représentation sociale ».

Doise (2001) considère les droits de l'homme comme des représentations sociales normatives. Il (Doise, 2001:10) définit les représentations sociales normatives comme : « les interactions et les communications entre les hommes donnant lieu à des représentations symboliques, à des contrats qui restent le plus souvent implicites ». L'auteur fait également ressortir le fait que les

représentations sociales normatives des droits de l'homme se sont institutionnalisées et il les qualifie d'idées-forces qu'il associe à la notion de vision de Lauren (1998:281 dans Doise, 2001:21): « des visions, par leur nature même, mettent en cause notre imaginaire, obligent à réexaminer nos postulats et souvent posent des questions dérangeantes sur nos valeurs ». Cette notion de vision se projette dans un futur différent du présent. Doise (2001), avec cette notion, fait ressortir encore davantage l'aspect normatif des droits de l'homme qui se pensent au futur et qui font face à un présent qui le contredit de multiples manières. Plus tard dans le texte, il revient avec la question du normatif et il cite Daniel Tarchys (1999, 504 dans Doise, 32) évoquant l'Union Européenne et le concept de ses valeurs : « Son but n'est pas de décrire la réalité qui nous entoure, mais l'ordre civilisé que nous voulons construire ».

Il y eut plusieurs générations des droits humains. Selon Doise (2001 : 31) la première concerne les droits individuels, la seconde les droits socio-économiques, la troisième les droits collectifs et communautaires et la dernière concerne : « le droits des individus et des générations futures à bénéficier d'un environnement sain et des ressources nécessaires pour un développement durable favorisant le bien-être de tous et des générations à venir ». La réalité ne se conforme pas à ces déclarations des droits humains; même les États reconnus comme les plus démocratiques peinent à reconnaître et appliquer l'ensemble des droits fondamentaux de l'homme, plus particulièrement ceux de la 3e et la 4e génération.

Doise (2001) d'après (Lukes, 1993) fait également ressortir le fait qu'il existe un lien historique entre la théorie politique et celle concernant les droits de l'homme. Ce lien concerne la priorité relative donnée entre les droits individuels (qui concernent une conception plus socialiste ou communautariste) et les droits socio-économiques (qui font plutôt référence au libéralisme économique). Plus avant dans le texte, Doise (2001) revient sur ces deux conceptions qui s'affrontent, mais de façon différente : la première concerne encore les droits individuels auxquels on a ajouté le droit concernant les rapports entre les personnes tandis que la seconde demeure celle d'une perspective socio-économique. On peut voir les premiers comme donnant la priorité aux valeurs de solidarité et les seconds comme les défenseurs de certaines libertés.

Le cadre d'analyse de cette recherche comprend deux concepts centraux : le développement et l'égalité entendus comme des représentations sociales normatives. Dans cette recherche, il s'agira spécifiquement de parvenir à une meilleure connaissance des représentations sociales du

développement régional et de l'égalité entre les sexes et des relations pouvant exister entre elles, lorsqu'envisagées comme des systèmes représentationnels participant d'une même logique sociétale.

3. La démarche méthodologique

Cette recherche se propose d'explorer les relations existantes entre les représentations sociales de l'égalité entre les sexes et du développement régional chez la population de ville de Saguenay, à l'hiver 2011. Elle se propose également de vérifier le postulat que pose la théorie des représentations sociales selon laquelle il existe un rapport de correspondance et d'interrelation entre les modalités de la pensée sociale et les formes d'organisation et de communication sociales.

Voici les objectifs généraux et spécifiques de cette recherche élaborés directement à partir de la théorie des représentations sociales :

1. Connaître le contenu des représentations sociales :
 - du développement régional
 - de l'égalité entre les sexes
 - Vérifier si les variabilités individuelles observées dans ces contenus sont liées à la position sociale des répondants selon :
 - le sexe
 - la catégorie socioprofessionnelle
2. Poser des hypothèses sur l'organisation des représentations sociales :
 - du développement régional
 - de l'égalité entre les sexes
 - Vérifier si les variabilités individuelles observées dans ces contenus sont liées à la position sociale des répondants selon :
 - le sexe
 - la catégorie socioprofessionnelle
3. Connaître les problèmes, les causes et les solutions identifiés par les répondants quand :
 - au développement régional
 - à l'égalité entre les sexes

- Vérifier si les variabilités individuelles observées dans ces contenus sont liées à la position sociale des répondants selon :
 - le sexe
 - la catégorie socioprofessionnelle

- 4. Connaître le sentiment d'implication, d'identification et de valorisation exprimé par les répondants quant :
 - au développement régional
 - à l'égalité entre les sexes
 - Vérifier si les variabilités individuelles observées dans ces contenus sont liées à la position sociale des répondants selon :
 - le sexe
 - la catégorie socioprofessionnelle

- 5. Connaître le rôle que les répondants attribuent selon le sexe, et plus spécifiquement aux femmes quant :
 - au développement régional
 - à l'égalité entre les sexes
 - Vérifier si les variabilités individuelles observées dans ces contenus sont liées à la position sociale des répondants selon :
 - le sexe
 - la catégorie socioprofessionnelle

Selon Deslauriers et Kérisit (1997), la recherche exploratoire a comme fonction de permettre la familiarisation avec les gens et leurs préoccupations. Ce type de recherche est également utile dans le cadre d'un projet à plus grande échelle, en ce sens qu'elle permet également de déterminer les impasses et les blocages pouvant y survenir. Il s'agit ici de savoir que cette recherche des liens existant entre le développement régional et l'égalité entre les sexes par l'étude des représentations sociales se poursuivra dans le cadre d'une recherche comparative et quantitative de doctorat : où ce qui sera fait ici servira dans le cadre d'une autre étude. Mentionnons également une critique de Durand et Weil (2006:314) dont tient compte cette recherche et qui consiste à ce que l'analyse des sociabilités prime aujourd'hui sur celle des conflits, et où : « les théoriciens se consacrent à l'imaginaire, le symbolique et sur les pratiques quotidiennes ou locales, négligeant en général les références aux structures ou aux grandes tensions qui animent le social ». Plus avant, un schéma de l'espace des représentations sociales selon Jodelet a été présenté : il tient compte autant du contexte idéologique et historique, des institutions que des inscriptions sociales des individus.

Deslauriers et Kérisit (1997:106) décrivent également la recherche qualitative par le contact qu'elle entretient avec le terrain qui y est vu comme un réservoir de données et où les individus sont considérés comme des sources de connaissance : « la logistique même de l'approche qualitative (...) oblige à un contact direct avec le vécu et les représentations des personnes qu'il étudie ». Pires (1997) ajoute que les répondants y sont considérés comme les porteurs de la culture à laquelle ils appartiennent. Il fait consensus chez les auteurs que la recherche qualitative se caractérise également par le caractère itératif de son processus, par son modèle d'adaptation continue où la recension des écrits importe tout au long et où l'objet de recherche se définit progressivement. Contrairement à la recherche quantitative et vérificatoire, celle-ci se constitue par induction analytique qui, selon Pires (1997), généralise les caractéristiques essentielles retrouvées chez un petit nombre de cas en supposant qu'elles s'appliquent aux autres.

Deslauriers et Kérisit font également référence à un aspect important de l'approche méthodologique : tout en notant l'importance du pôle méthodologique de la recherche, ils font ressortir l'importance du pôle politique : le chercheur étudie le réel en fonction d'une problématique relationnelle qui s'insère dans un cadre donné, mais qui ne se construit pas uniquement à partir du donné, il est aussi un choix politique. De plus, Pires (1997:2) nous fait remarquer la présence importante d'un courant admettant que rechercher une connaissance neutre de la réalité objective peut ne pas être le plus important, mais plutôt :

au contraire, de produire une connaissance, certes utile, mais explicitement orientée par un projet éthique visant la solidarité, l'harmonie et la créativité. Le « biais » était un problème; maintenant, à condition d'être éthiquement bien orienté, il est ce qui compte pour la science.

Il demeure que l'objectif final demeure de parvenir à la connaissance objective. Il est intéressant de noter que dans certaines situations, le parti pris du chercheur entraîne une meilleure connaissance, comme cela a été le cas notamment, dans des recherches sur l'ethnocentrisme et le racisme. L'auteur (Pires, 1997:37) cite Miller (1983:747) qui soutient que parfois, lorsque les : « forces sociales créent une forte pression pour s'éloigner de la vérité, la contre-pression de certains engagements partisans pour changer le *statu quo* peut être plus productive scientifiquement que la neutralité ». Pires continue l'explication :

L'attachement à la vérité peut être une défense suffisante pour contrecarrer les pressions sociales diffuses vers le conformisme (Ibid.:748), mais un attachement au changement peut être plus important et efficace d'un point de vue scientifique lorsqu'il faut naviguer à contre-courant des mœurs culturelles ou intellectuelles par rapport à certaines questions.

À ce sujet, cette recherche se fera dans une perspective de sociologie critique qui intègre la subjectivité, s'appuie sur des jugements de valeur et considère l'homme et la société comme une autocréation de ce premier. Pour bien saisir cet aspect du social historique et afin de légitimer cette approche, Rioux (1978) emploie un terme de Castoriadis (1975) qui le qualifie d'institution imaginaire. Une sociologie qui prend position, critique l'existant et possède un intérêt pour la création du social et pour les connaissances d'ordre émancipatrices; la sociologie critique permet une certaine vision du changement social. Deslauriers (2003:156) illustre bien en quoi ce choix s'impose ici :

Il semble impossible de développer de nouvelles connaissances sans penser à leur impact sur la liberté, la justice et le changement. De ce point de vue, les valeurs que sont la liberté, la justice, l'égalité, telles que vécues par les citoyens, sont le fil conducteur d'une recherche critique.

Il est évident que ce travail s'appuie sur le mouvement féministe, mais il s'inspire également de l'altermondialisme qui conteste l'idéologie néolibérale comme seule représentation et devenir possible du monde (Pleyers, 2007) et où les féministes tentent de penser un projet global de transformation de la société où deux systèmes d'oppression nécessitent d'être combattus simultanément, soit le capitalisme et le patriarcat. Selon Vanden, la lutte pour l'égalité ne peut se réduire à celle des femmes vis-à-vis des hommes, mais se doit par définition, d'englober l'ensemble des inégalités (qu'elles soient engendrées par le capitalisme ou le patriarcat). Ces féministes ne hiérarchisent pas ces luttes et prônent le respect de l'ensemble des droits humains fondamentaux. L'égalité entre les sexes et le développement régional sont, dans cette recherche, entendus comme des droits humains fondamentaux et comme des représentations sociales normatives qui, par définition, tendent vers un idéal jamais atteint. Entendu comme Moscovici (1995:18), les représentations sociales « sont parties constitutives de cet ordre (social) en classant, en donnant un sens et une valeur aux actions sur le monde ».

L'approche privilégiée s'inspire de la théorisation ancrée. Laperrière (1997) qualifie la théorisation ancrée comme étant une recherche interprétative à visée théorique, tout en ne constituant pas la description d'une réalité empirique. Dans le cas qui nous intéresse, chaque répondant sera considéré comme reflétant un phénomène social plus large. Toujours selon cette auteure, ce n'est pas la description de ce phénomène plus large qui importe, mais plutôt le fait d'interpréter ce qui constitue sa dynamique. L'approche analytique mixte de Miles et Huberman a en commun avec cette approche, une perspective de découverte, mais inclut également un aspect vérificatoire intéressant qui répond à certains objectifs précis de cette recherche. Cette particularité de l'approche analytique permet de planifier a priori certains paramètres théoriques, comme dans le cas de cette recherche où l'exploration des liens entre l'égalité entre les sexes et le développement procédera sous l'angle des représentations sociales. Ce type d'approche, selon Miles et Huberman (1991:31), demeure cependant inductif : « ... nous inclinons vers une méthodologie plus inductive pour faire la lumière sur les processus sociaux ». Ces auteurs se démarquent de la théorisation ancrée par une plus grande structuration de la méthode, qui entraîne selon Laperrière (1997) des limites imposées à la recherche de par cette structuration a priori. Sur ce point, cette recherche retiendra les propos des auteurs (Miles et Huberman, 1991:57) sur l'approche analytique :

Les cadres sont des instruments de centration et de délimitation qui ne fonctionnent pas nécessairement comme des œillères ou des camisolés de force. Tout en collectant les données, les chercheurs qualitatifs revoient leurs cadres conceptuels : ils les rendent plus précis, remplacent des boîtes empiriquement faibles par d'autres, plus significatives, recomposent les interrelations.

Selon Laperrière (1997:328), ces deux approches procèdent cependant par les mêmes grandes étapes méthodologiques qui se caractérisent évidemment par leur caractère itératif.

Il ressort selon Laperrière (1997) et selon Strauss et Corbin (2003:372) que la théorisation ancrée est une méthode comparative. Selon cette première, la méthode comparative poursuit le but de cerner les similitudes, les différences et les contrastes afin de mettre à jour les caractéristiques, les relations et les déterminants des variations observées. Quant aux derniers, ils spécifient l'importance de la prise en compte et de l'intégration des conditions structurales plus larges dans cette analyse comparative : « Les contextes économiques, les dynamiques politiques, les mouvements sociaux, les valeurs culturelles (...) doivent être également pris en compte ».

Cette recherche emprunte à une perspective épistémologique mixte prise selon Laperrière (1997) par plusieurs chercheurs de la théorisation ancrée et également par Miles et Huberman (1991:31) qui reconnaît tout autant l'objectivité du monde social que l'importance des significations construites par les individus qui le composent. Sans renier l'épistémologie de la théorie des représentations qui n'opère pas de distinction entre le sujet et l'objet et où ils sont tous deux modelés par la représentation construite dans « une situation interactive », cette épistémologie correspond mieux au sens donné à cette recherche. Cette dernière entend concilier le fait que le stimulus et la réponse se construisent ensemble et que les phénomènes sociaux sont une réalité objective même si celle-ci est construite et représentée.

La théorie des représentations sociales détermine en grande partie la méthodologie de cette étude concernant les liens entre la représentation sociale de l'égalité des sexes et celle du développement régional. Spécifions qu'une représentation sociale a deux composantes : un contenu et une structure. Dans le cas de cette étude, les éléments de la représentation sociale seront extraits d'entrevues semi-directives. Tiré de Jodelet (1991), il sera question ici principalement d'une orientation de travail qui privilégie l'influence de l'organisation sociale sur le contenu de la représentation, soit celle de Doise (1990). Cette orientation sera complétée par celle prônée par Abric (1987) qui s'intéresse plutôt à l'organisation et la structure de la représentation.

3.1. L'échantillonnage

Selon Strauss et Corbin (2003), l'échantillonnage de la recherche qualitative procède selon les fondements théoriques y étant associés. Mentionnée plus haut lors de la présentation de l'objet de la recherche, la position sociale servira ici de concept définissant les catégories de l'échantillon. Cette méthode est également cohérente avec la théorisation ancrée selon laquelle l'objet de la recherche est ce qui détermine l'échantillon. Laperrière (1997:321) précise : « les situations et les groupes choisis le sont en fonction de leur pertinence au regard de l'élaboration des catégories conceptuelles et de leurs relations, et non à des fins de représentativité des populations ou des situations à l'étude ». Elle soulève également ce que Deslaurier et Kérisit (1997:97) spécifient comme le caractère non probabiliste qui prévaut généralement en recherche qualitative qui : « donne accès à une connaissance détaillée et circonstanciée de la vie sociale ». Il sera également ici question d'échantillonnage par contraste qui, selon Pires (1998), permet, lors de théorisation ancrée, de

parvenir à la comparaison externe. Selon cet auteur, il est préférable d'obtenir au moins un, sinon deux individus de chaque catégorie de l'échantillon pertinente selon l'objet de la recherche. Celle-ci se concentrant sur le sexe, l'échantillon sera composé d'autant de femmes que d'hommes. La position sociale sera établie selon trois catégories socioprofessionnelles dans lesquelles deux individus de chaque sexe seront questionnés. Les trois catégories socioprofessionnelles sont les travailleurs professionnels, les travailleurs manuels et de soutien ainsi que les sans-emploi. Les individus de l'échantillon seront sélectionnés par l'entremise de syndicats et d'une ressource pour les personnes sans emploi et/ou les chômeurs. En ce qui a trait aux personnes sans emploi, l'échantillonnage se fera par l'entremise de L.A.S.T.U.S.E du Saguenay⁷. Pour les travailleurs professionnels, il se fera en passant par le syndicat des professionnels de l'UQAC, tandis que les travailleurs manuels ou de soutien seront échantillonnés à partir de la CSN (confédération des syndicats nationaux). Ce sont ces syndicats et cette ressource qui fourniront la population à échantillonner.

Tableau 6: Composition de l'échantillon

Catégorie socioprofessionnelle	Femme	Homme	Total
Personnes sans-emplois	2	2	4
Employés manuels et de soutien	2	2	4
Employés professionnels	2	2	4
Total	6	6	12

⁷L'A.S.T.U.S.E. est une ressource communautaire qui se définit comme un lieu d'Action et de Service Travaillant dans l'Unité avec les Sans-Emploi qui « offre des ateliers de formation selon les besoins et demandes, dans une démarche d'éducation populaire ». <http://www.lastuse.ca/> consulté en 2013.

3.2. Méthode et instruments de collecte de données

Cet échantillonnage sous-entend nécessairement la collecte de deux types de variables que Michelat (1975:236), tiré de Pires (1998), qualifie de stratégiques et par lequel le contraste peut être recherché. Il s'agit premièrement des variables générales. Dans cette recherche, il s'agit du sexe, du revenu et de la catégorie socioprofessionnelle. Ensuite, d'après Pires (1997:68) il s'agit des variables spécifiques qu'il explicite comme étant directement liées au problème à l'étude; « le choix de ces variables découle tantôt des études antérieures, tantôt d'hypothèse théorique qui nous amène à soupçonner leur importance en tant que *source de différence* ».

Comme mentionné précédemment, cette recherche s'inspire de la théorisation ancrée et privilégie la structuration de la méthode mixte de Miles et Huberman. Précisément, cela signifie que notre questionnaire sera élaboré à partir des concepts de la théorie des représentations sociales et que l'analyse privilégiera la construction de tableaux. Premièrement, du côté de la méthodologie proprement dite, Flament et Rouquette nous démontrent l'importance du contexte d'actualisation dans l'étude des représentations sociales. Il faut savoir que, selon ces derniers (Flamant et Rouquette, 2003:118), la représentation doit nécessairement être actualisée dans une situation spécifique, et que cette situation affectera le mode d'expression de celle-ci de façon plus ou moins importante selon ce qu'ils nomment des effets de contexte : « une représentation sociale ne peut apparaître qu'en situation, à propos d'un cas particulier ». Les auteurs (Flamant et Rouquette, 2003:119) spécifient : « la même représentation structurellement parlant, va se trouver circonstanciellement mobilisée, évoquée ou convoquée dans des conditions définies, concrètes, singulières même, qui en affecteront plus ou moins profondément l'expression ». Cela déterminera notre questionnaire quant au contenu des représentations sociales. Pour le développement régional, la représentation sociale sera actualisée en amenant le territoire et la région d'habitation des répondants; il s'agira de questionner quant au développement régional au Saguenay-Lac-Saint-Jean. En ce qui a trait à l'égalité entre les sexes, la représentation sera activée selon les modalités rencontrées dans la théorie à savoir : l'égalité dans les ménages, dans le domaine des revenus et de l'emploi, dans la représentation politique et dans le développement régional.

Les questions proprement dites proviennent également des concepts de la théorie des représentations sociales vue précédemment et qui ont également déterminé l'objet et les objectifs de cette recherche. Il s'agit premièrement de questionner le contenu de la représentation en tant que

telle. Ensuite vient une question sur la hiérarchisation des éléments de réponses mentionnés qui importe selon Navano et Roméro (2001) dans la détermination des causes et des solutions et dans la reconnaissance de la position sociale du répondant face à cet enjeu. Concernant encore plus spécifiquement la méthodologie, Abric (2003:62), rectifie la conception de Verges (1992) qui considérait le rang et la fréquence d'apparition d'un élément comme deux indicateurs de hiérarchie, pour établir que l'évocation hiérarchisée faite par le répondant lui-même doit remplacer le rang, car selon lui : « Ce dernier critère qui sous-tend que le rang est un indicateur majeur de l'importance d'un thème pour le sujet, ne tient pas psychologiquement. Dans un discours, les choses essentielles apparaissent souvent plus tard ». Les autres concepts ayant permis de construire les questions suivantes sont ceux de l'implication et des pratiques.

3.3. Traitement et analyse des données

Le traitement des données qualitatives sera fait par une analyse de contenu qui permettra de déterminer les concepts et les catégories permettant l'élaboration de notre variante de l'analyse mixte de Miles et Huberman inspirée de la théorisation ancrée. Stauss et Corbin (2003:66) nous rappellent que la collecte et l'analyse des données sont en constante interrelation : « L'analyse est mise en branle dès le départ parce qu'elle est utilisée pour orienter les observations et les orientations à venir ». Selon la théorisation ancrée, les concepts sont les unités de base de l'analyse et servent à la comparaison, ils ne sont que provisoires et gagnent en légitimité et en pertinence au fur et à mesure de la collecte. Ces comparaisons donnent lieu à l'observation de similarités et de régularités ainsi que de différences, de contrastes et de variations entre les divers événements.

L'approche de Miles et Huberman nous permet d'ajouter des matrices qui, selon Laperrière (1997:329) : « servent à ordonner et à comparer les données, autant par la formulation d'hypothèses que pour la vérification d'hypothèses ». Dans cette recherche, l'analyse des entrevues se fera à partir de l'élaboration de tableaux, servant de matrices, dont la principale consiste en un tableau de classification des éléments de la représentation sociale. À partir de cette matrice principale, chaque question donnera lieu à une matrice (ou tableau) spécifique qui sera interprétée à la lumière de la première. L'analyse de ces matrices spécifiques (tableaux) permettra de dégager certaines grandes conclusions générales liées aux représentations sociales de l'égalité entre les sexes et du développement régional, ainsi qu'aux relations existant entre elles. De plus, elle permettra de

vérifier la pertinence de la théorie des représentations sociales, et plus spécifiquement, de l'impact de la position sociale sur les variations individuelles en ressortant.

3.4. La validation et les limites de la recherche

Cette recherche s'appuie sur la triangulation théorique entre deux approches de la théorie des représentations sociales, soit celle de Doise et celle de Abric. Ces deux approches proposent des orientations de travail différentes : celle de Doise se concentre sur l'impact de la structure sociale sur le contenu de la représentation sociale et celle de Abric recherche plutôt à déterminer l'organisation de la représentation. Cette triangulation est cependant limitée par le fait que la théorie d'Abric ne nous amènera qu'à poser des hypothèses : le fait est que le nombre restreint de participants propre à cette recherche qualitative ne nous permet pas de connaître plus sûrement l'organisation de la représentation sociale qui, pour être valide, exige un grand nombre de répondants (puisque'il y est question d'établir les propriétés du collectif). Ces hypothèses permettront cependant à cette recherche de parvenir aux qualités émises par la triangulation selon Flick (1992) et Denzin et Lincoln (1998) cité dans Apostolidis (2003:15) : « la stratégie de triangulation vise à conférer aux démarches qualitatives non seulement de la validité, mais aussi, et surtout, de la rigueur, de l'ampleur et de la profondeur à la recherche ».

La validation de la recherche qualitative, contrairement à celle quantitative, ne recherche pas la représentativité statistique comme preuve de validité, mais se tourne plutôt du côté de la diversification. Plus spécifiquement, il sera ici question de diversification externe. Selon Pires (1997:64), cela permet d'avoir une vision d'ensemble : « D'où l'idée de diversifier les cas de manière à inclure la plus grande variété possible, indépendamment de leur fréquence statistique ». La diversification externe correspond à la notion de contraste qui permet d'obtenir cette vision d'ensemble en misant sur la collecte de données parmi plusieurs cas différents. Cette recherche ne fait pas exception ici, comme cet auteur (Pires, 1997:64) le mentionne : « Les recherches sur les attitudes et les représentations sociales faisant appel aux entrevues s'intéressent souvent à la comparaison entre le point de vue des individus dans différentes sous-cultures, positions de classes, catégories sociales, etc. ». Comparativement à la diversification interne, l'auteur nous renseigne que celle externe préfère la comparaison à la description en profondeur. Cette recherche privilégiera donc les comparaisons entre les sexes et entre les catégories socioprofessionnelles. On ne peut

passer sous silence la question de la généralisation qui prévaut dans les recherches par contraste (par opposition au concept de saturation). Pires conclut que cette généralisation est atteinte par la comparaison des cas et que pour ce faire, il convient d'établir une bonne description de chacun de ceux-ci. Ce dernier va dans le même sens que Doise lorsqu'il mentionne l'ancrage des individus dans de multiples groupes de référence, chacun porteur d'opinions et de croyances influant sur les variations observées entre les individus.

Cette démarche méthodologique a permis la construction d'une matrice principale (tableau 6) où les éléments des représentations sociales à l'étude ont été extraits des entrevues effectuées auprès des répondants. Cette matrice permettra l'analyse des réponses de ces derniers, par l'entremise de leur catégorisation en éléments constitutifs des représentations sociales et ce, à l'aide de tableaux spécifiques à chaque question.

4. Les éléments constitutifs des représentations sociales de l'égalité entre les sexes et du développement régional

Rappelons que l'orientation principale de ce projet de recherche consiste à étudier les variations individuelles et de groupe que la structure sociale engendre sur les représentations sociales, et ce, dans le but principal d'explorer les relations existant entre les représentations sociales de l'égalité entre les sexes et du développement régional. Il faut également retenir que la structure sociale agit sur les deux composantes de la représentation sociale, soit sur son contenu ainsi que sur sa structure.

Il convient d'abord de spécifier le contenu des deux représentations sociales concernées par cette recherche, non comme une description empirique, rappelons-le, mais comme une interprétation de la dynamique existant entre la réalité, les représentations des individus et les pratiques. Pour y parvenir, la catégorisation mise en œuvre tout au long de l'analyse a conduit à une classification des éléments de ces deux représentations sociales à l'étude et qui est présentée dans le tableau 6. Les éléments des représentations sociales y ont été regroupés en grandes catégories.

Celles-ci sont pour la représentation sociale du développement régional : sociale et culturelle, politique, économique, spatiale auxquelles ont été ajoutés deux thèmes transversaux soit ceux de l'environnement et du développement intégré. Ce dernier, comme mentionné précédemment selon Beaulieu (2000) fait référence à une définition du développement régional qui ne se limite pas à un développement économique, mais inclut des dimensions sociales et culturelles. En ce qui concerne la représentation sociale de l'égalité entre les sexes, les principales catégories sont : sociale et culturelle, politique, historique ainsi que les spécificités sexuelles divisées entre la féminité et la masculinité. Des thèmes transversaux y sont également inclus soit les sphères domestique et publique. Les représentations sociales du développement régional et de l'égalité entre les sexes possèdent plusieurs éléments en communs, et ce, dans le domaine social et culturel ainsi que dans celui du politique.

Tableau 7: Classification des éléments de la représentation sociale du développement régional et de l'égalité entre les sexes

Éléments constitutifs de la représentation sociale du développement régional	Éléments constitutifs communs aux deux représentations sociales	Éléments constitutifs de la représentation sociale de l'égalité entre les sexes
<u>Social et culturel</u> -croissance et décroissance de la population -services -inclusion et exclusion	<u>Social et culturel</u> -culture -problèmes sociaux -qualité de vie et monde meilleur -rapports sociaux	<u>Social et culturel</u> -droits, statut, place des femmes -opportunités et capacités -pensée masculiniste
	<u>Politique</u> -représentation politique -gouvernance	
<u>Économique</u> -croissance économique -entreprises et commerces locaux-régionaux -grandes industries et multinationales -ressources naturelles		<u>Spécificités sexuelles : innées ou acquises</u> -la féminité -la masculinité
<u>Spatialité</u> -position géographique		<u>Historique</u> -protection des acquis et danger d'un retour en arrière -histoire, évolution et état de la situation
<u>thèmes transversaux</u> -environnement -développement intégré		<u>thèmes transversaux</u> -sphère publique -sphère domestique

Les éléments constitutifs de ces deux représentations sociales ont été induits de la codification, de la catégorisation et de la classification des diverses réponses émises par les répondants. Pour parvenir à bien définir les éléments constitutifs prenant place dans ce tableau de classification (qui constitue la matrice principale de l'analyse des représentations sociales à l'étude), nous ferons référence à la diversité et au sens des ces réponses.

La catégorie économique de la représentation du développement régional est constituée de la croissance économique, des entreprises et des commerces locaux et régionaux, des grandes

industries et des multinationales ainsi que des ressources naturelles comme productrices de valeur. Dans l'élément *croissance économique*, sont incluses des réponses reliées aux divers moyens permettant de l'atteindre comme la création d'une meilleure synergie entre les différents acteurs et ressources du milieu par la concertation et l'identification d'objectif commun ainsi que par le développement de créneaux.

Les ressources naturelles sont essentiellement vues par les répondants comme un moyen d'améliorer la croissance économique régionale. Ceux-ci y mentionnent : le besoin et l'absence de deuxième et de troisième transformation ainsi que le manque de pouvoir des régions face à ces ressources. L'élément *entreprises et commerces locaux et régionaux* consiste à affirmer le maintien nécessaire de la viabilité du commerce régional. Il y est également question du taux d'entrepreneurs de la région auxquels est associé un qualificatif qui va de suffisant à insuffisant. L'élément *grandes industries et multinationales* a généré un très grand nombre de mentions par les répondants, et ce, dans un large éventail. Il y est question de conflits patronat-employé et de faillites, ventes et fermetures qui ressortent comme des problématiques importantes de l'industrie. Il y est spécifié que les pertes encourues concernent l'ensemble de l'économie régionale, qu'elles entraînent plus directement des pertes de salaires qui sont souvent parmi « les gros salaires » ainsi que des fermetures sous-jacentes d'industrie, de commerces et d'entreprises satellites gravitant autour de ces industries. Dans cet élément économique constitutif de la représentation du développement régional, il est également question du pouvoir que possèdent les multinationales et de l'absence d'imputabilité envers la région.

La catégorie se référant à la spatialité de la représentation sociale consiste en commentaires sur la *position géographique* spécifique du Saguenay-Lac-Saint-Jean qui semble un élément déterminant pour le développement régional. Les divers éléments de réponses y étant associés sont l'isolement et l'éloignement de la région qui sont (ou a été) une entrave au développement, de la température qui constitue un répulsif aux nouveaux arrivants et de la présence (ou de l'absence) de voies de transport permettant l'accès nécessaire à la région et à son développement.

Le thème transversal de *l'environnement* est qualifié d'enjeu social et les répondants en soulignent l'importance dans le sens où il concerne l'avenir de la planète et le futur de nos enfants. Il y est mentionné la nécessité de conscientiser et d'éduquer les gens face à cet enjeu. Dans cet élément de la représentation sociale, les répondants soulignent l'importance de chaque geste individuel comme

la récupération et l'économie de l'eau ainsi que l'importance des gestes et des décisions provenant des décideurs politiques et/ou économiques. Il y est mentionné l'immobilisme de ceux-ci face à cet enjeu. Cet élément constitutif concerne également le développement d'une industrie et d'une technologie plus propre. Le second thème transversal *du développement intégré* est constitué des réponses mentionnant une nécessaire prise en compte de l'ensemble des aspects du développement régional. La primauté de l'aspect humain, l'importance du politique et la nécessité de l'économique y sont toutes affirmées.

Dans la catégorie sociale et culturelle, plusieurs éléments se retrouvent dans les deux représentations sociales à l'étude. Pour ce qui est des mentions propres à la représentation sociale du développement régional et de la *culture*, nous retrouvons les éléments de réponses suivants : les difficultés d'accès, les améliorations remarquées, la spécificité culturelle de la région et du Québec, la préservation du patrimoine, la sauvegarde de la langue française, le rôle des créateurs dans la société ainsi que la nomination de Saguenay comme ville culturelle et du rayonnement que cela a encouru. L'élément des *problèmes sociaux* concerne la pauvreté et l'endettement, le vieillissement de la population, l'indifférence et le manque de solidarité. *Les rapports sociaux* concernent les relations humaines et sociales. Plus précisément sont nommés la communication, la conciliation, l'écoute de l'autre, l'humanisme, la dépendance aux NTIC (et son effet sur ces rapports). L'élément *la qualité de vie* traverse de nombreux domaines tels que l'emploi, l'environnement, les services et le développement régional. L'objectif de parvenir à un monde meilleur y est également associé. Ensuite, trois éléments ne se retrouvent que dans la représentation sociale du développement régional. Il s'agit premièrement *de la croissance et de la décroissance de la population*. Les répondants y abordent les thèmes de l'urbanisation et de la dévitalisation des régions. L'exode des jeunes y est mentionné régulièrement. Ensuite, *les services* sont assez peu mentionnés et regroupent les réponses se référant à l'importance de la présence de services et des organismes communautaires ainsi que la nécessité des taxes pour les maintenir. Les services mentionnés, outre ceux desservis par le secteur communautaire sont les transports en commun et le logement. Pour terminer, *l'inclusion et l'exclusion sociale* regroupent les réponses se référant à la participation et à l'inclusion de tous et des femmes en particulier, aux préjugés et à la discrimination et à l'intégration des personnes immigrantes.

Dans la catégorie politique, sont présents deux éléments de la représentation sociale du développement régional qui se retrouve également dans celle de l'égalité entre les sexes. *La*

représentation politique est constituée par des réponses se référant à l'importance du rôle des représentants régionaux et des instances de pouvoir éloignée de la région. L'imputabilité des élus envers la population est également soulevée comme étant importante. L'élément de *la gouvernance* concerne plus précisément la mauvaise gouvernance et les obstacles politiques que rencontre un sain développement régional; la bonne gouvernance n'ayant pas été mentionnée. Les éléments de contenus s'y retrouvant sont : les coupures diverses effectuées par le gouvernement, la gestion des ressources naturelles et l'emprise que détient la finance dans les prises de décisions gouvernementales. De plus, il y est souligné l'inexistence de leader adéquat, l'incompétence des élus, le manque de transparence et le manque de vision des représentants politiques.

La représentation de l'égalité entre les sexes est également constituée de plusieurs éléments classés selon les grandes catégories nommées. En détail, la catégorie des spécificités sexuelles concerne *la féminité et la masculinité* et regroupe les différentes réponses émises ayant trait au caractère propre à chaque sexe qu'il soit inné et/ou physique ou acquis. Les réponses se réfèrent également à des caractéristiques comme les valeurs, les idées et les visions attribuées spécifiquement à un des sexes.

La catégorie historique est premièrement composée de l'élément *protection des acquis et le danger d'un retour en arrière*. L'affirmation du danger d'un retour en arrière qui se concrétise dans la femme-objet et la tyrannie de la beauté (qui tend à se généraliser aux hommes) ainsi que celle de la nécessité de protéger les acquis y sont regroupées. Ensuite, l'élément *histoire, évolution et état de la situation* relatif à l'égalité entre les sexes regroupe des éléments de réponses liées à la religion, au rôle traditionnel de la femme ainsi qu'aux avancements permis par cette lutte. Ces éléments de réponses concernent principalement des commentaires portant sur l'état actuel et passé de la situation de l'égalité entre les sexes et sur son évolution. Il y est également question du chemin qui reste à faire dans le futur.

La catégorie des thèmes transversaux est constituée principalement de l'élément de *la sphère domestique* qui y est le plus important. Les domaines des tâches domestiques et de l'éducation des enfants y sont abondamment présents. Premièrement, en ce qui a trait aux tâches domestiques, les éléments de réponses sont partagés : certains y mentionnent l'atteinte de l'égalité, tandis que d'autres font plutôt ressortir la présence de tâches différenciées selon le sexe où une quantité plus importante de tâches est reléguée à la femme. Quant à l'égalité dans l'éducation des enfants, la même échelle s'y retrouve : de situation égalitaire aux tâches différenciées selon le sexe. Celles-ci

sont différenciées selon le sexe du parent, mais également selon le sexe de l'enfant. Il y est également question de l'influence qu'exerce notre propre éducation et de l'importance du rôle joué par nos parents. *La sphère publique* consiste à l'affirmation de l'importance et de la prédominance du politique ainsi que de l'importance du juridique dans la mise en place de l'égalité entre les sexes dans la société.

La catégorie sociale et culturelle est constituée de plusieurs éléments communs aux deux représentations sociales à l'étude. Cependant, ces éléments sont amenés différemment. *La culture* consiste, pour l'égalité entre les sexes, à affirmer l'importance et le rôle de celle-ci dans la permanence de l'inégalité entre les sexes, mais également de son importance dans le changement social. *Les problèmes sociaux* concernent les éléments de réponse suivants : la violence faite aux femmes, la pauvreté des femmes, la monoparentalité, l'hypersexualisation des jeunes filles et la promotion qui en est faites par les médias, l'homosexualité et la bisexualité, les séparations et les divorces ainsi que le phénomène des enfants-roi et de celui de la double tâche et de la « superwoman ». *Les rapports sociaux* concernent plus spécifiquement les relations entre les hommes et les femmes. Il y est mentionné le respect et le partage, l'amour et la bienveillance, la communication ainsi que l'approche humaniste. L'élément de la *qualité de vie* consiste à affirmer un monde meilleur par la venue d'une situation plus égalitaire entre les femmes et les hommes. Cette catégorie est également composée d'éléments propres à la représentation sociale de l'égalité entre les sexes. Il y a les éléments des *droits, du statut et de la place des femmes*. Cet ensemble est constitué des éléments ayant trait aux droits, au statut et à la place des femmes dans la société. En général, les commentaires des répondants consistent à affirmer que les femmes et les hommes ont les mêmes droits et le même statut. L'élément suivant consiste en tout ce qui concerne *les opportunités et les capacités* ayant trait aux femmes. Tout comme les précédents, les commentaires portent généralement sur l'affirmation que les deux sexes possèdent les mêmes capacités et devraient, de ce fait, avoir les mêmes opportunités. La *pensée masculiniste* correspond aux éléments de réponses affirmant les effets pervers de la lutte pour l'égalité entre les sexes sur la condition masculine. Il y est mentionné le besoin d'ouverture et de reconnaissance des problèmes spécifiques aux hommes, la présence d'injustices envers les hommes ainsi que la question du flou identitaire dans laquelle vivent les hommes aujourd'hui.

La catégorie politique regroupe les mêmes éléments constitutifs que ceux retrouvés dans la représentation sociale du développement régional. La *représentation politique* y est l'élément le

plus important. Les répondants mentionnent un large spectre de réponse allant d'une égalité presque atteinte à un constat de sous-représentation de la femme. Il y est également mentionné l'existence du besoin d'augmenter cette représentation des femmes en politique et des obstacles qu'elles y rencontrent. Dans l'élément constitutif de *la gouvernance*, les répondants mentionnent des éléments de réponses concernant la mise en place de mesures et/ou d'incitatifs permettant une amélioration de la situation de l'égalité entre les sexes ainsi que de politiques différenciées selon le sexe.

Il convient de comprendre que les éléments constitutifs qui sont communs aux deux représentations diffèrent quant à ce qui y est mobilisé. Par exemple, le sens de la culture qui ressort des réponses sur le développement régional se réfère à une culture tangible, que l'on peut voir par exemple, en spectacle. Lorsqu'il en est question dans les réponses liées à l'égalité entre les sexes, il s'agit plutôt d'une culture intangible et transmise entre les générations. Le premier semble être l'expression du second. Les rapports et les problèmes sociaux sont assez ressemblants entre les deux représentations sociales même s'ils se distinguent sur certains points. La pauvreté, la communication et l'humanisme se retrouvent dans les deux. Le thème de la qualité de vie est prépondérant dans la représentation sociale du développement régional, tandis que dans celle de l'égalité entre les sexes, c'est celui d'un monde meilleur. La représentation politique fait ressortir la situation hiérarchique inférieure soit de la région, soit de la femme. Pour le développement régional, le thème de la gouvernance est excessivement négatif, tandis que pour l'égalité entre les sexes, elle constitue un outil et un levier permettant l'atteinte de l'égalité entre les sexes.

De plus, ces éléments constitutifs de la représentation ne le sont pas tous au même degré. L'analyse de ceux-ci permet de faire ressortir ceux qui semblent centraux de par leur fonction de principes organisateurs de la représentation. Ceux-ci organisent les prises de position symboliques et sont relationnels en ce qu'ils structurent ces rapports symboliques entre les divers acteurs sociaux. Ces éléments sont également, dans de nombreux cas, des principes d'opposition et de hiérarchie; les éléments qui composent une représentation sociale sont plus ou moins articulés et hiérarchisés entre eux. Rappelons pour finir, que cette dernière est socialement déterminée.

Lors de l'analyse des réponses des répondants, il est également ressorti des objets communs aux deux représentations sociales à l'étude et plus ou moins intimement liés à celles-ci. Il advient que ces éléments sont eux-mêmes des objets de représentations distinctes de par leur importance et du fait que ces objets assurent une fonction de concept et soient fréquents dans les communications de

l'organisation sociale du Saguenay-Lac-Saint-Jean (Flament et Rouquette, 2003). Il s'agit des représentations sociales de l'éducation, du travail, des médias, de l'immigration et des syndicats. La présence plus ou moins importante de celles-ci dans la définition des représentations à l'étude par les répondants, nous a amené à accepter la définition de la représentation sociale élargie de Seca qui la représente comme un système où plusieurs représentations s'emboîtent et interfèrent entre elles.

Comme pour les éléments constitutifs des représentations, ces représentations sociales distinctes peuvent être mobilisées différemment selon la représentation sociale qui est questionnée. En ce qui a trait au développement régional plusieurs éléments de réponses sont rassemblés sous celle du *travail* : la problématique du manque de travail, de la perte d'emploi et du chômage, le salaire et les caisses de retraite, la diversité, l'accessibilité et la demande suffisante d'emploi (notamment pour les jeunes), le travail au noir et le travail non marchand. La représentation sociale des *syndicats* y est étroitement associée. Les éléments de réponses ayant été identifiés concernent premièrement le caractère distinct de la région quant à la présence importante des syndicats, les améliorations qu'ils ont permises ainsi que les effets négatifs de leur présence liés principalement aux salaires trop élevés. La représentation sociale de *l'éducation* comprend des éléments de réponses liés aux coûts qui y sont liés, au manque de travailleurs qualifiés et au manque de formation des citoyens de la région. Celle de *l'immigration* consiste à affirmer l'importance de l'intégration des personnes immigrantes en emploi ainsi que plus largement dans la région. La représentation sociale des *médias* est sollicitée dans le développement régional par le rôle qu'ils jouent et qui ne répond pas au besoin de la population d'être informée, mais aussi par leur rôle dans la promotion de la région.

Lorsque questionnés sur l'égalité entre les sexes, les éléments de réponse des répondants concernant la représentation sociale du *travail* sont reliés aux tâches physiques ainsi qu'à celles traditionnellement différenciées selon le sexe et aux obstacles rencontrés en emploi, dont ceux liés à la maternité. Il y est également question de la sous-représentation des femmes aux postes décisionnels et de pouvoir. L'égalité (et l'inégalité) salariale y est abondamment discutée. La représentation sociale de *l'éducation* est, un peu dans le même sens que la culture, mentionnée pour souligner son importance et son rôle dans la permanence de l'inégalité entre les sexes, mais aussi son importance dans le changement social. Il est également question du système d'éducation québécois et des problématiques actuelles comme le décrochage scolaire et le manque de professeur masculin. La représentation sociale des *syndicats* est généralement présentée dans son

rôle positif pour l'avancement de l'égalité entre les sexes, tandis que celle des *médias* y est sollicitée afin d'en faire ressortir l'image négative qu'ils offrent de la femme. Celle de *l'immigration* consiste principalement à comparer les différentes cultures pour affirmer le caractère plus égalitaire de celle québécoise.

De plus, il faut préciser que ces systèmes représentationnels baignent dans des contextes sociohistoriques dont il convient également de distinguer des éléments de contenu proprement dit. La représentation sociale du développement régional est située par les répondants dans le contexte de la mondialisation tandis que celle de l'égalité entre les sexes s'insère plutôt dans celui de la société moderne.

Les éléments qui évoluent dans ces systèmes représentationnels ont été identifiés par des entrevues semi-directives qui comprenaient plusieurs questions distinctes (présentées dans le canevas d'entrevue à l'annexe 1). Celles-ci informent sur des aspects plus ou moins différents des représentations sociales et donnent des indices distincts permettant de poser des hypothèses selon que ces éléments soient constituants du noyau central ou de la périphérie, c'est-à-dire qu'ils sont des éléments normatifs liés plus étroitement au caractère collectif de la représentation sociale ou qu'ils soient plutôt fonctionnels et concerne la variabilité entre les individus et les groupes. Nous présenterons d'abord les résultats et analyses concernant les questions relatives au développement régional et ensuite, nous présenterons celles relatives à l'égalité entre les sexes.

5. Le développement régional

Pour parvenir à mieux saisir les connaissances de sens commun que possèdent les individus de la société régionale quant au développement régional, des questions précises, portant sur la définition de cet objet et l'importance qu'ils accordent aux éléments la constituant, leur ont été posées. Ensuite, ils ont également été questionnés sur les principaux problèmes les concernant ainsi que sur les causes et les solutions à y apporter. Pour terminer, il leur a également été demandé de verbaliser quant à leur implication ainsi qu'aux pratiques et rôles y étant associés.

5.1. Définition des éléments de la représentation sociale

Les répondants ont premièrement été questionnés afin de déterminer ce à quoi correspondait le développement régional pour eux. Cette question concerne principalement l'identification du contenu de la représentation et cette première réponse est appelée ici définition spontanée du répondant. La théorie des représentations sociales présentée plus avant, ayant indiqué que celles-ci étaient mobilisées différemment selon la mise en contexte, les répondants ont ensuite été questionnés précisément sur certains aspects spécifiques du développement régional soit : le développement économique, le développement social, la culture et les services, la qualité de vie et l'environnement.

Les réponses des répondants sont présentées dans le tableau 7 selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle. Les femmes sans-emploi ont mentionné la culture, le travail, l'environnement, le développement intégré, l'inclusion et l'exclusion, la qualité de vie et un monde meilleur ainsi que les rapports sociaux. Les femmes employées manuelles ou de soutien ont parlé de la culture, de l'environnement, de la qualité de vie et d'un monde meilleur, du travail, de la croissance et de la décroissance de la population, des problèmes sociaux et des entreprises et des commerces locaux et régionaux. Les femmes employées professionnelles, quant à elles, ont fait ressortir les éléments

suivant : l'environnement, le développement intégré, les grandes industries et les multinationales, l'inclusion et l'exclusion, la qualité de vie et un monde meilleur, le travail et la culture. Du côté des hommes, ceux étant sans-emploi ont parlé de culture, de croissance économique, d'environnement, de gouvernance, de grandes industries et de multinationales, d'immigration, d'inclusion et d'exclusion, de qualité de vie et d'un monde meilleur, de rapports sociaux, de représentation politique, de services, de croissance et de décroissance de la population. Les hommes ayant un emploi manuel ou de soutien ont mentionné la croissance économique, le travail, les grandes industries et les multinationales, la culture, l'éducation, les entreprises et les commerces locaux et régionaux, l'environnement, la gouvernance, l'inclusion et l'exclusion, la mondialisation, la position géographique, les problèmes sociaux, les rapports sociaux, la qualité de vie et un monde meilleur ainsi que le syndicat. Finalement, les hommes employés professionnels ont mentionné les éléments de la représentation sociale suivant : la croissance économique, l'environnement, le développement intégré, la qualité de vie et un monde meilleur, les problèmes sociaux, les ressources naturelles et le travail.

Premièrement, les éléments de ce tableau seront brièvement présentés pour ensuite être décrits plus en détail. Ensuite, ils seront analysés selon le tableau de classification présenté plus avant (tableau 6), avant d'être interprétés. Il ressort premièrement une différence importante entre les femmes et les hommes questionnés : les hommes amènent plus d'éléments de réponse et ceux-ci sont plus diversifiés. Lorsqu'ils ont été questionnés sur ce à quoi correspondait le développement régional, les répondants des deux sexes ont spontanément mentionné : la croissance de la population comme un besoin, le travail, le développement intégré, les grandes industries et les multinationales, ainsi que les entreprises et les commerces locaux et régionaux. Ce dernier élément est rarement et brièvement mentionné : seuls les hommes et les femmes possédant un emploi manuel ou de soutien ont nommé les commerces sans s'y attarder. Les femmes se distinguent par la mention spontanée de l'inclusion et de l'exclusion sociale. Les hommes, quant à eux, ont mentionné : la croissance économique, la gouvernance, les problèmes et les rapports sociaux, les services et les syndicats.

Lorsque questionné sur les différents aspects spécifiques permettant d'élargir leurs définitions, il s'avère que les femmes n'ont fait mention d'aucun élément n'ayant pas été mentionné par les hommes. Les deux sexes ont ajouté à leurs définitions spontanées : la culture, l'environnement, la qualité de vie et la représentation politique. Ils ont également en commun l'inclusion et l'exclusion

Tableau 8: Définition des répondants quant au développement régional selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle

Catégories socioprofessionnelles	Femmes	Hommes
Personnes sans-emploi	<ul style="list-style-type: none"> -culture -travail -environnement -développement intégré -inclusion et exclusion -qualité de vie et monde meilleur -rapports sociaux 	<ul style="list-style-type: none"> -culture -croissance économique -environnement -gouvernance -grandes industries et multinationales -immigration -inclusion et exclusion -qualité de vie et monde meilleur -rapports sociaux -représentation politique -services -croissance et décroissance de la population
Employés (es) manuels (es) et de soutien	<ul style="list-style-type: none"> -culture -environnement -qualité de vie et monde meilleur -travail -croissance et décroissance de la population -problèmes sociaux -entreprises et commerces locaux-régionaux 	<ul style="list-style-type: none"> -croissance économique -travail -grandes industries et multinationales -culture -éducation -entreprises et commerces locaux et régionaux -environnement -gouvernance -inclusion et exclusion -mondialisation -position géographique -problèmes sociaux -rapports sociaux -qualité de vie et monde meilleur -syndicat
Employés (es) professionnels (es)	<ul style="list-style-type: none"> -environnement -développement intégré -grandes industries et multinationales -inclusion et exclusion -qualité de vie et monde meilleur -travail -culture 	<ul style="list-style-type: none"> -croissance économique -environnement -développement intégré -qualité de vie et monde meilleur -problèmes sociaux -ressources naturelles -travail

sociale qui n'étaient mentionnées spontanément que par les femmes ainsi que les problèmes et les rapports sociaux qui ne l'étaient que par les hommes. En plus, les hommes uniquement ont mentionné : l'immigration, la mondialisation, la position géographique, les ressources naturelles et l'éducation décrite d'ailleurs par les employés manuels et de soutien comme étant un investissement. Les éléments les plus fréquemment mentionnés par les hommes et les femmes sont la culture, l'environnement, le travail, la qualité de vie et le développement intégré.

Le développement intégré est un peu plus souvent mentionné par les femmes, mais discuté plus abondamment par les hommes. Il correspond à une définition du développement qui intègre autant le développement économique que social et culturel, que ces objectifs soient ou non hiérarchisés par les répondants. Chez les deux sexes, ce sont les professionnels qui en font le plus mention, tandis qu'il est peu mentionné par les sans-emploi et ne l'est pas du tout dans la définition des employés manuels et de soutien. Le répondant 11 (employé professionnel) fait un commentaire qui caractérise bien les réponses obtenues sur ce thème :

C'est pas nécessairement économique dans ce sens-là parce que quand j'en parle, il y a un aspect économique, mais il y a un aspect social, il y a un aspect, il y a différents aspects que ça peut prendre, les ressources sont de différentes natures pis on peut les utiliser de différentes façons. Donc pour moi le développement, ça a un volet qui est très très très large.

Chez les deux sexes, ce développement intégré sous-tend le plus souvent une prédominance de l'aspect économique. Cependant, la prédominance du politique a également été mentionnée chez les femmes, de même qu'un développement intégré sans hiérarchisation des différents aspects chez les hommes.

Même si mentionné par les deux sexes, les femmes font plus référence que les hommes au travail, mais de façon variable. Il est fait mention chez les femmes du manque d'emploi, de l'importance de celui-ci afin d'augmenter la qualité de vie et de diminuer la pauvreté et les écarts salariaux. On y trouve également l'importance de considérer le travail domestique, ainsi que la question de la durabilité des emplois pour garder les jeunes en région. La répondante 10 (employée manuelle et de soutien) commence ainsi : « ben c'est que les jeunes restent en région pis qu'on ramène aussi des gens de l'extérieur aussi pour partir des entreprises pis évoluer ». Les hommes quant à eux font référence aux salaires et à la diminution du nombre d'emplois en raison de la modernisation. Ainsi, le répondant 6 (employé manuel et de soutien) explique :

On prend pour l'exemple d'Alcan icit, euh... dans les années vingt t'avais vingt milles, trente mille personnes qui travaillaient là, à la construction et à l'opération de l'usine pis c'est sûr qu'au fil des années, avec l'avancement de la technologie, ça requiert toujours de moins en moins de monde.

De plus, les hommes mentionnent les grandes industries et les multinationales plus souvent que les femmes. Seule, une employée professionnelle (la répondante 12) en fait mention. Elle affirme la problématique de conflit entre patrons et employés et les pertes d'emploi que cela occasionne :

Je vois quand même tout ce qui se passe, s'il y a des grèves, comme Novalis⁸ qui ferme, c'est des choses qu'on entend. C'est sûr que ça nous touche toujours parce qu'on sait que c'est des emplois qu'on perd puis euh... on sait que ça se rattache à des PME qui eux aussi vont perdre une grosse usine, qui eux aussi vont avoir de la difficulté à vivre. C'est sûr que ça fait pas de bien aux PME.

On retrouve également cette mention chez les hommes, à laquelle on peut ajouter des éléments de réponse faisant plutôt référence aux aspects positifs de la présence des grandes industries et des multinationales dans la région. Ces dernières sont vues comme consommatrice de main-d'œuvre et de produits et services régionaux, par exemple, le répondant 6 (employé manuel et de soutien) mentionne :

Mais l'Alcan vit pas tout seul et a besoin de produit à côté pis les produits pis les services à côté ben c'est les gens de la région qui les fournissent, qui fournissent la main-d'œuvre à ces industries-là, pis y fournissent aussi les services, pis les produits qui a, qui peuvent fournir parce que normalement ces grandes compagnies-là essaient d'acheter régionalement. Pis le développement social par rapport à ces grosses organisations-là ben c'est un peu toute la collectivité qui participe à ça.

Quant à la variabilité selon le sexe des répondants au sujet de la qualité de vie, de nombreuses réponses liaient celle-ci à l'emploi, autant chez les hommes que chez les femmes. Les femmes ont également mentionné la qualité de vie liée à la région en particulier et son importance dans le développement régional. Les hommes l'ont plutôt lié à l'environnement et aux services. Les professionnels sont ceux qui parlent le plus de qualité de vie lorsqu'il est question de définir le

⁸ Novalis a fermé son usine d'aluminium de Saguenay et a congédié 160 travailleurs de la région le 1 août 2012. Le siège social de cette entreprise est situé à Atlanta et est une filiale du géant indien de l'aluminium Hindalco.

développement régional.

On remarque une plus grande variabilité quant aux éléments de réponses culturels. Les femmes soulignent en grande majorité l'importance de la culture dans le développement régional tout en ajoutant que cela importe peu ou pas pour elles. Par exemple, la répondante 9 (employée manuelle et de soutien) dit : « oui a |la culture| serait importante, mais moi je ne me m'attarde pas à la culture ». Il est également mentionné la présence en région de la culture malgré une difficulté d'accès. Les hommes, quant à eux, mentionnent principalement la nomination de Saguenay comme Ville culturelle ainsi que la spécificité culturelle régionale. Par exemple, le répondant 4 (employé manuel et de soutien) affirme :

Ouais, la région a se développe aussi avec la culture, c'est ben important. On a été la région culturelle, l'année passée, sûrement que ça aide, beaucoup même de ça. On est connu à l'extérieur de la région beaucoup, avec ce qui se passe, les artistes de la région, il y en a en masse qui se développe là-bas.

Les répondants sans emploi, qu'ils soient de sexe féminin ou masculin, sont ceux qui font le plus référence à la culture comme élément de définition du développement régional. Ceux-ci mentionnent également plus souvent l'inclusion et l'exclusion sociale. La répondante 7 raconte :

Au niveau social, c'est l'inclusion. C'est drôle de vous dire ça parce qu'actuellement on fait beaucoup d'exclusion, sauf que pour moi c'est inclure les gens. J'ai entendu pendant le temps des fêtes un semi-voyant, presque un non-voyant, un monsieur (...) qui fait une émission sur internet et puis on l'a passé sur les ondes de la SRC, puis qui disait inclure tout le monde, peu importe l'handicap, peu importe la restriction qu'ils ont, tout le monde, tout le monde peut contribuer à cette société-là.

Les professionnels, quant à eux, sont ceux qui mentionnent le moins la culture.

Au sujet de l'environnement, une majorité des commentaires émis soulignent l'importance de l'environnement dans le développement régional et le fait que cela représente l'avenir de nos enfants et de la planète. Ces commentaires proviennent principalement des femmes et sont plus rares chez les hommes. Ces dernières mentionnent l'importance des gestes individuels ainsi que celle d'augmenter la conscientisation face à cet enjeu. Les hommes quant à eux mentionnent plutôt

le développement des technologies propres. Plusieurs mentionnent également l'immobilisme des décideurs politiques et économiques face à cet enjeu. Cette mention concerne principalement les hommes et rarement les femmes. De plus, un homme y ajoute que les petits gestes n'ont aucun impact face à un immobilisme généralisé. Les professionnels sont ceux qui font le plus souvent mention de l'environnement. Pour illustrer, le répondant 11 :

On est conscient de ça [l'environnement], pis de plus en plus conscient. Parfois on est un peu critique ou sceptique parce qu'on se dit : ouais, y nous demande de faire des choses, pis par contre d'un autre côté, tu regardes les producteurs de compagnie pis tout ça, qui sont eux moins respectueux, ont beaucoup plus de volume, pis toi en tant qu'individu, y essaye de te culpabiliser sur le fait que tu ramasses pas tes pintes de carton pis tes sacs de plastique. Fait que, à un moment donné, tu viens que c'est achalant un petit peu ça, d'entendre ce discours-là [...] tu dis ouais, mais coup donc, ils sont prêts à polluer l'environnement de façon exponentielle pour sauver des sous, pis d'un autre côté regarde, fait que... mais tout ça, c'est à prendre avec quand même une certaine réserve, mais c'est important.

Le thème de la représentation politique quant à lui, est mentionné par les deux sexes pour souligner l'importance qu'elle soit près des gens.

La mention de problèmes sociaux, autant chez les hommes que chez les femmes, concerne la pauvreté. Celles concernant les rapports sociaux ne se distinguent pas non plus entre les hommes et les femmes et concernent le manque de solidarité et de conciliation.

Les hommes sont les seuls à nommer la gouvernance dans leur définition du développement régional, et ce pour critiquer les pertes d'emploi et d'expertise liées à la sous-traitance du gouvernement ainsi que l'absence de contrôle sur les ressources naturelles de la région. Le répondant 2 (sans-emploi) affirme : « Le développement régional, je dirais moi personnellement, ça c'est ma définition, ça serait qu'on devienne, qu'on contrôle plus nos ressources naturelles, euh... pis qu'on puisse décider, qu'on soit un petit peu maître chez nous ». Il ressort que les professionnels sont les seuls répondants à ne pas faire mention de la gouvernance.

Chez ces derniers, il est fréquemment fait mention de croissance économique. Il est à noter qu'une variabilité entre les différentes positions sociales est observée. La plupart des hommes occupant un emploi de professionnel ainsi que ceux occupant un emploi manuel et de soutien, définissent

spontanément le développement régional en notant le besoin et l'importance de créer une synergie entre les différents acteurs sociaux pour y parvenir. Les autres commentaires provenant des employés manuels et de soutien se retrouvent également chez les sans-emploi qui affirment la nécessité de la croissance économique pour parvenir au développement. Chez les hommes, toutes les catégories socioprofessionnelles mentionnent spontanément la croissance économique dans leur définition du développement régional. Les hommes sans emploi, comparativement aux autres hommes, sont ceux qui en font le moins référence. Les services, cependant, ne sont mentionnés que par ces derniers pour affirmer leur plus grande disponibilité en région. Un employé manuel et de soutien mentionne les syndicats pour en faire la critique et commenter son côté dépassé, comparativement à ce qui est observé ailleurs.

Analyse selon les éléments constitutifs de la représentation sociale (tableau 6)

Afin d'en faciliter l'analyse et la compréhension, les éléments mentionnés par les répondants pour définir le développement régional ont été ramenés dans le tableau de classification vu précédemment (tableau 6). Lorsqu'ils le définissent, les hommes et les femmes mentionnent de façon équivalente les aspects sociaux et culturels, de même que les éléments politiques. Cependant, les répondants sans emploi sont ceux qui font le plus référence à des éléments sociaux ou culturels. Les hommes font plus référence que les femmes aux éléments économiques de la représentation. Les répondants sans-emploi sont ceux qui y font le moins référence et les employés manuels et de soutien ceux qui en parlent le plus. Les hommes sont également les seuls à mentionner des référents représentationnels spatiaux. De plus, ils se distinguent par leur mention de la représentation sociale de l'immigration et des syndicats dans leur définition du développement régional. Pour l'immigration, seuls les sans-emploi le mentionnent, tandis que pour les syndicats, seuls les employés manuels et de soutien le font. Les femmes quant à elles, font plus appel que les hommes à la représentation sociale du travail : les femmes de toutes les catégories socioprofessionnelles la mobilisent. Cependant, chez les répondants des deux sexes, ce sont les employés manuels qui en font le plus mention.

Interprétation de la définition des répondants quant au développement régional (tableau 7)

Tous les éléments du contenu de la représentation sociale présentés plus haut ont été nommés lors de cette question, sauf la représentation sociale des médias qui n'a pas été mobilisée par les répondants. Il est probable que cette représentation sociale se retrouve à être éloignée dans le

système représentationnel du développement régional. Celle du travail est cependant très présente dans les réponses des répondants et pour cela, doit être intégrée plus étroitement que celle de l'éducation, des syndicats et de l'immigration qui, en comparaison, sont peu présentes.

La variabilité, selon la position sociale des répondants, fait ressortir les relations de pouvoir entre les membres de l'organisation sociale retrouvée au Saguenay-Lac-Saint-Jean qui, rappelons-le, peut être caractérisée par une situation d'égalité entre les sexes moins favorable qu'ailleurs au Québec. Les représentations vues comme des principes relationnels de hiérarchie et/ou d'opposition permettent d'interpréter les résultats obtenus selon une approche féministe. Selon celle-ci, la sphère économique domine actuellement les autres sphères (politique, culturelle, sociale...) et le développement y est vu comme fondamentalement patriarcal (au même titre que le capitalisme) : les hommes sont ceux qui détiennent le pouvoir dans ces sphères où les femmes sont encore sous-représentées. Ajoutés au cadre d'analyse des représentations sociales, les résultats obtenus confirment la domination du pôle économique qui est valorisé par les hommes en comparaison des autres pôles. Cette prépondérance de l'économique chez le groupe dominant est cependant mieux exprimée dans la variabilité entre les sexes que dans celle observée entre les différentes catégories socioprofessionnelles : les référents à l'économie se retrouvent un peu plus souvent chez les employés manuels et de soutien que chez les professionnels.

Il demeure cependant que les personnes sans emploi sont celles qui font le moins appel à des référents économiques tout en mobilisant plus fréquemment des éléments sociaux et culturels. Ce qui n'est cependant pas le cas chez les femmes qui se distinguent plutôt par la mobilisation de la représentation sociale du travail. Cependant, pour les femmes, le travail semble être un moyen de parvenir à des objectifs sociaux et culturels comme celui de la qualité de vie, de la réduction de la pauvreté et du maintien des jeunes en région, ce qui n'est pas le cas des hommes. Ceci étant dit, la valorisation d'éléments sociaux et culturels semble traduire la place qu'occupent ces répondants. Rappelons que selon la théorie des représentations sociales de Doise, les prises de position symboliques des individus traduisent leur position dans l'organisation sociale tout en permettant sa reproduction. Dans un monde où la sphère économique domine, les groupes qui détiennent le plus de pouvoir (les hommes possédant un emploi) présentent des prises de position qui leur correspondent et leur permet de perpétuer leur position sociale. Le fait que les femmes et les hommes sans emploi réfléchissent selon des termes sociaux et culturels donnés reflète et perpétue également leurs positions dans la hiérarchie sociale.

Notre recension des écrits a également fait ressortir l'élargissement de la définition du développement qui ne se limite plus à l'économique et cela transparaît dans les réponses des répondants, par exemple par la mention d'un développement intégré. Cependant, il est utile d'en faire ressortir les distinctions entre les catégories socioprofessionnelles. Les hommes et les femmes en parlent tous sauf les employés manuels et de soutien alors que ce sont les professionnels qui en parlent davantage, tandis que les sans-emploi en parlent peu. Les réponses des employés manuels et de soutien se distinguent quant à une mention plus fréquente d'éléments de nature économique et de références au travail. Il semble que chez ce groupe, la notion du développement intégré est peut-être moins intériorisée, même si sa présence demeure indéniable par l'observation des référents sociaux et environnementaux. Il est possible de faire l'hypothèse que le niveau d'éducation a une influence importante sur le changement (son degré et sa vitesse) dans les représentations sociales.

5.2. La hiérarchisation

La question suivante a pour objectif de connaître les éléments qui sont les plus importants selon les répondants. Rappelons que cette hiérarchisation, selon la théorie des représentations sociales, permet de poser des hypothèses quant à l'organisation de la représentation (sa structure) et qu'elle implique la reconnaissance de la position sociale et de la participation individuelle et collective de l'individu. C'est également cette hiérarchisation qui permet aux individus d'identifier les causes et les solutions optimales des problèmes sociaux, économiques et politiques. En tant que principes organisateurs, elle permet d'identifier la supériorité de certains thèmes par rapport à d'autres.

Parlant de cette question, il est intéressant de noter que les femmes mentionnent davantage de thèmes et répondent également davantage que les hommes, l'inverse étant généralement observé tout au long de l'analyse des représentations sociales. Cependant, il convient de nuancer en prenant compte des différentes catégories socioprofessionnelles. Les différences entre les hommes et les femmes sans emploi sont minimales. Par contre, chez les employés manuels et de soutien, les hommes parlent davantage que les femmes. Les employés professionnels font à eux seuls cette différence : les hommes de cette catégorie se démarquent en parlant beaucoup, tandis que les femmes le font en parlant peu.

Le tableau 8 présente les éléments de la hiérarchisation au sein de la représentation sociale du

développement régional mentionné par les répondants. Les femmes sans emploi ont mentionné les rapports sociaux, l'inclusion et l'exclusion sociale, la qualité de vie, la gouvernance, le travail ainsi que l'environnement. Les femmes employées de soutien ou manuelles ont parlé de développement intégré, de l'économie, de l'éducation et du travail. Les femmes employées professionnelles ont mentionné les grandes industries et les multinationales, la gouvernance, les entreprises et les commerces locaux et régionaux, la culture, l'inclusion et l'exclusion sociale, la croissance et la décroissance de la population, l'environnement ainsi que la qualité de vie. Pour leur part, les hommes sans emploi font référence aux éléments suivants : la gouvernance, la représentation politique, le travail, la qualité de vie et la culture. Les hommes employés de soutien ou manuel ont parlé du travail, des grandes industries et des multinationales, des ressources naturelles, des syndicats, des entreprises et des commerces locaux et régionaux, de l'environnement ainsi que des rapports sociaux. Pour terminer, les hommes ayant un emploi de professionnel considèrent que le développement intégré est ce qui importe.

Pour cette question, les répondants des deux sexes ont nommé les rapports sociaux, l'environnement à préserver, la qualité de vie, la gouvernance à améliorer, le travail, la situation actuelle des grandes industries et multinationales dans la région, le développement intégré, les entreprises et les commerces locaux et régionaux ainsi que la culture.

Les rapports sociaux correspondent à tout ce qui concerne et caractérisent les relations humaines et sont nommés plus souvent par les femmes sans-emploi, mais se retrouvent également chez les hommes employés manuels et de soutien. Il y est observé une certaine variabilité, même s'il est question de communication pour les deux sexes. Chez les femmes, il s'agit de communication pour améliorer les rapports sociaux, au même titre que la bienveillance qui y est également mentionnée. Pour les hommes, il est plutôt question d'une critique de la génération des jeunes qui communique différemment et où l'aspect humain est jugé de moins bonne qualité. Le thème de l'environnement se retrouve principalement chez les femmes et est surtout mentionné pour mettre l'accent sur son importance en tant qu'enjeu social. Celui de la qualité de vie se retrouve dans la même situation : il se retrouve majoritairement chez les femmes.

Tableau 9 : Hiérarchisation des répondants quant au développement régional selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle

Catégories socioprofessionnelles	Femmes	Hommes
Personnes sans-emploi	<ul style="list-style-type: none"> -rapports sociaux -inclusion et exclusion sociale -qualité de vie -gouvernance -travail -environnement 	<ul style="list-style-type: none"> -gouvernance -représentation politique -travail -qualité de vie -culture
Employés (es) manuels (es) et de soutien	<ul style="list-style-type: none"> -développement intégré -économique -éducation -travail 	<ul style="list-style-type: none"> -travail -grandes industries et multinationales -ressources naturelles -syndicats -entreprises et commerces locaux-régionaux -environnement -rapports sociaux
Employés (es) professionnels (es)	<ul style="list-style-type: none"> -grandes industries et multinationales -gouvernance -entreprises et commerces locaux et régionaux -culture -inclusion et exclusion sociale -croissance et décroissance de la population -environnement -qualité de vie 	<ul style="list-style-type: none"> -développement intégré

Il existe cependant une variabilité assez importante entre elles par le fait que celle-ci peut être associée à l'emploi, à l'environnement ou à l'objectif de parvenir à un monde meilleur. Les employées manuelles et de soutien n'y font cependant pas référence. Comme pour les thèmes de l'environnement et de la qualité de vie, celui de la gouvernance est considéré plus important pour les femmes que pour les hommes. Il est toutefois toujours question de l'amélioration de celle-ci par divers moyens. Par exemple, selon la répondante 5 (employée professionnelle), il s'agit d'augmenter la concertation entre les divers paliers :

Moi je pense qu'il y ait concertation de tous ces niveaux de politique là. Moi je dis toujours que c'est la politique, mais la politique en concertation. Tu sais, on part de la mairie d'ici, après ça on s'en va au provincial, après ça au fédéral. Alors

il faudrait que tout ce beau monde-là soit en accord sur des politiques, même pas seulement que les ministres, mais j'ai peut-être une idée préconçue pas préconçue, mais une idée peut-être qui est impossible un peu.

Pour ce qui est des réponses concernant le développement intégré, les réponses des hommes professionnels y sont directement reliées. Par exemple, un de ceux-ci, le répondant 11 affirme:

Ben moi je pense que, économique, social, ça tu sais, ça va de soi. Tu peux pas avoir un développement économique sans qui ait un développement social, pis il y a la question de la qualité de vie, ça vient avec. C'est un... ça va ensemble, c'est une symbiose, faut que ça se développe dans un équilibre là, pis dans une harmonie. Normalement c'est ce qu'on recherche, en tout cas c'est l'objectif, c'est peut-être pas le résultat, mais c'est l'objectif.

La variabilité entre les éléments de réponses est faible en ce sens que ceux-ci consistent à mettre de l'avant un développement intégré même si pour certains l'économique est nécessaire et que pour d'autres, c'est plutôt le politique.

Il n'existe pas une grande variabilité chez ceux qui mentionnent le travail : la plupart le font pour parler de l'accessibilité, de la diversité et de la demande des emplois. Le manque et les pertes d'emplois sont également mentionnés, de même que les avantages psychologiques et sociaux qu'un emploi procure. La répondante 10 (employée manuelle et de soutien) l'exprime justement : « le travail c'est important, c'est sûr que quand on se sent utile, ça aide ». Les hommes et les femmes professionnels (les) se distinguent, car ils sont les seuls à ne pas faire mention du travail.

La présence des grandes industries et des multinationales sur le territoire régional ressort beaucoup plus souvent comme importante que celle des commerces et entreprises locaux. Les personnes sans emploi se distinguent par l'absence de la mention de ces deux éléments économiques

Pour ce qui est de la mention de la culture, il existe une grande variabilité où chaque élément ne se retrouve qu'une fois. Il y est question de sauvegarde de la langue française ainsi que du patrimoine. Il y est également fait mention des difficultés d'accès.

Les femmes uniquement ont mentionné l'inclusion et l'exclusion sociale, l'éducation, la croissance et la décroissance de la population ainsi que l'économie en général. Les femmes employées de

soutien et manuelles sont les seules parmi les femmes à ne pas mentionner l'inclusion et l'exclusion sociale et il existe une grande variabilité entre celles qui en parlent : certaines parlent de l'importance de la qualité et de l'influence de chaque personne qui habitent la région, une autre de l'importance d'inclure les femmes et encore une, de préjugés et de discrimination. Une d'entre elles, la répondante 1 (sans-emploi) partage : « il y a des préjugés, trop de préjugés ».

Parmi les éléments uniquement mentionnés par les femmes, nous retrouvons l'importance de l'éducation pour améliorer la conscience citoyenne et ce, chez les employées de soutien et manuelles tandis que la décroissance de la population et la dévitalisation des milieux ressortent chez les répondantes de la catégorie des professionnelles.

Les hommes quant à eux, nomment la représentation politique, les ressources naturelles et les syndicats. Les hommes sans emploi mentionnent la représentation politique et plus précisément l'imputabilité et l'importance des élus locaux. Le répondant 2 dit : « Bon là faudrait, évidemment, si on a le processus de décision, faut avoir un processus de représentation politique [...] ben là je veux dire, autrement dit, nos élus y soient redevables de ça, qui soit redevable à nous autres »

Les hommes possédant un emploi manuel ou de soutien se distinguent par la mention des ressources naturelles et de l'importance de leur transformation comme des éléments primordiaux du développement régional. Ils mentionnent les syndicats comme un élément important, mais négatif. Par exemple, le répondant 4 explique :

Oui, il y a juste un hic, les syndicats [...] qui bloquent le développement je trouve. [...] ben on est rendu avec trop d'emplois syndiqués, rémunérés trop haut, [...] mais veux veux pas, ça nuit quelque part, moi je trouve que ça nuit. Tout le monde y veulent avoir gros icit, pis avec la mondialisation qu'il y a, on peut plus suivre le monde amancher comme on est là, nos salaires sont hauts, fait que tout transfert à l'extérieur, toutes s'en vont. On perd nos usines, regarde Rio Tinto, y veulent toutes s'en aller ailleurs.

Les éléments complètement absents sont la croissance économique, les services, la position géographique, les médias, l'immigration et les problèmes sociaux.

5.2.1 Analyse selon les éléments constitutifs de la représentation sociale (tableau 6)

Lorsque les éléments de réponses mentionnés par les répondants sont ramenés dans le tableau de classification, il ressort que les femmes considèrent les thèmes de nature sociale ou culturelle beaucoup plus importants que les hommes. Malgré leur faible taux de réponse, les hommes font appel autant que les femmes aux éléments économiques, politiques et aux thèmes transversaux. Cependant, la plus grande représentativité des éléments culturels et sociaux ne s'observe pas chez les femmes employées manuelles et de soutien qui ne le mentionnent à aucun moment. Les répondants sans emploi sont ceux qui se distinguent le plus parmi les catégories socioprofessionnelles. Ils ne mentionnent pas d'élément de nature économique ni ceux se référant aux thèmes transversaux. Cependant, ils sont ceux qui font le plus appel à des éléments de nature politique.

5.2.2. Interprétation de la hiérarchisation dans le développement régional selon les répondants (tableau 8)

La hiérarchisation permet de poser des hypothèses sur l'organisation de la représentation sociale. Les éléments complètement absents de cette hiérarchisation sont la croissance économique, la position géographique, les services ainsi que les représentations sociales de l'immigration et des médias. La situation de ces dernières, auxquelles est ajoutée celle de l'éducation qui est peu mentionnée, confirme leurs positions éloignées dans le système représentationnel du développement régional. L'absence d'éléments de nature spatiale semble confirmer la thèse de Favory (2003) présenté dans Breux (2012:195) selon laquelle les représentations spatiales sont intégrées de façon fragmentaire aux représentations sociales, malgré la présence de l'espace dans ces dernières. Cet auteur, en ce sens, parle plutôt de représentativité spatiale, ce qui nous semble plus juste, car les commentaires des répondants (même si absents dans cette question) constituent un ensemble de connaissances collectives liées à la spatialité (portant notamment sur le positionnement nordique et éloigné de la région).

L'absence de la croissance économique ne semble pas indiquer, après analyse, qu'elle n'est pas centrale, mais plutôt qu'elle est liée aux grandes entreprises et multinationales et aux entreprises et commerces locaux et régionaux (dans une moindre part) présents sur le territoire régional. De plus,

l'observation de la variabilité entre les différents éléments conduit à la considérer comme l'élément le plus central et normatif de la représentation sociale du développement régional. En considérant les quatre champs cognitifs de Moliner (1996) tiré de Seca (2010), il semble que la croissance économique soit une norme qui définit le développement régional et qui permet d'évaluer et de juger de sa performance. Les autres éléments économiques, en ce sens, sont également des éléments centraux en ce qu'ils permettent de parvenir à cette croissance. La valeur accordée à la présence de la grande industrie qui domine celle correspondant aux entreprises locales et régionales ainsi que la question de la transformation des ressources naturelles sont des éléments stables de la représentation sociale en ce qu'ils sont intimement liés à la mémoire collective et à l'histoire régionale et qu'ils résistent au changement. La représentation sociale du travail, qui est celle qui gravite le plus près, semble être liée étroitement à ces éléments définitionnels de la représentation sociale du développement régional.

Toujours selon la classification de Moliner (1996) tiré de Seca (2010), le domaine politique semble lié à la périphérie en ce qu'il est plutôt mobilisé dans un rôle descriptif et est principalement constitué d'attentes. De plus, les éléments mentionnés sont principalement rapportés dans un contexte immédiat. Par exemple, pour ce qui est de la gouvernance, il y est question de corruption, du Plan Nord, de coupure budgétaire, de caisse de retraite. De même que pour la représentation politique : il y est question du maire de Saguenay, Jean Tremblay, du premier ministre du Canada, Stephen Harper et de représentation politique à une échelle près des gens. Les thèmes sociaux et culturels sont dans la même position en ce qu'ils se situent également en termes d'attentes et d'immédiateté.

La présence et la prégnance des thèmes transversaux semblent ici aussi, suggérer une certaine transformation de la représentation. En se basant sur Flamant (1993) dans Abric (1994a : 82), l'introduction du concept de développement intégré représenterait une transformation progressive de la représentation, car les pratiques nouvelles y étant liées ne sont pas en rupture, ni en contradiction avec le noyau central. Le fait que ce développement intégré soit encore défini avec une prédominance de l'aspect économique illustre bien le caractère progressif de la transformation. Le thème transversal de l'environnement, quant à lui, semble contredire le noyau central de la représentation plus fortement et aboutit plutôt, toujours en s'appuyant sur Flamant (1993) lu par Abric (1994a:82), à une transformation résistante en ce que les nombreuses contradictions sont gérées par la périphérie. Cependant, selon la théorie, la multiplication de ces contradictions, à

échéance, remet en cause le noyau central. Si cette transformation se poursuit, le développement intégré et l'environnement se déplaceront vers le centre en perdant leur statut évolutif et lié au contexte immédiat pour devenir de plus en plus consensuel et résistant au changement.

Il est utile ici de rappeler que les effets de genre ne conduisent pas à deux représentations sociales différentes. Les différences dans la centralité de la représentation sociale du développement régional entre les femmes et les hommes se retrouvent à être l'expression de la variabilité prenant place au sein de différentes positions sociales et des relations de pouvoir y intervenants. Cela est confirmé ici par la fréquente mention des éléments sociaux et culturels par les femmes et l'absence de mention d'élément économique par les personnes n'ayant pas d'emploi. La pensée sociale de ces deux groupes, dans une société où le domaine économique domine, laisse entrevoir une correspondance avec leur position respective au sein de cette société, où les femmes et les sans-emploi sont dans une situation hiérarchiquement inférieure.

Il semble que la position sociale influe également sur le sens des préoccupations et des besoins y étant liés. Les femmes sont celles qui nomment le plus l'importance de la gouvernance alors que les sans-emploi (tous sexes confondus) mentionnent le plus souvent la catégorie des éléments politiques. Lorsque questionné quant à ce qu'il y a de plus important dans le développement régional, les professionnels ne sont pas préoccupés par le travail qui n'est, à aucun moment, identifié comme important par eux comparativement aux autres catégories socioprofessionnelles qui en parlent en terme d'accessibilité, de diversité et de demande. Ces éléments semblent, au contraire, être des questions importantes pour eux. En contrepartie, les répondants féminins ainsi que ceux sans emplois semblent plus préoccupés par le domaine politique et l'importance du travail de ces représentants dont les décisions peuvent avoir un impact plus important en terme de besoins essentiels, étant dans une position sociale hiérarchiquement moins élevée et relativement plus dépendante.

5.3. Description des problèmes, des causes et des solutions

Les répondants ont été questionnés afin d'identifier quels sont, selon eux, les problèmes que rencontre le développement régional au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Ils ont également été questionnés quant aux causes et aux solutions s'y rapportant. Les réponses des participants ont été

classées selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle et sont présentées sous forme de tableaux distincts selon qu'il s'agit des problèmes, des causes ou des solutions (tableaux 9, 10, 11).

5.3.1. Les problèmes

Cette section concerne spécifiquement les éléments de la représentation sociale sollicités lorsque les répondants sont questionnés quant aux problèmes qu'ils identifient dans le développement régional du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Le tableau 9 présente les résultats classés selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle des répondants. Pour les femmes sans-emploi, les problèmes correspondent aux éléments de la représentation sociale du développement régional suivants : l'environnement, la gouvernance, les grandes industries et les multinationales, l'inclusion et l'exclusion, la représentation politique et le travail. Les femmes ayant un emploi manuel ou de soutien ont, quant à elles, mentionné la position géographique, la qualité de vie et un monde meilleur, la croissance et la décroissance de la population ainsi que les services. Les femmes professionnelles ont parlé de gouvernance, de grandes industries et de multinationales, de mondialisation et de représentation politique.

Les hommes sans emploi ont plutôt mentionné le travail, la croissance et la décroissance de la population, l'éducation, la gouvernance, les grandes industries et les multinationales ainsi que les ressources naturelles. Les hommes employés manuels ou de soutien ont nommé la position géographique et les grandes industries et les multinationales. Pour leur part, les hommes professionnels ont parlé des entreprises et des commerces locaux et régionaux, de la croissance et de la décroissance de la population, de l'éducation, de la gouvernance, des grandes industries et des multinationales, des médias, des problèmes sociaux, des rapports sociaux, des ressources naturelles et des syndicats.

Les problèmes identifiés par les répondants des deux sexes font appel aux éléments suivants de la représentation sociale du développement régional : la croissance et décroissance de la population, la gouvernance, les grandes industries et multinationales, la position géographique et le travail en termes de chômage, de manque et de perte d'emploi. La gouvernance et les grandes industries et multinationales reviennent souvent comme réponse chez les répondants des deux sexes. Les grandes industries et les multinationales sont mentionnées par toutes les catégories

socioprofessionnelles. Chez les femmes, cela concerne principalement leur trop grand pouvoir. Lorsque les grandes industries et les multinationales sont nommées chez les hommes, c'est principalement pour faire mention de grève, de lock-out et de fermeture.

Tableau 10: Les problèmes identifiés par les répondants selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle

Catégories socioprofessionnelles	Femmes	Hommes
Personnes sans emploi	<ul style="list-style-type: none"> -environnement -gouvernance -grandes industries et multinationales -inclusion et exclusion -représentation politique -travail 	<ul style="list-style-type: none"> -travail -croissance et décroissance de la population -éducation -gouvernance -grandes industries et multinationales -ressources naturelles
Employés manuels et de soutien	<ul style="list-style-type: none"> -position géographique -qualité de vie et monde meilleur -croissance et décroissance de la population -service 	<ul style="list-style-type: none"> -position géographique -grandes industries et multinationales
Employés professionnels	<ul style="list-style-type: none"> -gouvernance -grandes industries et multinationales -mondialisation -représentation politique 	<ul style="list-style-type: none"> -entreprises et commerces locaux-régionaux -croissance et décroissance de la population -éducation -gouvernance -grandes industries et multinationales -médias -problèmes sociaux -rapports sociaux -ressources naturelles -syndicat

La variabilité liée aux éléments de réponse se référant à la gouvernance est assez faible, car la très grande majorité est liée à la gestion des ressources naturelles et cela concerne un peu plus les hommes que les femmes. Par exemple, la répondante 12 affirme (employée professionnelle) :

Ouais parce qui sont portés beaucoup, les gouvernements sont portés beaucoup à donner les ressources pour que les compagnies s'installent, sauf qu'une fois que c'est là, ce n'est pas la région qui en profite, quand ils s'en vont euh.. Y s'en vont pis la ressource, elle se perd d'un certain côté.

Il n'existe pas de variabilité entre les réponses lorsqu'il s'agit du travail. Tous les répondants s'y référant proviennent de la catégorie socioprofessionnelle des sans-emploi et ceux-ci mentionnent le chômage, les pertes et le manque d'emploi : « l'emploi c'est le plus gros problème » (répondante 3). De même que pour l'élément de la position géographique, tous s'entendent pour nommer l'éloignement et l'isolement comme étant problématiques. Les employés manuels et de soutien se distinguent, car ils sont les seuls à faire mention de la position géographique comme étant liée aux problèmes de développement au Saguenay-Lac-Saint-Jean :

Des coûts, vu qu'on est loin, ça coûte plus cher de transporter la matière, c'est sûr que ça aide pas, mais c'est sûr qu'avec l'autoroute ça va aider un peu, l'autoroute dans le parc ça va aider [...] la température, peut-être, icitte la température ça éloigne le monde aussi, on passe pour une région éloignée pis le monde on peur de venir icitte (répondant 4).

Les répondants possédant ce type d'emploi sont les seuls à ne pas faire mention de gouvernance, ce sont également ceux qui mentionnent le moins les grandes industries et multinationales.

Seules les femmes mentionnent la représentation politique, l'inclusion et l'exclusion sociale, la mondialisation, la qualité de vie, les services et l'environnement. Cependant, la qualité de vie est affirmée comme n'étant pas un problème. Les femmes ne possédant pas d'emploi sont les seules à mentionner l'environnement. Par exemple, l'une d'entre elles, la répondante 7, dénonce l'immobilisme du politique :

La politique, que le politique soit plus, cesse de se mettre à genou devant les revendications de ces gens-là. [...] il faut de l'aluminium, il y a plein d'objets qui sont faits en aluminium, sauf qu'au niveau pollution c'est le foutu bordel, il y a trop de risque pour nous actuellement alors euh...

La question de la représentation politique varie; les femmes critiquent la personne en place, que ce soit au niveau municipal, le maire de ville Saguenay, Jean Tremblay ou au niveau fédéral, le premier ministre Stephen Harper.

Les femmes employées manuelles ou de soutien se distinguent également des autres femmes, car elles sont les seules à parler des services et elles ne font pas mention de la gouvernance, des grandes industries et multinationales et de la représentation politique. Les femmes occupant un emploi de professionnels mentionnent la mondialisation :

... je pense que c'est la mondialisation là qui commence à nous faire le plus de mal. La problématique est vraiment là, la mondialisation, les Chinois sont en train de... les compagnies s'exodent tous vers la Chine et pis même qui sont rendu y s'en viennent acheter des affaires ici, y commencent à acheter des terres, pis ça va être notre eau dans pas longtemps, parce qu'ici de l'eau au Canada on a, pis à un moment donné, y vont en manquer quelque part. L'eau potable, non il y a de gros enjeu pour les années qui s'en viennent, va falloir essayer de garder nos ressources ici (répondante 12).

Les hommes quant à eux, amènent les éléments suivants : l'éducation, les entreprises et les commerces locaux et régionaux, les médias qui ne jouent pas leur rôle d'information de la population, les problèmes sociaux de pauvreté et d'endettement, les ressources naturelles et l'absence de deuxième et de troisième transformation de celles-ci, les rapports sociaux et les syndicats. Les rapports sociaux et les syndicats sont cependant présentés comme des solutions : selon leur vision, les syndicats ne représentent pas un problème pour le développement de la région et l'humanisme doit orienter les questions relatives au développement.

Plus spécifiquement, en ce qui concerne l'éducation et les entreprises locales, les hommes font mention de la faiblesse du niveau de scolarité et d'un manque de travailleurs spécialisés ainsi que du manque d'entrepreneuriat et du besoin de maintenir la viabilité des entreprises et commerces. Les hommes sans emploi sont les seuls à mentionner le travail. De plus, seuls ceux occupant un emploi manuel ou de soutien ne font pas mention d'éducation ainsi que de croissance et de décroissance de la population. Quant aux employés professionnels masculins, ils sont les seuls à inclure les entreprises et commerces locaux et régionaux comme des problèmes importants dans le développement régional. Plus spécifiquement, il y est question de problèmes vécus par les entreprises et du manque d'entrepreneuriat que l'on retrouve dans la région.

5.3.1.1. Analyse selon les éléments constitutifs de la représentation sociale (tableau 6)

Lorsqu'il s'agit des grands éléments de classification, il ressort nettement que les hommes mentionnent beaucoup plus souvent que les femmes des éléments de réponses de nature économique lorsqu'il est question des problèmes relatifs au développement de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Les femmes, quant à elles, se distinguent par la fréquente mention d'éléments à caractère politique, de même que les individus sans emploi en général. Les employés manuels et de soutien, quant à eux, se distinguent par leur mention d'éléments se référant à la spatialité représentative. Les professionnels se distinguent par la mobilisation des représentations sociales des médias et des syndicats et par leur référence au contexte actuel de mondialisation. Ce sont également eux qui font le plus mention d'éléments économiques parmi les différentes catégories socioprofessionnelles. Les personnes sans emploi sont les seules à mobiliser la représentation sociale du travail comme un problème lié au développement régional du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

5.3.2. Les causes

Cette section concerne spécifiquement les éléments de la représentation sociale du développement régional sollicités lorsque les répondants sont questionnés quant aux causes correspondant aux problèmes identifiés. Le tableau 10 présente les résultats classés selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle des répondants. Cette question est celle où le taux des réponses des participants est le plus bas. Cela s'explique en grande partie par le fait que certaines causes sont indissociables de leurs problèmes. Par exemple, l'éloignement et la mondialisation sont pour les répondants, la cause et le problème en même temps. Dans ces cas, la réponse ne se retrouve que dans les causes afin d'éviter le dédoublement d'un élément de réponse. En ce qui a trait à l'identification des causes, il existe une très nette distinction entre les femmes et les hommes. Ces derniers fournissent de nombreux éléments de réponses diversifiés, tandis que les femmes se caractérisent par la rareté de ceux-ci, car seules les femmes sans emploi en ont discuté. De plus, aucun élément mentionné par les femmes ne l'a été par les hommes.

Le tableau 10 présente les réponses obtenues auprès des répondants lorsqu'ils ont été questionnés quant aux causes du développement régional. Les femmes sans emploi ont mentionné la gouvernance, les problèmes sociaux et les rapports sociaux. Pour leur part, les hommes sans emploi ont mentionné l'éducation, les grandes industries et les multinationales ainsi que le travail, tandis que les hommes ayant un emploi manuel ou de soutien avaient pour réponse : l'éducation, la gouvernance, les grandes industries et les multinationales, la mondialisation, la position géographique, les rapports sociaux et le travail. Finalement, les employés professionnels ont mentionné les éléments suivants : la gouvernance, les entreprises et les commerces locaux et régionaux, les grandes industries et les multinationales, les rapports sociaux, les ressources naturelles ainsi que les syndicats.

Tableau 11: Les causes identifiées par les répondants selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle

Catégorie socio-professionnelle	Femmes	Hommes
Personnes sans emploi	-gouvernance -problèmes sociaux -rapports sociaux	-éducation -grandes industries et multinationales -travail
Employés manuels et de soutien		-éducation -gouvernance -grandes industries et multinationales -mondialisation -position géographique -rapports sociaux -travail
Employés professionnels		-gouvernance -entreprises et commerces locaux régionaux -grandes industries et multinationales -rapports sociaux -ressources naturelles -syndicat

À ces divers problèmes, deux éléments identifiés comme cause sont communs aux deux sexes. Il s'agit de la gouvernance et des rapports sociaux et plus précisément de l'individualisme et de la peur des autres. Il existe une variabilité entre les hommes et les femmes en ce qui concerne la gouvernance, même si tous ne parlent que de mauvaise gouvernance. Les hommes parlent

régulièrement du Plan Nord⁹ dans les causes des problèmes au développement régional lorsqu'il s'agit de gouvernance. Par exemple, le répondant 8 (employé professionnel) affirme que :

C'est mal géré oui, il y a le Plan Nord, mais là c'est ben beau le Plan Nord, créer de la richesse. Mais quand les mines y vont avoir été vidées, y vont sacrer leur camp. Mais c'est parce que derrière tout ça, derrière le Plan Nord ben faut développer, comme au Canada en particulier pis au Québec aussi, c'est qu'on développe les secteurs primaires et secondaires, mais pas assez le tertiaire.

Aussi souvent, les hommes commentent cette mauvaise gouvernance, que ce soit pour le manque de vision des décideurs, l'incompétence des élus, le manque de transparence ou la corruption. À ce sujet, le répondant 6 (employé manuel et de soutien) mentionne :

On parle pour revenir encore à nos décideurs, nos ministres pis nos gens qui nous endorment avec des belles histoires. Si ces gens-là avaient moins d'intérêt à vouloir se remplir les poches, ou à se faire remplir les poches par des lobbyistes-là qui viennent les endormir pis qui disent regardez, faites nous passer cette réglementation-là, pis quand vous allez sortir on va vous engagez à 250 000 par année.

Une répondante seulement parle de compressions budgétaires dans les retraites. À ces éléments, une femme ajoute les problèmes sociaux et parle d'appauvrissement et de souffrance de la population.

Les éléments mentionnés par les hommes sont les suivants : les grandes industries et multinationales, l'éducation, le travail, les entreprises et commerces locaux et régionaux, la mondialisation, la position géographique, les ressources naturelles et les syndicats. Cependant, ce dernier thème est plutôt présenté comme une défense de l'utilité des syndicats dans le développement régional. Un homme, le répondant 11 (employé professionnel), allie dans sa réponse manque de solidarité et syndicat :

Parce que la solidarité a nécessité une réunion alentour d'un but commun, mais là c'est assez disparate : chacun pour soi pis les autres arrangez-vous avec votre problème. Ça fait qu'au niveau de la solidarité, ça manque parce que même au niveau syndical nous autres on s'en rend compte là, les syndicats là, on développe, on développe, on développe, on améliore, on améliore, on améliore, mais si on

⁹ *Le Plan Nord* constitue la stratégie de développement du nord québécois du gouvernement libéral Charest défait en 2012. Il fut remplacé par le gouvernement péquiste de Marois qui le renommera *Le Nord pour tous*.

n'améliore pas tout un chacun, je vais te dire de quoi là, il y a de l'insatisfaction là-dedans, le monde y sont égocentriques, y pensent à leur petite affaire pis le voisin y s'en soucie pas trop.

Les hommes sans emploi sont les seuls à ne pas mentionner la gouvernance. Ils font appel à la représentation de l'éducation pour souligner le manque de volonté des individus de poursuivre des études. Tandis que pour les employés manuels et de soutien, l'éducation fait référence au manque de volonté des décideurs politiques et économiques d'y investir. Le travail, quant à lui, fait référence aux tests de classements trop restrictifs des entreprises (surtout celles du Nord) pour embaucher les travailleurs. Lorsque ce dernier est mentionné par les sans-emploi, il est question de salaire trop élevé : « ben, ils veulent trop un gros salaire, y veulent trop pour ce que les entreprises sont capables de payer » (répondant 3). Il est intéressant de remarquer que tous les éléments mentionnés par la catégorie socioprofessionnelle des sans-emploi le sont également chez les employés manuels et de soutien. Les réponses des hommes occupant un emploi de professionnel sont celles qui se distinguent le plus que ce soit par l'absence de la mention de l'éducation et du travail ou par la mention des entreprises et des commerces locaux et régionaux, des syndicats et de la transformation des ressources naturelles.

5.3.2.1. Analyse selon les éléments constitutifs de la représentation sociale (tableau 6)

Lorsque ces éléments sont ramenés dans le tableau de classification, et considérant le très faible taux de réponse des femmes à cette question, il ressort que les hommes sont les seuls à y voir des raisons de nature économique et liées à la position géographique. Les éléments de réponses de nature politiques ainsi que ceux économiques sont mobilisés plus souvent par les répondants possédant un emploi professionnel. Ceux-ci sont également les seuls à faire appel à la représentation sociale du syndicat tandis que les employés manuels et de soutien font appel au contexte de mondialisation.

5.3.3. Les solutions

Cette partie de la recherche présente les résultats associés aux solutions mentionnées par les répondants aux problèmes de développement régional. Le tableau 11 regroupe les éléments de réponses toujours selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle. Les femmes sans emploi ne mentionnent que les rapports sociaux. Les femmes employées manuelles ou de soutien mentionnent les éléments de la représentation sociale du développement régional suivant : les grandes industries et les multinationales et la position géographique et les femmes employées professionnelles : la représentation politique et la gouvernance. En ce qui a trait aux hommes, les réponses des sans-emploi sont les suivantes : la gouvernance, les grandes industries et les multinationales ainsi que le travail. Les hommes employés manuels et de soutien ont mentionné la gouvernance et la position géographique alors que les professionnels ont mentionné la croissance économique, les médias, les ressources naturelles ainsi que le travail.

Tableau 12: Les solutions identifiées par les répondants selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle

Catégorie socioprofessionnelle	Femmes	Hommes
Personnes sans emploi	-rapports sociaux	-gouvernance -grandes industries et multinationales -travail
Employés manuels et de soutien	-grandes industries et multinationales -position géographique	-gouvernance -position géographique
Employés professionnels	-représentation politique -gouvernance	-croissance économique -médias -ressources naturelles -travail

Les solutions aux problèmes de développement régional envisagées par les répondants des deux sexes correspondent à la gouvernance, à la position géographique et aux grandes industries et multinationales. Les hommes et les femmes possédant un emploi manuel ou de soutien ont en commun la mention de la position géographique et sont également les seuls à en faire mention. Il existe une plus grande variabilité entre les sexes en ce qui a trait aux personnes sans emploi et à celles occupant un emploi de professionnel; il ne s'y retrouve aucun élément commun entre les

hommes et les femmes.

Il n'y a pas de consensus au niveau de la gouvernance en ce qui a trait à résoudre les problèmes de développement régional. La femme l'ayant mentionné n'y voit pas de solution, vu l'absence de leader adéquat. Cependant, les répondants masculins envisagent des solutions que ce soit au niveau du contrôle et de la sauvegarde des ressources ou de la promotion de la région. Par exemple, le répondant 4 (employé manuel et de soutien) affirme : « la publicité, c'est que tu veux faire, montrer nos qualités qu'on a dans la région icit, nos forces (...) dérouler le tapis rouge comme Jean a faites, dans la route ».

Il n'y a pas de consensus non plus pour ce qui est des grandes industries et multinationales. Un répondant soulève la nécessité de mettre en priorité les gens d'ici et une répondante, l'importance de faire des concessions et de cesser les grèves pour conserver les emplois.

Cependant, ceux qui mentionnent la position géographique s'entendent pour constater les améliorations qui ont été faites au niveau des voies de transports que ce soit l'autoroute reliant Québec et Saguenay ou le port : « ben l'autoroute, ça aidé beaucoup, pis il y avait pas des projets aussi de voies ferrées ou bien entendu, c'est toute des bonnes solutions (...) le transport, on a le port qui est pas loin, c'est merveilleux, ça aide » répondante 10 (employée manuelle et de soutien).

Il existe également une grande variabilité chez les femmes des différentes catégories socio-économiques dans lesquelles chaque élément ne se retrouve que dans une seule de ces catégories. Seules les femmes ont nommé les rapports sociaux et la représentation politique. Les éléments de réponses liés aux rapports sociaux qui ont été mentionnés seulement par les femmes sans emploi sont diversifiés, mais très positifs dans l'ensemble : entraide, humanisme et écoute. Également, il n'existe pas une grande variabilité pour ce qui est de la représentation politique : les femmes soulignent l'importance des représentants régionaux. Cependant, seulement les professionnelles (répondante 12) en ont parlé :

Oui passer par le politique pis faire le plus de... Plus les gens en parlent, plus y parlent pour notre région, plus on va continuer d'en avoir pour notre région, c'est sûr que ça prend des gens qui sont intéressés, des bons députés, des bons maires des bons... du monde qui ont de la vision pour l'avenir pis qui stagnent pas, qui essayent toujours de continuer à attirer des choses ici pis à les conserver surtout.

Les hommes, quant à eux, ont mentionné la croissance économique, les médias, les ressources naturelles et le travail. Tous les hommes ayant mentionné la croissance économique parlent de la concertation et des objectifs communs. Par exemple, le répondant 11 (employé professionnel) :

Ben ça prendrait une concertation, ça prendrait vraiment une concertation à l'entour d'un objectif commun, avec un plan qui est précis. Après ça, une évaluation de nos forces, de nos faiblesses. Après ça, faire des choix, des créneaux dans lesquels on va s'orienter. Ensuite, de mettre les ressources en commun là-dedans, pis tu sais, ça prendrait un, je ne sais pas moi, je ne dis pas un leader, mais un plan. Ça prendrait un plan orchestré là, qui fait l'unanimité, pis qui ait une concertation à l'entour de ça.

Les médias sont plutôt perçus comme une cause des problèmes. Pour ce qui est du travail, il est question de salaire élevé et de conditions décentes. L'élément des ressources naturelles correspond à la mise en place de la deuxième et troisième transformation des ressources. Les hommes ayant des emplois manuels ou de soutien sont les seuls à ne pas mentionner le travail. Les hommes dans la catégorie des professionnels sont les seuls parmi tous les répondants à parler de croissance économique en termes de solution et à ne pas mentionner la gouvernance.

Analyse selon les éléments constitutifs de la représentation sociale (tableau 6)

Ramené dans le tableau de classification, il ressort que les hommes utilisent beaucoup plus d'éléments économiques pour formuler leurs réponses. Ils sont également les seuls à mobiliser les représentations sociales du travail et des médias. Les référents politiques sont ceux les plus utilisés par les femmes. Cependant, les femmes sans emploi utilisent uniquement des éléments de réponses liées au social et au culturel, tandis que les éléments politiques ne se retrouvent que chez les professionnelles. Les répondants possédant un emploi manuel ou de soutien sont les seuls à avoir amené des réponses liées à la position géographique de la région donc à la spatialité de la représentation, tandis que les professionnels sont ceux qui font appel le plus fréquemment aux éléments politiques et économiques.

5.3.4. Interprétation des problèmes, des causes et des solutions quant au développement régional selon les répondants (tableaux 9, 10 et 11)

Les acteurs sociaux établissent collectivement une définition des problèmes sociaux, en plus de parvenir à une certaine reconnaissance des acteurs impliqués et des « autorités compétentes » y étant associées. Cela amène également l'individu à reconnaître sa position face à ces problèmes.

De façon générale, les réponses des participants mettent en évidence une variabilité importante entre les femmes et les hommes qui démontre la reconnaissance que ces deux groupes sociaux possèdent de leur position sociale face aux problèmes liés au développement régional du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Les réponses des hommes se caractérisent par le fait qu'elles sont principalement constituées de définitions, de descriptions et de commentaires face aux problèmes existants sans remettre en question les fondements de l'organisation sociale. Les femmes, quant à elles, se distinguent justement par leur remise en question de celle-ci : elles critiquent la prédominance de l'économique, le pouvoir trop important des multinationales, l'immobilisme du politique, la mondialisation économique, etc. Les hommes reconnaissent leur position dominante en ce qu'ils acceptent l'ordre établi tel qu'il est; ils en identifient les limites et les problèmes sans questionner sa légitimité en profondeur. De même, les femmes reconnaissent leur position subordonnée en ce qu'elles la questionnent.

Plus précisément, lorsqu'il s'agit de parler des problèmes de développement régional, les éléments sociaux et culturels sont présents chez les femmes et les hommes. Ce qui caractérise les réponses des femmes est leur utilisation abondante d'éléments de nature politique, au même titre que les sans-emploi. Malgré leur faible taux de réponses à la question des causes, les femmes se démarquent en ne faisant pas de référence économique, tandis qu'à la question sur les solutions, les éléments politiques sont fréquemment mentionnés. Les femmes reconnaissent l'acteur politique comme une autorité responsable et nie la présence de l'acteur économique en ne lui reconnaissant pas ou peu de responsabilités au niveau des causes et de la résolution des problèmes de développement régional. Pour les hommes, les problèmes, les causes et les solutions sont définis principalement à l'aide d'éléments économiques. Il semble évident que l'acteur principal responsable du développement régional est, pour eux, l'acteur économique.

5.4. Le sentiment d'implication

Il est utile de rappeler que les répondants ont été questionnés quant à leur sentiment d'implication selon les trois facteurs suivant : l'identification du sujet (je me sens concerné), la valorisation de l'enjeu (c'est important) ainsi que la possibilité d'action perçue (je possède une influence). Cette partie du travail fera la recension des éléments de ces réponses. Il convient également de mentionner que l'implication et ces facteurs ne sont pas des catégories hermétiques en ce sens que certains éléments de réponses mentionnés principalement dans le facteur d'identification peuvent se retrouver chez certains répondants dans celui de valorisation. Pour éviter la redondance, ces derniers se retrouvent dans le facteur où la catégorie se retrouve le plus fréquemment.

Le tableau 12 présente les éléments de réponse se référant au sentiment d'implication des répondants. Les femmes sans-emploi ont parlé de militantisme, celles employées manuel ou de soutien, de l'absence d'enfant, du pouvoir qui ne leur appartient pas, du travail, des qualités faisant un bon citoyen et des encouragements à l'économie régionale. Tandis que celles qui ont un emploi professionnel ont mentionné le fait de ne pas être une entrepreneure, l'implication politique et sociale et les encouragements prodigués aux jeunes pour qu'ils s'impliquent. Les hommes sans emploi ont mentionné le fait que le pouvoir ne leur appartient pas ainsi que le militantisme. Ceux ayant un emploi manuel et de soutien ont parlé du fait de ne pas être un entrepreneur, du travail, d'être un payeur d'impôt et un habitant du territoire ainsi que la consommation. Pour terminer chez les hommes, les employés professionnels ont mentionné l'implication politique et sociale, le travail et les syndicats.

Premièrement, les répondants ont été questionnés directement sur leur sentiment d'implication. Les éléments de réponse y correspondant, ainsi que ceux se référant aux trois facteurs mentionnés ci-haut, ont été classés selon deux modalités : absence et présence du sentiment. Les éléments de réponses se référant à l'absence de sentiment d'implication sont au nombre de quatre; on y retrouve la question de manque de temps, l'affirmation que le pouvoir n'appartient pas aux répondants, mais aux décideurs ainsi que les faits de ne pas être entrepreneurs et de ne pas avoir d'enfant.

Les répondants affirment presque tous se sentir impliqués quant au développement régional. Seul un répondant, affirme ne pas se sentir impliqué : il s'agit d'un homme possédant un emploi manuel ou de soutien. Cependant, certains éléments correspondant au fait de se sentir peu impliqué se retrouvent chez d'autres répondants. Les éléments de réponses que l'on retrouve chez les deux sexes

Tableau 13: Le sentiment d'implication envers le développement régional commenté par les répondants selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle

Catégories socioprofessionnelles	Femmes	Hommes
Personnes sans emploi	-militantisme	-pouvoir ne m'appartient pas -militantisme
Employés manuels ou de soutien	-absence d'enfant -pouvoir ne m'appartient pas -travail -qualité d'un bon citoyen -encouragement de l'économie régionale	-non travailleur/entrepreneur -travail -payeurs d'impôt -habitant du territoire -consommation
Employés professionnels	-non-travailleur/entrepreneur -implication politique et sociale -encouragement aux jeunes à s'impliquer -syndicat -encouragement de l'économie régionale	-implication politique et sociale -travail -syndicat

qui y correspondent sont : le fait de ne pas être travailleur ou entrepreneur chez les hommes ou à la retraite chez les femmes ainsi que celui de ne pas détenir le pouvoir. Par exemple, le répondant 6 (employé manuel et de soutien) affirme : « je ne suis pas impliqué directement parce que je n'ai pas de compagnie, je ne fais pas travailler de gens ou je ne paye pas de redevance, de taxe tous les mois ». Ces éléments se retrouvent dans toutes les catégories socioprofessionnelles, mais principalement chez les employés manuels et de soutien. Seulement chez les femmes, l'élément absence d'enfant fait également partie d'un sentiment d'absence d'implication.

Les éléments liés à la présence de l'implication chez l'un et l'autre sexe sont : l'implication politique et sociale, le militantisme (cet élément diffère du premier en ce que les répondants se qualifient eux-mêmes de militants), le syndicat et le travail. L'implication politique et sociale, le militantisme et le syndicat se retrouvent plus fréquemment chez les femmes que les hommes et se retrouvent chez les personnes sans emploi (qui militent) ainsi que chez les professionnelles (qui s'impliquent que ce soit au niveau politique, social ou des syndicats). Les femmes seulement y ajoutent le fait d'encourager les jeunes à s'impliquer. Cette implication peut prendre différents visages. Par exemple, le répondant 5 (employé professionnel) dit : « moi je m'implique aussi par rapport à des

dons, des actions que je pose, j'ai faites souvent des campagnes pour les maladies du cœur, alors moi je faisais du bénévolat ». Pour ce qui est du sentiment d'implication par le travail, il concerne plus les hommes que les femmes et seulement les employés manuels et de soutien. Un de ceux-ci, le répondant 6 (employé manuel et de soutien) affirme : « fait que oui, on participe tout un peu comme travailleur en tant que... au développement de notre région ». Ces derniers, chez les deux sexes, sont également les seuls à associer sentiment d'implication et consommation.

En plus des éléments mentionnés plus haut (absence d'enfant et encouragements aux jeunes à s'impliquer), les femmes seulement mentionnent les qualités d'un bon citoyen et les encouragements à l'économie régionale. Par exemple, la répondante 9 (employée manuelle et de soutien) répond : « en consommant un peu chaque jour, ou en faisant plus attention d'acheter régional » tandis que la répondante 10 (employée manuelle et de soutien) affirme : « ben j'essaie d'être une bonne citoyenne et pas créer, pas faire de préjudice à mon prochain ». Ces deux éléments de réponses ne se retrouvent pas chez les personnes sans emploi. Les réponses mentionnées par les hommes possédant un emploi manuel ou de soutien sont les suivantes : être un payeur d'impôt et un habitant du territoire. Pour illustrer, le répondant 4 dit : « par ce qu'on paye en impôt pis tout ça, veut veut pas, on développe un peu la région, on contribue tout un peu ».

5.4.1. Le sentiment d'identification (Je me sens concerné)

En ce qui concerne l'identification, la majorité des personnes questionnées se sent concernée sauf un homme dont l'emploi est dans la catégorie manuelle ou de soutien et une femme sans emploi qui dit oui et non à cette question. Les éléments de réponses sont présentés au tableau 13. Les femmes sans-emploi ont parlé du fait d'être membre de la société et de l'implication politique et sociale, celles employées manuelles et de soutien ont mentionné l'importance des petits gestes et la protection de l'environnement. Les femmes employées professionnelles, quant à elles, ont fait référence aux éléments suivants : comme vivre ici, en tant que parent et pour leurs enfants. Les hommes sans emploi ont parlé du fait d'être membre de la société et ceux employés manuel et de soutien, du désir d'entrepreneuriat et du fait que le pouvoir ne leur appartient pas. Pour terminer, les hommes employés professionnels mentionnent le fait de vivre dans la région.

Tableau 14: Le sentiment d'identification envers le développement régional commenté par les répondants selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle

Catégories socioprofessionnelles	Femmes	Hommes
Personnes sans-emploi	-comme membre de la société -implication politique et sociale	-comme membre de la société
Employés manuels ou de soutien	-importance des petits gestes -protection de l'environnement	-désir d'entrepreneuriat -pouvoir ne m'appartient pas
Employés professionnels	-comme vivre ici -comme parent -pour nos enfants	-comme vivre ici

Les éléments communs aux deux sexes lorsqu'ils sont questionnés pour savoir s'ils se sentent concerné par le développement régional sont : vivre ici (par les professionnels) et être membre de la société (pour les personnes sans emploi) et plus spécifiquement membre de la communauté et membre de la génération active. Par exemple, le répondant 2 : « c'est parce que là, c'est quand même ma communauté là ».

Les femmes quant à elles, ajoutent à ces éléments de réponse, « pour nos enfants et comme parents », la protection de l'environnement, l'importance des petits gestes et l'implication politique et sociale qui se retrouve ici (contrairement à ce qui est retrouvé dans l'implication) chez celles ne possédant pas d'emploi. La répondante 12 (employée professionnelle) parle de ces enfants :

Ben oui je me sens toujours concernée, j'veux dire, j'ai des enfants fait que.. C'est sûr que ça nous touche d'un certain côté, mon fils est plus un manuel, fait que c'est sûr que s'il y a des compagnies qui ferment, lui y est dans la maintenance, ça fait que ça peut toujours avoir... on pense toujours à nos enfants.

Et la répondante 9 (employée manuelle et de soutien), évoque l'impact des petits gestes : « ben c'est parce que je ne me suis jamais attardée non plus là à ça.... fait que, dans le fond oui pis non, sans le vouloir pis sans y penser, là j'imagine que toutes les petites choses que je fais là, ça doit aider au bout de la ligne ».

Les éléments mentionnés seulement par les hommes sont le désir d'entrepreneuriat irréalisé et le fait que le pouvoir ne leur appartient pas. Ces réponses ne sont mentionnées que par les employés

manuels et de soutien. Par exemple, le répondant 4 explique : « parce que j'ai pas un poste pour ça, [...] c'est pas moi qui prend les décisions, je ne suis pas un homme décisionnel ben ben dans ces affaires-là ».

5.4.2. Le sentiment de valorisation (c'est important)

En ce qui concerne le sentiment de valorisation envers le développement régional, tous mentionnent l'importance de ce dernier. Les éléments de réponses sont présentés dans le tableau 14. Les femmes sans-emploi et celles employées professionnelles ont mentionné leur futur et celui de leurs enfants et celles employées manuelles et de soutien, la croissance de la région. Les hommes sans emploi, quant à eux, ont fait référence aux avantages de la région comparativement au fait de vivre dans les villes centres. Les hommes employés manuels ou de soutien ont également mentionné cet élément tout en y ajoutant leur appartenance à la région ainsi que la croissance de cette dernière.

Tableau 15: Le sentiment de valorisation envers le développement régional commenté par les répondants selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle

Catégories socioprofessionnelles	Femmes	Hommes
Personnes sans emploi	-notre futur et celui de nos enfants	-région versus ville centre
Employés manuels ou de soutien	-croissance de la région	-appartenance à la région -croissance de la région -région versus ville centre
Employés professionnels	-notre futur et celui de nos enfants	-comme membre de la société

Seul élément mentionné par les deux sexes, la croissance de la région, se retrouve seulement chez les employés manuels et de soutien. Les femmes se distinguent (celles sans emploi et les professionnelles uniquement) par la mention de leur propre futur et de celui de leurs enfants. Par exemple, la répondante 12 (employée professionnelle) soutient : « Ben je pense que oui, on n'a pas le choix que ce soit important, veux dire on espère que les générations futures vont pouvoir profiter de ce que nous autres on a profité, malgré qu'on est né dans le bon temps, je trouve que dans ce

temps-là c'était plus facile ».

Les hommes sans emploi soulèvent plutôt des éléments se référant au sentiment d'appartenance à la région ainsi qu'aux régions en général, et ce, en comparaison des villes centres. Par exemple, le répondant 6 : « je suis un gars d'icî, je ne suis pas prêt à partir d'icî ». Les hommes professionnels quant à eux ne sont pas concernés par ces éléments et mentionnent plutôt le fait d'être un membre de la société (ce qui concernait plutôt les personnes sans emploi dans la question précédente).

5.4.3. Possibilité d'action perçue (j'ai une influence)

Les répondants se sentent en général une influence sur le développement régional, même si cette question a un taux de réponse positive un peu moins fort que les précédentes. Les éléments de réponse reliés à la possibilité d'action perçue sont présentés dans le tableau 15. Les femmes sans-emploi ont parlé de l'éducation des enfants et du militantisme, celles employées manuelles et de soutien, du fait d'être membre de la société. Les femmes employées professionnelles ont mentionné le fait que chacun possède une influence et le manque de temps. Pour leur part, les hommes sans emploi ont fait référence à leur implication politique et sociale. Ceux employés manuels et de soutien ont mentionné les éléments suivants : chacun possède une influence, le travail et être un consommateur. Les hommes employés professionnels apportent ces réponses : l'importance de se tenir informé, éduquer les autres, le devoir de voter ainsi que le travail.

Lorsqu'il s'agit de leur perception d'action, les répondants des deux sexes ont en commun le fait que chacun possède une influence. Par exemple, la répondante 5 (employée professionnelle) soutient :

Chaque personne, je crois a une influence, on a toutes une influence sur l'environnement, on a toutes une influence sur le développement régional, on a une influence sur le développement social. Je crois qu'on a tous, chacun de nous, une influence... ce n'est que très petit, un grain de sable, comme des fois je défends des causes qui semblent tellement grosses, mais je me dis non, moi je pense que faut que je tienne, peut-être que je vais en embarquer beaucoup dans mon idée aussi.

Tableau 16: La perception de la capacité d'action envers le développement régional commentée par les répondants selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle

Catégories socioprofessionnelles	Femmes	Hommes
Personnes sans emploi	-éducation des enfants -militantisme	-implication politique et sociale
Employés manuels ou de soutien	-comme membre de la société	-chacun possède une influence -travail -consommateur
Employés professionnels	-chacun possède une influence -manque de temps	-importance de se tenir informé -éduquer les autres -devoir de voter -travail

Les hommes de cette catégorie parlent d'implication politique et sociale tandis que les femmes sans emploi y ajoutent le militantisme. De plus, ces dernières parlent de l'éducation des enfants comme ayant une influence. Les femmes des autres catégories socioprofessionnelles mentionnent le fait d'être membre de la société et le manque de temps.

Les hommes ayant un emploi manuel ou de soutien ont mentionné la consommation tandis que ceux ayant un emploi professionnel mentionnent l'importance de se tenir informé, de participer à l'éducation des autres et de voter. Ces deux catégories mentionnent l'influence qu'ils possèdent dans le développement régional par leur emploi. Par exemple, le répondant 8 (employé professionnel) explique :

J'ai répondu, je pense qu'un petit peu, mais si exemple, si je voudrais avoir un influence de 10 pieds de long, en réalité j'en ai peut-être un de 1 pouce et demi, ça fait que je suis jamais satisfait. J'aimerais que ça aie plus d'influence que ça, mais oui, il y en quand même une. Le petit bout qu'on change, des fois l'influence, elle est pas toujours palpable, vérifiable.

5.4.4. Interprétation des variables de l'implication quant au développement régional chez les répondants (tableaux 12, 13, 14 et 15)

L'analyse du sentiment d'implication (comprenant les trois facteurs présentés ci-dessus : valorisation, identification et sentiment d'action perçue) permet de faire le lien entre le niveau de la représentation sociale et le niveau idéologique de la pensée sociale. Comme mentionnée plus avant, l'implication permet de situer l'individu en relation avec le contexte historique tout en exprimant des aspects du niveau idéologique comme les valeurs et les croyances.

Les femmes et les hommes se sentent généralement impliqués, quoiqu'un peu plus les femmes par rapport aux hommes. Ce qui distingue le plus les femmes dans leurs réponses quant à l'implication sont les références aux enfants, tandis que pour les hommes, ce sont les références reliées au travail, ce qui semble bien situer les hommes et les femmes dans l'histoire et au niveau idéologique, mais aussi sur le plan de la position sociale.

Plus spécifiquement, les femmes, au niveau du sentiment de l'implication, se sentent plus impliquées par leur mobilisation politique et sociale. Leur sentiment d'identification, quant à lui, correspond plutôt aux gestes du quotidien et à la famille. La mention de cette dernière est aussi liée à l'importance accordée au développement régional qui est associé à notre propre futur et à celui de nos enfants. La famille ressort également comme un élément influent de la perception que possèdent les femmes quant à leur capacité d'action que ce soit positivement ou négativement. Par exemple, l'éducation des enfants y est vue comme ayant une influence sur le développement régional, tandis qu'au contraire, la conciliation travail-famille entraîne un manque de temps pour s'y impliquer. Donc, l'implication des femmes passe par la famille et est liée au champ social, mais aussi, dans une moindre mesure à celui du politique et de l'environnement.

Les hommes, au niveau du sentiment d'implication, se distinguent par l'ancrage de celle-ci dans le travail. Un peu dans le même sens, leur sentiment d'identification est directement lié au pouvoir, soit par le fait de détenir ou non un emploi décisionnel, soit par le fait d'être un entrepreneur. Le développement régional est important pour les hommes, car il sollicite leur sentiment d'appartenance à la région et à la société en général. Les hommes entendent leur capacité d'action par le travail, mais encore plus par les qualités du « citoyen responsable ». Ils détiennent une influence en votant, en se tenant informés, en éduquant les autres et en s'impliquant.

Pour finir, il est intéressant de noter que les éléments concernant le niveau d'implication ainsi que ceux de la possibilité d'action perçue se réfèrent à des activités et/ou des rôles concrets de la vie des répondants, tandis que la plupart de ceux mentionnés dans l'identification et la valorisation concernent des aspects de la vie plus englobants et abstraits. Le même phénomène a été rencontré dans l'analyse de l'égalité entre les sexes.

5.5. Les rôles et pratiques

Pour terminer avec les questions relatives au développement régional, les répondants ont été questionnés quant à leur rôle et pratique. Ils ont également été plus spécifiquement questionnés quant au rôle imposé selon les sexes. Les femmes ont apporté plus d'éléments de réponse que les hommes. Le tableau 16 en présente les résultats. Les femmes sans emploi ont nommé ces éléments comme étant des rôles et des pratiques en développement régional : la protection des acquis, la participation, les encouragements, le rôle indifférencié selon le sexe, le statut minime ou secondaire du rôle de la femme, la sous-représentation politique et économique de la femme, la surreprésentation dans les emplois traditionnels, l'homme pourvoyeur (travailleur), la surreprésentation de l'homme et le fait d'être consommateur. Les femmes employées manuelles ou de soutien ont nommé : les encouragements, l'égalité dans les rôles en développement régional, la sous-représentation de la femme et le fait d'être un habitant du territoire. Quant aux femmes employées professionnelles, elles ont mentionné : les syndicats, l'importance du rôle de la femme, le fait d'être agente de changement, leur sous-représentation, les obstacles plus importants pour elles et leur éducation, la peur de s'avancer et de prendre de la place, les obstacles liés à la maternité, la surreprésentation de l'homme dont celle politique. Les hommes sans-emploi ont indiqué ces réponses : être un observateur, en faire la promotion, la place des femmes, entre autres comme responsables du social, comme étant également une victime, la sous-représentation de la femme en général et dans les postes décisionnels, l'homme pourvoyeur (travailleur), les effets de la précarité et de la perte d'emploi ainsi que la surreprésentation politique de l'homme. Les hommes employés manuels et de soutien ont répondu : la participation, le statut minime ou secondaire du rôle de la femme, les métiers non traditionnels chez cette dernière, sa sous-représentation dans le développement régional et, au contraire, sa surreprésentation dans les emplois traditionnels. Pour terminer, ceux-ci parlent de la surreprésentation de l'homme dans les postes décisionnels. Les

hommes ayant un emploi professionnel ont nommé : le fait d'être travailleur, le statut minime ou secondaire du rôle de la femme, sa sous-représentation dans les postes décisionnels, la non-obtention des postes qu'elles méritent, l'éducation des autres, les encouragements aux femmes pour prendre leur place et la surreprésentation de l'homme.

En ce qui concerne les éléments de réponse sans référence au sexe ou indifférenciés sexuellement, le seul élément de réponse commun aux deux sexes est la participation des individus au développement régional. Spécifiquement, le répondant 6 (employé manuel et de soutien) explique : « mais c'est sûr que chaque personne a sa place, parce qu'une femme comme un homme peut participer très bien au développement économique de la société, surtout dans une région comme la nôtre aussi ». Les femmes apportent deux fois plus d'éléments de réponses que les hommes dans cette catégorie. Les femmes ne possédant pas d'emploi sont celles qui émettent le plus de réponses en mentionnant en plus de la participation : la protection des acquis, la consommation et les encouragements. Chez la répondante 7 (sans emploi), il est question d'encourager « son coin », mais également les personnes :

Ben je tente de stimuler, je crois que je serais une forme de motivatrice pour essayer d'encourager les, entre autres les personnes appauvries à améliorer leur sort. Ça, ça peut en être un, pis au niveau culturel, ben j'essaie d'encourager ceux qui ont du talent pour qui continuent, pour qui fasse des projets, pour qui créent.

Les femmes ayant un emploi manuel et de soutien ainsi que les professionnelles y ajoutent le fait de s'impliquer dans les syndicats et d'habiter le territoire. Plus spécifiquement, il y est question d'un retour en région. Les hommes, outre la participation, mentionnent être observateurs (absence de rôle), être un travailleur ainsi que le fait de faire la promotion de la région.

Les femmes sont les seules à mentionner l'indifférenciation des rôles entre les sexes et seules les professionnelles ne le font pas. Il s'agit concrètement d'affirmer cette indifférenciation et l'égalité dans les rôles dans le développement de la région. Il existe cependant une variabilité entre les catégories socioprofessionnelles outre l'absence des professionnelles. Pour les femmes sans emploi, il est plutôt question d'une vision idéale à atteindre tandis que pour les employés manuels ou de soutien, cette égalité est déjà atteinte, à tout le moins dans leur milieu de travail.

Tableau 17: Les rôles et les pratiques envers le développement régional identifiés par les répondants selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle

Catégorie socioprofessionnelle	Femme	Homme
Personnes sans-emploi	<ul style="list-style-type: none"> -protection des acquis -consommatrice -participation -encouragements -rôle indifférencié selon le sexe -statut minime ou secondaire du rôle de la femme -sous-représentation de la femme politique/publique et économique -surreprésentation dans les emplois traditionnels -l'homme pourvoyeur (travailleur) -surreprésentation de l'homme 	<ul style="list-style-type: none"> -observateur -promotion -place des femmes -femmes responsable du social -femme principale victime -sous-représentation de la femme -sous-représentation de la femme dans les postes décisionnels -homme pourvoyeur (travailleur) -effet précarité et perte d'emploi -surreprésentation politique de l'homme
Employés manuels et de soutien	<ul style="list-style-type: none"> -encouragements -habitant le territoire -égalité dans les rôles en développement régional -sous-représentation de la femme 	<ul style="list-style-type: none"> -participation -statut minime ou secondaire du rôle de la femme -métiers non traditionnels chez la femme -sous-représentation de la femme dans le développement régional -surreprésentation de la femme dans les emplois traditionnels -surreprésentation de l'homme dans les postes décisionnels
Employés professionnels	<ul style="list-style-type: none"> -syndicat -importance du rôle de la femme -sous-représentation de la femme -obstacles plus importants pour les femmes et leur éducation -peur de s'avancer et de prendre la place (femme) -obstacles liés à la maternité -agente de changement -surreprésentation de l'homme dont politique 	<ul style="list-style-type: none"> -travailleur -statut minime ou secondaire du rôle de la femme -sous-représentation de la femme dans les postes décisionnels -non-obtention des postes mérités -éducation des autres -encouragements aux femmes à prendre leur place -surreprésentation de l'homme

Les éléments affirmant la différence entre les femmes et les hommes sont cependant beaucoup plus nombreux, et parmi ceux-ci, les réponses concernant spécifiquement le rôle des femmes le sont tout autant. Parmi les éléments communs aux deux sexes, se retrouvent l'affirmation du statut minime ou secondaire de la femme, l'importance de son rôle et de sa responsabilité envers le champ du social, sa sous-représentation que ce soit dans le développement régional ou dans les postes décisionnels de nature politique ou économique, ainsi que sa surreprésentation dans les emplois traditionnels. Ces éléments se retrouvent dans toutes les catégories socioprofessionnelles. Une femme sans emploi (répondante 1) remarque le discours de certains hommes : « mettons que t'es faites pour faire des petites affaires, pis moi je suis là pour faire des grosses affaires ». Un homme, le répondant 2 (sans emploi), fait ressortir l'importance du rôle de la femme :

Moi je trouve que les femmes ont un rôle peut-être plus majeur que les hommes dans le sens qui s'occupent toutes, qui s'occupent plus de l'aspect social. Souvent y s'occupent des gens qui sont malades, des gens qui ont de la misère à arriver, peut-être aussi parce qu'elles sont plus touchées que les hommes. C'est comme ça que je vois ça, souvent je pense souvent aux femmes qui sont battues, à la violence dans les couples, ça je trouve que les femmes ont plus un rôle que les hommes là-dedans... mais c'est le développement dans le sens que c'est, c'est peut-être elles autres les premières gardiennes qui voient les effets du sous-développement.

Les femmes uniquement, mais non celles possédant un emploi manuel ou de soutien, y ont ajouté la présence d'obstacles plus importants : l'éducation qu'elles ont reçue, la peur de s'avancer et de prendre la place ainsi que la maternité. La répondante 12 (employée professionnelle) affirme : « C'est plus difficile de faire ta place, mettons... pis t'as besoin d'être compétente pis pas à peu près parce que l'autre, s'il est un peu moins compétent... » et la répondante 5 (employée professionnelle), pour ce qui est de la maternité :

y faut qui élève des enfants, y a une carrière qui faut qui lâche à un moment donné parce que tu sais, je veux dire, ben, disons t'as deux enfants, ben tu as quatre ans de ta vie que t'as stagné un peu, alors que l'homme lui a continué sa vie, il a continué sa vie de travail.

Celles-ci associent également la femme à une agente de changement par l'éducation aux autres et les encouragements envers les autres femmes à prendre leur place.

Les hommes de toutes les catégories socioprofessionnelles, quant à eux, mentionnent la place des femmes et leur droit à l'emploi. Il y est également discuté de leur place dans les métiers non traditionnels. Le répondant 6 (employé manuel et de soutien) mentionne :

Mais euh... je ne suis pas sûre, la place de la femme, tout dépendamment là là, je vais te parler de ma vision à moi. Ce n'est pas dans tous les types de métier qui sont les bienvenues, exemple les métiers traditionnels. On parlait un peu du métier que nous autres on fait icit, souvent sans vouloir mal parler des femmes, c'est moins bien perçu, la femme va demander plus d'attention ou si elle a besoin de forcer, euh... va avoir besoin peut-être d'un peu plus d'aide...

Certains mentionnent plutôt la non-obtention, pour celles-ci, des postes mérités. Par exemple, le répondant 8 (employé professionnel) souligne :

Je trouve qui n'ont pas les postes qui méritent bien souvent. Y doivent travailler plus fort que les hommes pour les atteindre, euh... n'y ont souvent pas accès, pas au gouvernement, je veux dire dans les entreprises privées, n'y ont pas accès aux postes de direction. Les hommes vont être généralement priorisés euh... au niveau politique aussi ne sont pas favorisées, on n'en voit pas beaucoup, mais ça...

Pour ce qui est des éléments de réponse concernant le rôle donné aux hommes dans le développement régional, l'homme pourvoyeur se retrouve chez les personnes des deux sexes ne possédant pas d'emploi. Les femmes possédant un emploi manuel et de soutien sont les seules à ne pas mentionner d'élément dans cette catégorie. Pour les autres répondants et répondantes dans les autres catégories, il est question de surreprésentation de l'homme.

5.5.1. Interprétation des rôles et pratiques dans le développement régional selon les répondants (tableau 16)

Les représentations sociales guident les pratiques et sont « une préparation à l'action » (Semin, 1989:242). Il ressort, ici aussi, une variabilité entre les sexes qui s'entendent cependant pour définir des rôles généralement différents attribués selon que l'on est une femme ou un homme et où l'homme est surreprésenté contrairement à la femme qui est sous-représentée dans les domaines

politique et économique. Cette différenciation des rôles se résume facilement par la qualification de celui de la femme considérée comme minime ou moindre que celui de l'homme. Cette variabilité est due au fait que les femmes en parlent au niveau des obstacles rencontrés au quotidien, tandis que les hommes mentionnent la place des femmes et affirment leurs droits à l'emploi. La question des rôles sexuellement différenciés est beaucoup plus concrète chez les femmes qui y font directement face et cela demeure plus abstrait et général chez les hommes pour qui cela ne constitue pas directement un problème. Les femmes mentionnent également beaucoup plus abondamment des pratiques indifférenciées sexuellement que les hommes. La position subordonnée des femmes dans le développement régional est reconnue par les deux sexes.

5.6. Conclusion spécifique de la représentation sociale du développement régional

Dans cette partie, une récapitulation sera faite sur ce qu'il convient de retenir de la représentation sociale du développement régional. L'étude de celle-ci confirme la place prépondérante du domaine économique dans le développement régional. Cependant, les réponses des répondants, allant dans le même sens que la littérature, suggèrent une certaine transformation de la représentation vers un développement intégré incluant les domaines sociaux, culturels et environnementaux.

Notre analyse confirme également qu'il existe une concordance entre les représentations et la position sociale des individus. Les hommes définissent le développement et parlent des problèmes, des causes et des solutions y étant reliés en termes économiques. Cela reflète leur position dominante dans l'organisation sociale. De plus, chez les employés professionnels, l'absence de la mention du travail dans l'identification des éléments importants semble suggérer que cela ne fait pas partie de leurs préoccupations. Les femmes et les personnes sans emploi définissent le développement régional en termes sociaux et culturels (même si cela passe aussi par le travail chez les femmes). Les personnes sans emploi ne nomment aucun élément économique dans la hiérarchisation et identifient le domaine politique comme ce qui importe le plus dans le développement régional. Chez les femmes, ce sont les domaines sociaux et culturels qui dominent et ce sont elles qui font le plus référence à la gouvernance. Cependant, ces deux groupes relient fréquemment les problèmes et les solutions au domaine politique. Cela semble suggérer que les individus positionnés plus bas dans la hiérarchie sociale ont des besoins plus grands en terme de régulation politique afin de réduire les inégalités sociales et/ou de répondre aux besoins essentiels.

Les femmes se sentent plus souvent impliquées que les hommes. Cependant, leur implication se distingue de celle des hommes par leur mention fréquente de la famille. Les hommes se sentent impliqués ou non, essentiellement par le travail. Ils font également référence au pouvoir détenu (ou non) en référence aux postes décisionnels et au fait d'être entrepreneur. Une citoyenneté active est également une source d'implication pour eux. Quant à l'identification des rôles et pratiques, il semble évident que ceux-ci sont différenciés sexuellement pour tous les répondants, femmes et hommes. Cependant, lorsque les femmes le vivent concrètement par les divers obstacles rencontrés, les hommes en parlent fréquemment de façon beaucoup plus abstraite en termes de la place que celles-ci devraient avoir ou prendre et de ses droits en emploi.

Cette affirmation de la différenciation sexuelle des rôles quant au développement régional conduit à questionner la représentation sociale de l'égalité entre les sexes des individus habitant la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Le chapitre suivant fait une description des réponses obtenues et de l'analyse qui en a été faite. Comme précédemment pour l'analyse de la représentation sociale du développement régional, les réponses des individus ont été classifiées selon les catégories précédemment mentionnées et selon les éléments de la représentation identifiés (se référer au tableau 6 à la page 78).

6. L'égalité entre les sexes

De même que pour la représentation sociale précédente, l'égalité entre les sexes sera analysée à partir de chaque question, et ce, toujours sous l'angle de la théorie des représentations sociales. Les questions se trouvent à être les mêmes, soient définir l'égalité entre les sexes et hiérarchiser les éléments mentionnés selon leur importance, définir les problèmes y étant associés ainsi que les causes et les solutions s'y rapportant. Les répondants ont également été questionnés quant à leur implication ainsi qu'aux rôles et aux pratiques y étant liés.

6.1. Définition des objets de la représentation sociale

Les répondants ont premièrement été questionnés afin de déterminer à quoi correspondait l'égalité entre les sexes pour eux. Comme pour le développement régional, une première question est posée pour connaître la définition spontanée du répondant en ce qui concerne cet objet de représentation. Ensuite, les répondants ont été questionnés de façon plus précise sur certains aspects spécifiques de la représentation sociale. Ces aspects sont les suivants : l'égalité entre les sexes à la maison, au travail et plus particulièrement au niveau des tâches et des revenus ainsi que l'égalité entre les sexes en politique. Les réponses sont présentées dans le tableau 17 selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle des répondants. Les femmes sans emploi ont mentionné ces éléments de la représentation sociale de l'égalité entre les sexes : la représentation politique, le travail, la culture, l'éducation, la féminité, les rapports sociaux et la sphère domestique. Les femmes employées manuelles ou de soutien ont parlé de l'éducation, de la représentation politique, de la sphère domestique, du travail, de la féminité, des opportunités et des capacités des femmes ainsi que de l'histoire, de l'évolution et de l'état de la situation de l'égalité entre les sexes. Les femmes employées professionnelles ont mentionné l'éducation, la représentation politique, la sphère domestique, le travail, les rapports sociaux. Quant aux hommes sans emploi, ils ont nommé les droits et la place des femmes, la féminité, la représentation politique, la sphère domestique, le

travail et la qualité de vie. Pour les employés manuels et de soutien, ils ont fait référence à ces éléments : la représentation politique, la sphère domestique, le travail, l'histoire, l'évolution et l'état de la situation relative à l'égalité entre les sexes, la gouvernance, les droits et la place des femmes, l'immigration, la féminité, les opportunités et les capacités ainsi que la société moderne. Pour terminer, les hommes professionnels ont nommé la représentation politique, la sphère domestique, les droits et la place des femmes, l'éducation, l'histoire, l'évolution et l'état de la situation d'égalité entre les sexes, la féminité, la masculinité ainsi que les opportunités et les capacités.

Lors de l'analyse, les éléments de réponses seront premièrement présentés selon qu'ils soient spontanés ou non. Ensuite, ils seront plus amplement décrits et illustrés afin de faire ressortir la variabilité existant entre les différentes positions sociales. Il est utile de rappeler qu'il ressort une différence importante entre les femmes et les hommes questionnés : les hommes amènent en général plus d'éléments de réponse et ceux-ci sont plus diversifiés.

Lorsqu'ils ont été questionnés sur ce à quoi correspondait l'égalité entre les sexes, les répondants des deux sexes ont mentionné spontanément : le travail, la féminité, l'éducation, l'histoire, l'évolution et état de la situation, les opportunités et les capacités et la sphère domestique. Seules les femmes ont mentionné la culture et les rapports sociaux dans leur définition spontanée de l'égalité entre les sexes. Par exemple, la répondante 5 (employée professionnelle) affirme : « ben moi, l'égalité entre les sexes c'est comme je t'ai dit, moi je pense que l'égalité entre les sexes c'est de se respecter mutuellement tu sais je veux dire, autant un que l'autre moi ». La culture n'est mentionnée que dans la catégorie des sans-emploi pour y souligner les difficultés du changement social. Quant aux hommes, ils se distinguent par la mention des éléments suivant : les droits et la place des femmes, la masculinité, la qualité de vie ainsi que la représentation politique et la société moderne.

Lorsque questionnés sur les différents aspects spécifiques permettant d'élargir leurs définitions, la représentation politique se retrouve communes aux deux sexes, les femmes en ayant fait mention à ce moment. Les hommes, quant à eux, ont nommé en plus : l'immigration, la gouvernance, ainsi que la société moderne. Peu mentionnée lors des réponses spontanées des répondants, la représentation politique est le seul élément mentionné par la suite par tous les répondants. Dans le même sens, la sphère domestique, peu mentionnée spontanément, se retrouve dans toutes les catégories socioprofessionnelles chez les femmes et chez les hommes. Le travail se retrouve

également mentionné par toutes les femmes et par tous les hommes sauf les professionnels. L'éducation est peu présente chez les hommes, mais elle est sollicitée abondamment par les femmes de toutes les catégories socioprofessionnelles. Non mentionnés par les femmes, les droits et la place de celles-ci sont nommés par les hommes dans toutes les catégories socioprofessionnelles.

Tableau 18: Définition des répondants quant à l'égalité entre les sexes selon le sexe et l'occupation

Catégories socioprofessionnelles	Femmes	Hommes
Personnes sans emploi	-représentation politique -travail -culture -éducation -féminité -rapports sociaux -sphère domestique	-droits et place des femmes -féminité -représentation politique -sphère domestique -travail -qualité de vie
Employés manuels et de soutien	-éducation -représentation politique -sphère domestique -travail -féminité -opportunités et capacités -histoire, évolution et état de la situation	-représentation politique -sphère domestique -travail -histoire, évolution et état -gouvernance -droits et place des femmes -immigration -féminité -opportunités et capacités -société moderne
Employés professionnels	-éducation -représentation politique -sphère domestique -travail -rapports sociaux	-représentation politique -sphère domestique -droits et place des femmes -éducation -histoire, évolution et état de la situation -féminité -masculinité -opportunités et capacités

Les éléments de réponses liés à la féminité se retrouvent plus fréquemment chez les hommes. Cependant, chez les femmes et les hommes, il n'y a que chez les répondants occupant un emploi professionnel qu'elle ne se retrouve pas.

Aucune variabilité entre les sexes n'est observée lorsqu'il s'agit de l'éducation : tous les répondants nomment l'éducation des enfants à la maison. Chez les deux sexes, il est également mentionné une situation d'égalité à la maison. Régulièrement, les femmes mentionnent la nécessaire implication des hommes. Plus rarement, il est fait mention de l'influence de notre éducation ainsi que de la nécessité d'élever les filles différemment. La répondante 5 (employée professionnelle) explique : « Mais euh... Tu sais, nos filles faut les élever en fonceuse, les élever à se dépasser pis à avancer ».

Il existe une variabilité plus évidente par rapport aux éléments liés à l'histoire : l'évolution et état de la situation de l'égalité entre les sexes. Les hommes parlent d'un passé lié aux rôles traditionnels et du chemin qui reste à faire (passé et avenir), tandis que le commentaire féminin souligne l'intégration des femmes au marché de l'emploi et la répartition des rôles existants (présent).

La féminité est également abordée différemment par les hommes et les femmes. Chez les femmes, la maternité y est mentionnée ainsi que les différences physiques y étant reliées. Les hommes, de leur côté, font également tous mention des différences entre les deux sexes, mais ils s'attardent plutôt aux différences cognitives, intellectuelles et émotives ainsi qu'aux valeurs, idées et visions véhiculées par l'un et l'autre sexe. Par exemple, le répondant 6 dit (employé manuel et de soutien) : « souvent la femme a beaucoup plus de mémoire que l'homme, l'homme va agir plus instinctivement, je pense, parce qu'il a la force parce qu'il sait qui va être capable de faire un coup vite tandis que la femme va plus réfléchir à l'action qu'elle va poser ». Un répondant qualifie l'égalité entre les sexes d'impossible compte tenu de ces différences. Pour celui-ci, la différence exclut une atteinte possible de l'égalité entre les sexes.

On n'observe pas de différence notable entre les hommes et les femmes en ce qui concerne les opportunités et les capacités; les deux sexes s'entendent pour dire que les femmes possèdent les mêmes capacités et devraient avoir les mêmes possibilités. Il y est également mentionné que les compétences et non le sexe devraient être considérées. La même situation a été observée quant à la sphère domestique : les hommes et les femmes mentionnent tous les tâches domestiques. Plus précisément, les hommes mentionnent plus souvent que les femmes la différenciation sexuée des tâches. Cependant, l'affirmation de l'égalité dans les tâches est nommée plus souvent, et ce, par les deux sexes. Un homme (le répondant 11, employé professionnel) le mentionne avec humour :

C'est que y a rien de réservé à un puis euh... pis de réservé à l'autre. C'est vraiment... c'est... ça rien à voir avec le sexe. C'est comme que je dis à ma blonde l'autre jour, tu sais j'y dit : « regarde là, je m'occupe de la vaisselle, c'est pas parce

que je t'aime que je m'occupe de la vaisselle, c'est parce que je la salis autant que toi ». Fait que pour moi, c'est ça, chacun amène son apport là-dedans, pis c'est pas nécessairement relié au sexe parce que il y a des femmes qui sont... moi j'avais ma tante moi a peignait, pis a montait dans les échelles, pis a c'est toujours occupé de la maison pis son mari c'est un branleux, fait que lui le branleux y branlait Ah! Ah! Ah!

Cependant, les femmes soulignent la quantité plus importante de tâches domestiques attribuées aux femmes et le fait qu'elles doivent insister auprès des hommes pour parvenir à améliorer la situation.

Concernant la représentation politique, la très grande majorité des répondants mentionnent des obstacles que les femmes rencontrent : que ce soit au sujet des conditions plus difficiles pour elles, des exigences d'être meilleures que les hommes, du fait qu'elles soient jugées différemment ou des préjugés et des difficultés pour celles-ci de rester en place. En ce sens, madame Marois (devenue depuis, première ministre du Québec) y est montrée comme un exemple à plusieurs reprises et par des femmes pour la très grande majorité. La répondante 1 (sans emploi) en est un bon exemple : « il y a rien qu'à prendre Pauline Marois, ils veulent la déculotter, ils veulent mettre un homme à la place. Ils ont pour leur dire qu'elle n'a pas affaire là parce que c'est une femme ». La sous-représentation des femmes est observée régulièrement, par les femmes et, moins souvent, le fait que l'égalité est presque atteinte et ce, par des représentants des deux sexes. Les hommes mentionnent que la corruption n'a pas de sexe et que les programmes et politiques différenciés selon le sexe sont nécessaires. Plus spécifiquement, voici ce qu'il en a été dit par le répondant 8 (employé professionnel) :

C'est quelque chose, c'est une question que moi j'ai pas, pour moi ça toujours été, un homme est pas supérieur à une femme ni différent, la femme est pas différente à un homme. Je ne dis pas qu'il ne doit pas avoir des politiques particulières parce que regarde par exemple, moi j'accouche pas, il y des programmes qui doit être fait pour les hommes, il y a des programmes qui doivent être fait pour les femmes, parce qu'on a nos particularités sexuelles, pis même au niveau du cerveau, il est pas conçu, pis il ne fonctionne pas de la même façon.

Une variabilité se retrouve également sur la question du travail, même si les femmes et les hommes mentionnent souvent l'équité salariale. Seulement les femmes parlent d'iniquité salariale dans les faits, dont la répondante 1 (sans-emploi) : « Ben le salaire est pas équivoque, car encore

aujourd'hui le salaire de la femme est encore plus bas que l'homme ». Les deux sexes mentionnent les différences physiques. Par exemple, la répondante 10 (employée manuelle et de soutien) explique :

Ben des caisses de papier, sont pas loin de 50 livres. C'est sûr que je ne ferais pas la pièce au complet avec dans les bras. C'est sûr que je vois mon collègue qui mesure 6 pieds et quelques, qui lui il la lève pis il a pas de misère. Mais moi je pense que c'est plus par ma taille que par le fait que je sois une fille qui me bloque, parce que je suis pas grande.

Chez les femmes, il est également mentionné les limites à l'emploi occasionnées par la maternité. La force physique est mentionnée régulièrement par des femmes et rarement par des hommes et les obstacles rencontrés par les femmes en emploi sont mentionnés régulièrement par les deux sexes.

Lorsqu'elles parlent de rapports sociaux, les femmes le font en termes positifs et de but à atteindre. Elles parlent de respect et de partage, de communication et d'union entre les deux sexes.

6.1.1. Analyse selon les éléments constitutifs de la représentation sociale (tableau 6)

Lorsque ces éléments sont ramenés dans le tableau de classification des éléments de la représentation sociale (tableau 6), les hommes se réfèrent beaucoup plus aux éléments sociaux et culturels que les femmes. Ils utilisent également plus souvent que les femmes les spécificités masculines et féminines ainsi que les référents à l'histoire pour définir l'égalité entre les sexes. L'utilisation de référents politiques est équilibrée entre les deux sexes. Les femmes font beaucoup plus appel que les hommes à la représentation sociale de l'éducation et plus souvent à celle du travail. Les hommes, quant à eux, mobilisent celles de l'immigration et situent l'égalité entre les sexes dans la modernité.

Considérant les catégories socioprofessionnelles, il ressort que les répondants sans emploi sont ceux qui utilisent le plus souvent des critères sociaux et culturels de définition ainsi que des spécificités sexuelles. Ils sont également les seuls à ne pas mobiliser des éléments se référant à l'histoire et l'évolution de l'égalité entre les sexes. Parmi les trois catégories socioprofessionnelles, ce sont eux qui font le moins référence à l'éducation. Les répondants occupant un emploi manuel et

de soutien se distinguent par leur plus grande utilisation des éléments historiques. Les répondants manuels et de soutien et les professionnels sont ceux qui font le plus appel à la représentation du travail pour définir l'égalité entre les sexes.

6.1.2. Interprétation de la définition de l'égalité entre les sexes selon les répondants (tableau 17)

Les éléments de la représentation ne se retrouvent pas tous parmi les réponses des répondants à cette question. Des éléments comme l'inclusion et l'exclusion sociale, les problèmes sociaux, la pensée masculiniste, la protection des acquis et le danger d'un retour en arrière ainsi que la sphère publique n'ont pas été explicitement nommés dans cette question. Ces éléments sont, en ce sens, probablement moins importants et constituent une illustration de la variabilité individuelle.

Cependant, il est possible de nuancer en regroupant ces éléments. L'inclusion et l'exclusion sociale, de même que les problèmes sociaux mentionnés peuvent être vus comme des prises de position sur l'élément plus central des rapports sociaux. Dans la même situation, l'élément de la protection des acquis et le danger d'un retour en arrière peut-être inclus dans un ensemble historique plus grand ainsi que l'élément de la sphère publique qui peut être considéré comme le pendant de la sphère domestique mentionnée par les répondants à cette question.

Les représentations sociales du travail et de l'éducation sont très présentes dans la définition de celle de l'égalité entre les sexes. Elles doivent être placées dans une position du système représentationnel particulièrement rapprochée. Les représentations sociales des médias et de l'immigration semblent être dans une situation significativement plus éloignée, ayant été peu ou pas nommées lors de la définition donnée par les répondants. De plus, la question de la représentation politique est mentionnée par tous les répondants.

Rappelons que la façon dont les gens pensent illustre la position qu'ils occupent dans l'organisation sociale. Lorsque nous observons les réponses obtenues, le fait qu'elles soient spontanées ou non apporte un sens différent à leur interprétation. Spontanément, lorsqu'ils définissent l'égalité entre les sexes, les femmes et les hommes parlent beaucoup du travail, et plus précisément de l'équité salariale, lorsque la sphère domestique est pratiquement absente. De plus, l'égalité à la maison

semble être un fait acquis pour un grand nombre de répondants des deux sexes. Cependant, les femmes seulement soulignent l'iniquité salariale persistant encore aujourd'hui. Il s'avère, dans les faits, une iniquité dans ces deux sphères. Une hypothèse se rapportant à la critique de la primauté de la sphère productive dans le discours féministe institutionnalisé peut être apportée ici. Celui-ci (et particulièrement celui de l'État et des syndicats) met aujourd'hui l'emphasis sur l'activité des femmes dans la sphère productive et plus particulièrement, sur l'équité salariale. La valeur accordée au travail par les femmes peut être vue comme l'intériorisation de ce discours où il est considéré comme nécessaire à l'atteinte de l'égalité entre les sexes. Le productif uniquement est pris en considération au détriment du champ reproductif. La théorie des représentations sociales, selon Doise (1990:114) dans Sanchez-Mazas (2004:74) mentionnée préalablement, introduit la notion bourdieusienne de la reconnaissance-méconnaissance. Dans ce cas, les femmes reconnaissent la hiérarchisation selon laquelle l'économie et plus globalement, le champ productif, domine et s'oppose au champ reproductif tout en méconnaissant les intérêts patriarcaux qui se retrouvent derrière et qui perpétuent la division sexuelle des tâches de telle façon que les tâches traditionnellement féminines sont introduites dans l'économie capitaliste patriarcale. Tout cela permet le maintien du statu quo et la pérennisation des hiérarchies présentes dans l'organisation sociale. Doise (1990:114) dans Sanchez-Mazas (2004:74) le présente sous l'idée d'occultation où disparaît l'ancrage des représentations sociales dans des rapports sociaux hiérarchisés.

Toutefois, lorsque les répondants sont un peu plus dirigés dans la question de la définition, les femmes se distinguent plutôt par leurs références à l'éducation. Mais plus globalement, elles se distinguent en mentionnant fréquemment les enfants et la maternité, que ce soit en ce qui concerne l'éducation, mais également comme constituant un obstacle face à l'emploi. Les femmes, quoique préoccupées par le travail, se situent elles-mêmes encore dans le champ du reproductif et du quotidien.

Les hommes reconnaissent l'existence de l'inégalité entre les sexes. Cependant, pour eux, cette situation n'est pas actualisée dans le concret de la vie quotidienne comme c'est le cas des femmes : les hommes ne contribuent pas (selon eux) personnellement à la pérennisation de cette situation. Chez eux, l'inégalité entre les sexes est discutée de façon beaucoup plus abstraite que chez les femmes. Ils reconnaissent en général leur position dans la société et se retrouvent dans une situation défensive, car l'inégalité y est peu valorisée : ils sont les seuls, et ils le font spontanément, à affirmer les droits des femmes et à parler de la place qu'elles devraient occuper. Contrairement

aux femmes, ils affirment plutôt l'égalité entre les sexes dans le quotidien et l'inégalité dans une extériorité par rapport à eux-mêmes. Ils parlent d'égalité salariale comme un droit pour tous, mais taisent la situation d'inégalité dans les faits où les femmes reçoivent un salaire inférieur aux leurs. Selon nous, il est possible ici aussi d'y voir le principe d'occultation de Doise (1990:114) dans Sanchez-Mazas (2004:74) où un principe valorisé qui est considéré assignable à tous ne se présente pas comme « l'apanage d'un groupe » et où cette potentialité d'universalité « n'est pas et n'a jamais été actualisée ». L'égalité entre les sexes est bien, en ce sens et comme l'affirme Doise pour les droits fondamentaux (2001), une représentation sociale normative pensée dans l'avenir en faisant face à un présent qui le contredit de multiples manières.

L'analyse de la correspondance entre la position sociale et les représentations sociales est donnée moins évidemment ici que pour la représentation sociale du développement régional où la position dominante des hommes travailleurs et de l'économie était facilement observable et où plusieurs ressemblances ressortaient entre les femmes et les personnes sans emploi qui se situent dans une position hiérarchiquement inférieure dans l'organisation sociale. Pour revenir aux résultats de la représentation sociale de l'égalité entre les sexes, il est observé chez les hommes des points communs avec les sans-emploi, soit la mention plus fréquente des éléments de réponse à caractère social et culturel ainsi que les référents aux spécificités sexuelles féminines ou masculines. Les femmes qui sollicitent plus fréquemment les représentations sociales du travail et de l'éducation se rapprochent plutôt des employés manuels et de soutien ainsi que des professionnels, même si ceux-ci font une mention fréquente de l'histoire qui se rapproche plutôt des hommes. Nous faisons l'hypothèse que la valorisation de l'égalité dans nos sociétés est très prégnante et que, par conséquent, la position dominante des hommes n'est pas valorisée et que ceux-ci, pour cette raison, se situent dans une position hiérarchique défensive et/ou inférieure en ce qui a trait à cette normalisation du droit à l'égalité.

De plus, la référence à la représentation sociale du travail qui a été utile jusqu'ici dans notre analyse, semble dans cette question précise, oblitérer la composante économique de l'inégalité entre les sexes où le travail est mentionné principalement pour parler d'équité salariale. Vu ainsi, ce sont ici les femmes et les travailleurs qui évoquent le plus le domaine économique. Il est possible que les femmes se situent dans une position de lutte où elles s'approprient les valeurs patriarcales dominantes et où les hommes, dans une position dévalorisée, s'approprient les valeurs considérées inférieures dans l'organisation sociale et rejettent ainsi ou nient leur position économique

dominante. Tout semble confirmer la prégnance du principe d'occultation de Doise dans la représentation sociale de l'égalité entre les sexes.

De plus, le fait de faire fréquemment mention des spécificités masculines et féminines par les hommes et les personnes sans-emploi semble dénoter une essentialisation de la féminité et de la masculinité. Selon Roy et le Conseil du statut de la femme (2010:29), il s'agit de principes organisateurs de la société patriarcale. Dans le même sens, selon Descarries et le Conseil du statut de la femme (2010:38) ils font référence à des morales, des représentations et des pratiques qui diffèrent selon le sexe et font obstacle au changement en empêchant de questionner l'origine de ces différences. Les femmes et les travailleurs mentionnent fréquemment l'éducation qui est présentée comme le moyen de parvenir à l'égalité entre les sexes en permettant un dépassement de ces différences. En ce sens, la position sociale de chacun se retrouve à être confirmée par la représentation sociale où les hommes représentent le statu quo et les femmes, le changement social. Cependant, cette interprétation est difficilement conciliable avec les catégories socioprofessionnelles. Ici, nous faisons une autre hypothèse selon laquelle le niveau d'éducation des travailleurs et celui des femmes face à l'égalité entre les sexes permet le dépassement de cette essentialisation des femmes et des hommes.

6.2. La hiérarchisation

Cette partie synthétise les réponses des répondants correspondants à l'identification des facteurs les plus importants selon eux quant à l'enjeu social de l'égalité entre les sexes. Pareillement à ce qui a été observé en développement régional, les réponses des répondants à cette question se distinguent de celles portant sur la définition et sur l'identification des problèmes, causes et solutions. En ce sens, il ressort que les femmes mentionnent plus de thèmes et répondent plus abondamment que les hommes à cette question, contrairement à ce qui a été observé ailleurs. Les réponses des femmes sont également plus concentrées en quelques thèmes et moins éclatées que celles des hommes. Tout comme pour le développement régional, il convient de nuancer en prenant compte des différentes catégories socioprofessionnelles. Les différences entre les hommes et les femmes sans-emploi d'une part ainsi que celles entre les employés manuels et de soutien d'autre part sont minimales ou presque identiques. La différence observée entre les hommes et les femmes s'explique entièrement par les taux de réponse des employés professionnels : les femmes professionnelles parlent

beaucoup plus que les autres femmes, tandis que les hommes professionnels parlent beaucoup moins que les autres hommes.

Le tableau 18 présente les éléments de hiérarchisation de la représentation sociale de l'égalité entre les sexes mentionnés par les répondants. Les femmes sans emploi ont mentionné le travail, la représentation politique, l'éducation, la sphère domestique, les capacités et les opportunités ainsi que les rapports sociaux. Les femmes employées manuelles et de soutien ont parlé d'opportunités et de capacité, de travail et de rapports sociaux. Pour leur part, les femmes employées professionnelles ont nommé l'éducation, les rapports sociaux, la représentation politique, les opportunités et les capacités, la sphère domestique, le travail et les problèmes sociaux. Les hommes sans emploi ont fait référence à ces éléments : le travail, la sphère publique, la sphère domestique, l'éducation, les droits et la place des femmes et la culture. Ceux ayant un emploi manuel et de soutien avaient comme réponse le travail, l'éducation, les rapports sociaux et les capacités et les opportunités se rapportant aux femmes. Pour finir, les hommes employés professionnels ont mentionné les rapports sociaux et ont fait référence à des commentaires se rapportant à la pensée masculiniste.

Les deux sexes, en ce qui a trait à la hiérarchisation, mentionnent le travail, les capacités et les opportunités, les rapports sociaux, l'éducation ainsi que la sphère domestique. La mention du travail est celle qui revient le plus souvent et se retrouve dans toutes les catégories socioprofessionnelles. C'est seulement chez les hommes professionnels qu'il n'en a pas été fait mention. Il n'existe pas une grande variabilité entre les hommes et les femmes; en majorité les commentaires concernent l'équité salariale. Le répondant 2 (sans emploi) va plus loin en affirmant que l'équité économique est nécessaire à l'égalité entre les sexes : « Ben là évidemment c'est l'économique, c'est ça, si t'as pas d'argent tu parles pas d'égalité ». Sinon, les autres commentaires se situent au niveau des tâches allant de l'affirmation du caractère indifférencié de celles-ci jusqu'à celui où l'on qualifie la gestion des femmes aux postes de décisions de plus dure.

La mention des rapports sociaux se retrouve également dans toutes les catégories socioprofessionnelles sauf pour les hommes sans-emploi qui n'en font pas mention. Il y est mentionné l'importance de l'amour et de la bienveillance, de respect et de partage.

Tableau 19: Hiérarchisation quant à l'égalité entre les sexes selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle

Catégories socioprofessionnelles	Femmes	Hommes
Personnes sans emploi	- travail -représentation politique -éducation -sphère domestique -capacités et opportunités -rapports sociaux	-travail -sphère publique -sphère domestique -éducation -droits et place des femmes -culture
Employés manuel et de soutien	-opportunités et capacités -travail -rapports sociaux	-travail -éducation -rapports sociaux -capacités et opportunités
Employés professionnels	-éducation -rapports sociaux -représentation politique -opportunités et capacités -sphère domestique -travail -problèmes sociaux	-rapports sociaux -pensée masculiniste

La répondante 7 (sans emploi) résume :

Entre... l'égalité des sexes pour les hommes et pour les femmes ça serait euh... ça serait en général, comme humainement, ça serait qu'il y ait une bienveillance l'un envers l'autre, plutôt que de se tirailler ce qui devient grugeur d'énergie et qui vient très très... alors avant, avant peut-être même l'amour, le respect l'un envers l'autre, pis peut-être éventuellement avec un minimum de respect, ben on pourra arriver à quelque chose.

De même, chez les femmes, la mention des opportunités et des capacités se retrouve partout et seulement chez les employés manuels et de soutien pour ce qui est des hommes. Par exemple, la répondante 10 mentionne : « les mêmes opportunités à la naissance comme je disais, que la petite fille puisse viser aussi loin que son frère, que rien qui la bloque ». Les mentions se référant à l'éducation pour la situation de l'égalité entre les sexes au Saguenay-Lac-Saint-Jean concernent principalement celles des enfants, mais il est aussi question de l'éducation dans le système public et au sens plus large, d'éducation de la société. La sphère domestique concerne essentiellement

l'égalité entre les tâches et elle est importante pour les répondantes sauf pour celles possédant un emploi manuel et de soutien. Seuls les répondants sans emploi la mentionnent.

Les femmes seulement nomment la représentation politique et les problèmes sociaux. Les commentaires liés au domaine politique correspondent à l'objectif de la parité et du besoin d'augmenter la représentation des femmes pour l'obtenir. Il y est également spécifié que cela est nécessaire à la prise en compte des besoins particuliers des femmes. La répondante 5 (employée professionnelle) résume :

Je pense que pour qu'il y ait égalité entre les sexes, à un moment donné va falloir que les femmes s'impliquent plus dans des niveaux plus élevés parce que, pour qu'on soit en mesure de voir aux problématiques des femmes à travers... Que ce soit des hommes qui soient en politique, tu sais que ça serait bon aussi moitié-moitié, femme et homme en politique pour être capable de voir aussi les deux facettes de la médaille. On fera pas d'un homme une femme, on fera pas d'une femme un homme, chacun est différent, il faut respecter les différences, mais en même temps il faut être capable en même temps de voir ce que les femmes vivent.

Il y est également mentionné les difficultés plus importantes pour ces dernières.

Les hommes quant à eux, ajoutent les droits et la place des femmes, l'importance de la représentativité des femmes dans la culture qui semble se rapprocher de l'égalité, la pensée masculiniste qui met en relief l'importance de ne pas oublier les problèmes et les injustices vécus par les hommes ainsi que la sphère publique où l'importance du juridique est affirmé. Concernant la place des femmes, il est fait mention de la nécessaire prise en charge des femmes par elles-mêmes. Par exemple, le répondant 3 (sans-emploi) mentionne : « la femme se déniaise christi, que vous disiez à l'homme eh cristi on... vous êtes pas tout seul à vouloir le pouvoir, nous autres aussi on le veut, pis peut-être ben que la femme prenne sa place ».

Les éléments n'ayant pas été considérés comme importants pour la situation de l'égalité entre les sexes sont les éléments liés à la spécificité sexuelle (la féminité et la masculinité) et les référents à l'histoire. Les thèmes de l'inclusion et de l'exclusion ainsi que ceux de la qualité de vie n'ont également pas été mentionnés. De plus, les répondants n'ont pas fait appel aux représentations sociales des médias de l'immigration et des syndicats.

6.2.1. Analyse selon les éléments constitutifs de la représentation sociale (tableau 6)

La variabilité observée lorsque les éléments sont ramenés dans le tableau de classification n'est pas très importante que ce soit entre les sexes ou entre les catégories professionnelles, surtout si l'on considère les réponses plus importantes des femmes en nombre. Les éléments culturels et sociaux sont les plus présents, et ce, en plus grand nombre chez les femmes. Celles-ci sont également les seules à mentionner des éléments politiques. Les employés manuels et de soutien se distinguent par l'absence de mention d'éléments relatifs au politique ainsi qu'aux thèmes transversaux. Quant aux répondants ne possédant pas d'emploi, ils sont ceux qui mentionnent en majorité ces thèmes transversaux.

6.2.2. Interprétation de la hiérarchisation dans l'égalité entre les sexes selon les répondants (tableau 18)

La hiérarchisation permet de poser des hypothèses sur l'organisation de la représentation sociale. Les éléments mentionnés et la nature des réponses en donnent des indices importants sur leurs positions centrales ou périphériques. L'absence d'élément de réponse se référant à l'histoire confirme son statut extérieur à la représentation qui la situe plutôt comme ce qui détermine en partie le contenu des représentations sociales. Les spécificités sexuelles ne sont également jamais considérées comme importantes et ne doivent donc pas être centrales dans la représentation sociale de l'égalité entre les sexes, de même que l'inclusion et l'exclusion sociale et la qualité de vie qui sont également absentes. Les représentations sociales de l'éducation et du travail sont quant à elles, mobilisées régulièrement et doivent se retrouver dans une position rapprochée du système représentationnel de l'égalité entre les sexes. Plus précisément, celle du travail se retrouve plus près que celle de l'éducation.

On retrouve la mention des éléments sociaux et culturels le plus souvent, outre la mobilisation de la représentation sociale du travail qui se retrouve dans presque toutes les catégories socioprofessionnelles. De plus, considérant les quatre champs cognitifs de Moliner (1996) tirés de Seca (2010), ce sont les rapports sociaux qui représentent le mieux la centralité parmi ces derniers, car lorsque les répondants en parlent, ces éléments définissent et normalisent l'égalité entre les sexes. Il apparaît que les différences sexuelles (acquises ou innées, physiques et psychiques)

permettent de décrire le phénomène de l'égalité entre les sexes, et ce, surtout au travail, mais que les rapports sociaux demeurent ce qui permet de porter un jugement sur la qualité de celle-ci selon Moliner (1996) tiré de Seca (2010) et qui en génère la signification selon Abric dans Guimelli (1994) : l'égalité entre les sexes c'est le respect, c'est la bienveillance, etc. entre les femmes et les hommes, que ce soit au travail ou ailleurs. Cette égalité se définit dans les rapports sociaux et se juge également dans les problèmes s'y rattachant.

Les autres éléments de la représentation de l'égalité entre les sexes s'inscrivent dans sa périphérie et sont, en tant que tels, formulés comme des attentes et des descriptions permettant la diversité et la modulation individuelle, par exemple l'affirmation que les femmes et les hommes de mêmes compétences devraient obtenir les mêmes postes. Cet élément, classé comme capacités et opportunités, n'est pas central étant plutôt une description et une attente, et ce, malgré le fait qu'il se retrouve fréquemment mentionné par les répondants. Ces éléments de la périphérie, comme mentionné par Moliner (1996) tiré de Seca (2010), traduisent et actualisent les prises de position des individus quant à l'élément central de la représentation que constituent les rapports sociaux et sont, selon ce dernier, fonctionnels en ce qu'ils permettent l'adaptation à la réalité concrète et la concrétisation du système central en terme de conduites.

6.3. Description des problèmes, des causes et des solutions

Tout comme pour la partie du questionnaire portant sur le développement régional, les répondants de cette recherche ont également été questionnés afin d'identifier quels sont les problèmes que rencontre l'égalité entre les sexes dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean ainsi que les causes et les pistes de solutions à y apporter. Ces résultats sont présentés selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle dans les tableaux qui suivent. Les réponses seront présentées distinctement selon les problèmes, les causes et les solutions. Les réponses des femmes aux questions concernant les problèmes et les solutions se comparent à celles des hommes en ce qu'elles sont longues et variées, ce qui n'est cependant pas le cas au niveau des solutions.

6.3.1. Les problèmes

Le tableau 19 présente les éléments de réponse liés à ce qui a été identifié comme problématique par les répondants. Les femmes sans emploi ont parlé de la culture, des droits et de la place des femmes, de l'éducation, des médias, des problèmes sociaux et de la société moderne. Les femmes employées manuelles et de soutien ont mentionné le travail, l'histoire, l'évolution et l'état de la situation relative à l'égalité entre les sexes ainsi que la société moderne. Les femmes occupant un emploi professionnel ont fait référence au travail et à la représentation politique. Quant aux hommes sans emploi, ils ont nommé les droits et la place des femmes, l'éducation, l'histoire, l'évolution et l'état de la situation, les médias, les problèmes sociaux et le travail. Les hommes employés manuels et de soutien ont mentionné l'histoire, l'évolution et l'état de l'égalité entre les sexes, les rapports sociaux, la société moderne, la sphère domestique et le travail. Pour terminer, les hommes employés professionnels parlent de problèmes sociaux, d'éducation, de l'histoire, de l'évolution et de l'état de cette situation, de la société moderne et ils ont fait référence à des éléments se rapportant à la pensée masculiniste.

Chez les répondants des deux sexes, les éléments suivants ont été mentionnés : le travail, l'histoire, l'évolution et l'état de la situation, la société moderne, les droits, le statut, la place des femmes, l'éducation, les médias et les problèmes sociaux. Les médias sont cependant présentés comme la cause de problèmes sociaux. Les problèmes sociaux soulevés par les répondants sont l'hypersexualisation, la violence conjugale et la monoparentalité. Par exemple, le répondant 2 (sans emploi) explique :

Dans mon temps, les ptits gars étaient habillés en ptits gars et les petites filles en petites filles. Mais euh... il n'y avait pas d'hypersexualisation que je trouve, je trouve ça effrayant. Peut-être justement que les petites filles, on leur met Brithney Spire, pis euh... Paris Hilton, mais je trouve que ça, la sexualisation des enfants, je trouve ça inquiétant, bon qu'est-ce tu veux. (...) Les médias y vendent cette idée-là, moi je trouve c'est ça, pis quand t'es jeune, t'es jeune tu sais.

Ces problèmes sont autant présents chez les sans-emploi que chez les employés professionnels. Ils sont cependant absents chez les employés manuels et de soutien. Les répondants n'ayant pas d'emploi ne font pas mention d'éléments relatifs à la société moderne et sont les seuls, autant chez les hommes que chez les femmes, à mentionner la question des droits, du statut et de la place des

Tableau 20: Les problèmes identifiés par les répondants selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle

Catégories socioprofessionnelles	Femmes	Hommes
Personnes sans emploi	<ul style="list-style-type: none"> -culture -droits et place des femmes -éducation -médias -problèmes sociaux -société moderne 	<ul style="list-style-type: none"> -droits et place des femmes -éducation -histoire, évolution et état de la situation -médias -problèmes sociaux -travail
Employés manuels et de soutien	<ul style="list-style-type: none"> -travail -histoire, évolution et état -société moderne 	<ul style="list-style-type: none"> -histoire, évolution et état -rapports sociaux -société moderne -sphère domestique -travail
Employés professionnels	<ul style="list-style-type: none"> -travail -représentation politique 	<ul style="list-style-type: none"> -problèmes sociaux -éducation -histoire, évolution et état de la situation -pensée masculiniste -société moderne

femmes, les médias et l'éducation. Pour ce qui est de la société moderne, les éléments de réponse y correspondant font consensus entre les deux sexes. Chez les hommes et les femmes, certains répondants considèrent la société actuelle comme égalitaire. De même, ils mentionnent le culte de la beauté et de la femme-objet comme caractérisant celle-ci.

Il n'y a pas de variabilité entre les hommes et les femmes en ce qui concerne les droits et la place des femmes : tous les répondants qui en parlent le font pour affirmer les difficultés que rencontrent les femmes à prendre leur place. Par exemple, la répondante 1 (sans emploi) souligne : « ben tu vas entendre dire souvent : « ôte toi de là, t'as pas d'affaire là, c'est des affaires de gars, c'est pas des affaires de filles ».

En ce qui a trait à l'éducation, une différence ressort entre les deux sexes. Les hommes critiquent le système d'éducation et en parlent soit en le qualifiant de matriarcal ou en y affirmant le manque de professeur masculin s'y retrouvant. Chez les femmes, il est plutôt fait mention de leur éducation à savoir le manque d'éducation avec tout ce qu'il peut entraîner dans leur propre vie.

Les éléments se référant à l'histoire, l'évolution et l'état de la situation se retrouvent plus souvent chez les hommes et sont présents chez ceux-ci dans toutes les catégories socioprofessionnelles. Il existe une variabilité entre les sexes. Les hommes font état de la situation actuelle et passée dans la région tandis qu'une répondante mentionne plutôt les choix de nos mères, plus restreints que les nôtres. Il existe également une différenciation entre les hommes et les femmes en ce qui concerne le travail. Les hommes mentionnent l'iniquité salariale. Il existe aussi une variabilité entre les femmes elles-mêmes : certaines affirment l'égalité entre les sexes et tout autant que la sous-représentation des femmes dans les postes décisionnels. Par exemple, d'un côté, la répondante 12 possédant un emploi professionnel affirme :

Ben les problématiques c'est ce qui je disais t'à l'heure, c'est toujours le fait que les plus hauts postes sont toujours détenus par des hommes. Donc la mentalité dans les entreprises pis dans le système public a de la misère à changer, parce que les décideurs sont toujours des hommes, fait qu'on reste dans cette mentalité-là.

Tandis que de l'autre côté, les femmes possédant un emploi manuel et de soutien dans des métiers traditionnellement masculins mentionnent une situation jugée équitable en emploi.

Seules les femmes ont parlé de représentation politique, et ce, en terme de sous-représentation. L'une d'entre elles, la répondante 7 (sans emploi), fait mention de la culture :

Avec les jeunes, avec les adultes, ça serait que les femmes en général y se taisent trop encore, ce que je vois quand je participe à des groupes, même qu'y a un groupe que je connais, la femme c'est une leader pis elle parle très très rarement. Quand je la vois, elle va jamais au micro, pis ce sont pratiquement toujours des hommes qui vont au micro pis ça, ça fait partie de notre culture...

Pour les hommes, il a été question de pensée masculiniste, de rapports sociaux et de sphère domestique et publique. Parmi les employés manuels et de soutien, nous retrouvons la mention d'éléments relatifs aux rapports sociaux et la sphère domestique. Cependant, ces éléments se rejoignent sous le thème de la violence faite aux femmes. Par exemple, le répondant 4 exprime son opinion : « Je trouve qu'il y a encore beaucoup de violence dans les couples, on en voit, il arrive tellement d'affaires. De la jalousie pis de... qui battent leurs femmes pis qui tuent leurs enfants pour leur femme ».

Le thème de la pensée masculiniste se retrouve, quant à lui dans la catégorie des professionnels. Le répondant 8 affirme :

Je trouve qu'on est un petit trop matriarcal dans notre société pis ça a engendré, je pense entre autres, les problèmes scolaires qu'on connaît, les garçons, les problèmes, les hausses de suicide, les hausses de ci, les hausses de ça.

6.3.1.1. Analyse selon les éléments constitutifs de la représentation sociale (tableau 6)

Lorsque les éléments de réponse sont ramenés dans le tableau de classification, il ne ressort pas beaucoup de variabilité entre les hommes et les femmes au niveau des éléments d'ordre social, culturel et politique. Même chose en ce qui a trait à la mobilisation de la représentation sociale de l'éducation, des médias et de la société moderne. Cependant, les femmes font plus appel à celle du travail que les hommes tandis que ces derniers mentionnent plus souvent des éléments de la représentation sociale de l'égalité entre les sexes reliés à son histoire, son évolution et l'état actuel de celle-ci. De plus, les éléments liés à la spécificité sexuelle des hommes et des femmes n'ont jamais été mentionnés par l'un ou l'autre sexe. Pour ce qui est de la variabilité entre les différentes catégories socioprofessionnelles, il ressort clairement que les répondants étant sans emploi sont ceux qui font le plus appel à des éléments de nature sociale ou culturelle pour identifier les problèmes rencontrés pour l'atteinte de l'égalité entre les sexes. Ces répondants se distinguent également par leur mobilisation restreinte de la représentation sociale du travail et par le fait qu'ils sont seuls à mentionner les médias. De plus, ils sont les seuls à ne pas mentionner d'éléments politiques. Les répondants de la catégorie des employés manuels et de soutien sont ceux qui font le plus mention d'éléments se référant à l'histoire de l'égalité entre les sexes. Les employés professionnels ne se distinguent pas particulièrement. Il existe beaucoup moins de variabilité entre ceux possédant un emploi qu'entre ces derniers et les personnes sans emploi.

6.3.2. Les causes

Le tableau 20 présente les éléments de réponse concernant les causes des problèmes, identifiés par les répondants, face à l'atteinte de l'égalité entre les sexes. Tout comme pour le développement

régional, il arrive régulièrement que les répondants ne semblent pas faire de séparation nette entre la cause et le problème. De plus, les réponses des femmes sont beaucoup plus succinctes et moins variées que celles des hommes. Les femmes sans emploi parlent de l'histoire, de l'évolution et de l'état de la situation relative à l'égalité entre les sexes, les employées professionnelles mentionnent les droits et la place des femmes ainsi que l'éducation. Pour leur part, les hommes sans emploi ont parlé de l'histoire, de l'évolution et de l'état de cette situation, des médias et des rapports sociaux tandis que les employés de soutien ont mentionné la société moderne. Les hommes employés professionnels ont eux aussi mentionné l'histoire, l'évolution et l'état relatif à l'égalité entre les sexes, la pensée masculiniste, la protection des acquis et le danger d'un retour en arrière, les rapports sociaux et la société moderne.

Tableau 21: Les causes identifiées par les répondants selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle

Catégories socioprofessionnelles	Femmes	Hommes
Personnes sans emploi	-histoire, évolution et état de la situation	-histoire, évolution et état de la situation -médias -rapports sociaux
Employés manuels et de soutien		-société moderne
Employés professionnels	-droits et place des femmes -éducation	-histoire, évolution et état de la situation -pensée masculiniste -protection des acquis et danger d'un retour en arrière -rapports sociaux -société moderne

Un seul élément est commun aux deux sexes soit l'histoire, l'évolution et l'état de la situation. Les hommes et les femmes sans emploi sont ceux qui le mentionnent le plus régulièrement, tandis que les employés manuels et de soutien n'y font pas référence du tout. De plus, les personnes sans emploi font consensus en mentionnant la présence et de la persistance des vieilles croyances et mentalités. La répondante 1 souligne que :

C'est parce qu'on dirait qu'il y a des gars sont restés dans la vieille mentalité, ils ont pas vieilli avec le temps. [...] pis pourtant c'est des jeunes. [...] Ouais, on

dirait qu'ils ont été élevés par leur grand-père. Je te jure, parce que c'est un jeune d'une vingtaine d'années que j'avais rencontré, il arrive y dit à sa blonde tasse-toi de là, t'as pas d'affaire là, t'es une femme.

Les femmes seulement ont mentionné les droits et la place des femmes ainsi que l'éducation et ce sont celles occupant un emploi professionnel qui l'ont fait. Plus précisément, il s'agit du commentaire de la répondante 5 qui lie les deux :

Ben parce qui manque de confiance en nous, l'éducation pis dans la société, on les a pas assez. On leur donne pas la place qui mérite parce que si on regarde les femmes sont plus scolarisées que les hommes. Pourquoi les femmes n'accèdent pas à des postes plus élevés, c'est incompréhensible?

Les hommes, quant à eux, mentionnent la présence d'injustices envers eux (pensée masculiniste), les rapports sociaux, la protection des acquis et les dangers d'un retour en arrière, les médias ainsi que la société moderne. Parmi les réponses se référant aux rapports sociaux, il est question d'humanisme (vu comme une solution) et du féministe radical par le répondant 2 (sans emploi) qui dit : « Tu sais, moi je n'ai pas de problèmes avec les féministes en général, bah... j'ai le problème avec les féministes fanatiques ça, j'en ai rencontré très peu ». Chez les employés manuels et de soutien, seuls les hommes ont apporté des éléments de réponse et il s'agit de la société moderne et c'est dans le but d'en faire ressortir un mode de vie caractérisé par le manque de temps, ainsi que par l'exploitation capitaliste et la société de consommation du plaisir. Les employés professionnels le mentionnent également, le répondant 8 affirme :

Les causes... hyperconsommation du plaisir à tout prix, pour ce qui est des jeunes là. Qui a fait en sorte que les femmes, les filles, on va parler des filles parce qu'on parle d'adolescentes, se retrouvent souvent dans des modèles de ce genre-là que les femmes se sont longtemps battus. Donc l'économie a un lien a joué dans ça, la mentalité de notre système économique a fait que, on n'est pas dans un système économique qui veut l'égalité pour tout le monde, on est dans un système que faut qui aie un plus pauvre pis un plus riche, qui aies des gens exploités, t'sais, on est dans un système capitaliste pis y a tu de quoi de plus pas correct que ça?

Les éléments se rapportant aux médias y sont liés puisque le répondant 2 (sans emploi) y mentionne la « pitoune de rêve » y étant promulguée. La pensée masculiniste et la protection des acquis et le danger d'un retour en arrière n'ont été mentionnés que par ceux occupant un emploi

professionnel comme un besoin d'y allouer plus de ressources et de se responsabiliser pour y parvenir.

6.3.2.1. Analyse selon les éléments constitutifs de la représentation sociale (tableau 6)

Lorsque ces réponses sont classées selon le tableau de classification des éléments de la représentation sociale de l'égalité entre les sexes, il ressort que tous les éléments sont mentionnés plus souvent par les hommes. Il est cependant difficile d'y trouver un sens étant donné la très grande différence de contenu entre les hommes et les femmes. Cependant, cela permet de noter qu'aucun élément de nature politique, ou lié aux spécificités sexuelles ne fait partie des causes identifiées par les répondants. Également, la représentation sociale du travail n'a pas été mise en cause. De plus, les répondants sans emploi et chômeurs sont les seuls à faire appel à la représentation sociale des médias. Les employés manuels et de soutien ne se distinguent que par le contenu limité des réponses. Les employés professionnels, quant à eux, le font nettement par la diversité et la longueur de leurs réponses. Ce sont eux qui mentionnent le plus d'éléments sociaux ou culturels et ils sont les seuls à mobiliser la représentation sociale de l'éducation.

6.3.3. Les solutions

Les pistes de solutions mentionnées par les répondants sont présentées dans le tableau 21 selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle. Pratiquement toutes les solutions énumérées par les femmes l'ont été également par les hommes. Les employés professionnels des deux sexes sont ceux qui apportent le moins de pistes de solutions quand il s'agit de l'égalité entre les sexes. Les femmes sans emploi ont nommé l'éducation, l'histoire, l'évolution et l'état de la situation, les rapports sociaux et la sphère publique. Les femmes employées manuelles et de soutien mentionnent la représentation politique et le travail, tandis que les employées professionnelles parlent d'éducation et de féminité. Les hommes sans emploi, quant à eux, ont fait référence à ces éléments : l'éducation, l'histoire, l'évolution et l'état de la situation relative à l'égalité entre les sexes, la représentation politique, la société moderne et la sphère publique. Les hommes employés manuels et de soutien mentionnent la représentation politique, le travail, la gouvernance, l'histoire,

l'évolution et l'état de la situation ainsi que les rapports sociaux. Pour terminer, les hommes occupant un emploi professionnel ont nommé la protection des acquis et le danger d'un retour en arrière.

Tableau 22: Les solutions identifiées par les répondants selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle

Catégories socioprofessionnelles	Femmes	Hommes
Personnes sans emploi et chômeur	-éducation -histoire, évolution et état de la situation -rapports sociaux -sphère publique	-éducation -histoire, évolution et état de la situation -représentation politique -société moderne -sphère publique
Employés manuels et de soutien	-représentation politique -travail	-représentation politique -travail -gouvernance -histoire, évolution et état de la situation -rapports sociaux
Employés professionnels	-éducation -féminité	-protection des acquis et danger d'un retour en arrière

Les éléments mentionnés par les deux sexes sont l'éducation, l'histoire, l'évolution et l'état de la situation, les rapports sociaux, la représentation politique, le travail et la sphère publique. Il existe une variabilité en ce qui concerne l'éducation. Toutes les femmes mentionnent l'éducation des enfants tandis que les répondants parlent plutôt d'un besoin général d'éducation pour améliorer la situation de l'égalité entre les sexes.

Pour ce qui est des rapports sociaux, les femmes tout comme les hommes parlent de respect. Le répondant 6 (employé manuel et de soutien) dit à ce sujet : « t'as l'aspect respect de la personne, tu sais la femme mérite pas moins de respect que l'homme, fait que dans un milieu de travail, a doit pas être dénigré plus qu'un homme devrait l'être ». Les éléments liés à l'histoire, l'évolution et l'état actuel de l'égalité entre les sexes varient à chaque réponse. Cependant, on fait mention de la religion chez les deux sexes ne possédant pas d'emploi. Celle-ci est mentionnée en termes de cause des problèmes pour la femme et en termes de changement pour l'homme qui précise que le politique a aujourd'hui remplacé la religion en termes de pouvoir quant à l'égalité entre les sexes.

Le même scénario se répète lorsqu'il est question du travail, il n'y a pas de critère permettant de distinguer les femmes des hommes : les deux parlent d'équité salariale. Cependant, les hommes ajoutent le besoin de mettre en œuvre la parité dont le répondant 4 (employé manuel et de soutien) :

... mettre ça vraiment, je ne le sais pas comment je te dirais que quand ils font des nominations, qu'ils nomment autant d'hommes que de femmes dans tout, dans n'importe quoi pis dans les travaux aussi (...) mettons dans mon travail il dirait, côté ouvrier, on prend autant de femmes qu'on prend d'hommes. Ça serait l'égalité, tu sais dans le fond, peu importe le travail, ça devrait être comme ça, pis même dans les bureaux, même du côté féminin qui prennent des gars aussi, malgré que ça se fait aussi, regarde dans les caisses, avant t'avais rien que des caissières, astheure t'as des caissiers. Je trouve qui devrait mettre ça égal vraiment.

Pour ce qui est des autres éléments de réponse, la variabilité est présente, mais n'est pas liée de façon significative au sexe. Les éléments de représentation politique concernent des réponses faisant état d'un besoin de représentation féminine, d'élire plus spécifiquement une mairesse ou d'exiger la parité au sein du gouvernement. En ce sens, le répondant 4 (employé manuel et de soutien) affirme :

Ouais, obliger pis quand qui nomme un parlement, qu'il y aille autant de ministres femmes qu'il y aille de ministres hommes, que ça soit égal. Ça part de là tu sais, veut veut pas, le gouvernement, je ne sais pas moi, me semble c'est lui qui donne l'exemple à la population, tu sais me semble que ça part d'eux autres.

Au niveau de la sphère publique, il est mentionné par le répondant 2 (sans emploi) que tout passe par le politique, et par la répondante 7 (sans emploi) que les femmes doivent prendre le pouvoir qu'elle possède dans la sphère domestique et le transposer dans celle publique.

Le seul élément mentionné uniquement par les femmes est la féminité où les qualités dites féminines dans les postes décisionnels sont « payantes » pour la société en général. La répondante 12 (employée professionnelle) en parle concrètement en emploi :

Dans le sens que souvent ça peut faire une différence, c'est sûr que les femmes en majorité, même si sont dans les postes de responsabilités, y vont quand même être plus humaines. Tu sais, ton mari a le cancer, tes parents sont malades, sont... Un homme-là, si ça y pose un problème de gestion, tu vas avoir des problèmes tandis

que souvent une femme va faire, va t'offrir des choses, va te permettre même des choses qui sont peut-être, qui vont même un petit peu contourner le système, que tu puisses reprendre ton temps, que tu puisses prendre du temps, mais va comprendre que t'as besoin de temps, que c'est important. Il n'y a pas juste la gestion de l'entreprise, c'est qu'en plus veux dire, sont capable de se mettre à la place de leur employé en majorité. (...) ouais, y ont plus d'empathie, pis ça souvent, ça fait un meilleur climat de travail...

Les hommes sont les seuls à nommer la gouvernance, la société moderne ainsi que la protection des acquis. Ce dernier point consiste à allouer plus de ressources afin d'y parvenir et celui de la société moderne concerne l'image de la femme parfaite et du culte de la beauté prôné dans la société. Le répondant 2 (sans emploi) en parle comme d'un problème qui se généralise aux hommes :

Si on y met toute l'image de la femme parfaite de la beauté à tout prix. Bon tout ce qui va avec, pis d'un autre côté aussi, c'est un problème pour les femmes, car je lisais un article sur la tyrannie de la beauté... Malgré qu'aujourd'hui, ça commence à être pareil pour les gars tu sais, faut pas que tu aies de rides, faut que tu aies tous tes cheveux, faut que tu aies un corps parfait, pis ça commence aussi à être comme ça pour les hommes aussi.

Les hommes manuels et employés de soutien sont les seuls parmi les répondants à avoir mentionné la gouvernance. Le répondant 4 voit le gouvernement comme devant être à l'origine des changements dans la situation de l'égalité entre les sexes : « ouais ben côté politique, ça part de nos gouvernements pis tout ça, pis ça descend ».

6.3.3.1. Analyse selon les éléments constitutifs de la représentation sociale (tableau 6)

Lorsque ces éléments sont insérés dans le tableau de classification des éléments de la représentation sociale, il ressort que les femmes font beaucoup plus appel à la représentation sociale de l'éducation que les hommes. Ceux-ci, cependant, mobilisent plus celle du travail que les femmes. Ils mentionnent également plus souvent des éléments politiques et un peu plus d'éléments se référant à l'histoire. Les femmes se distinguent également par l'utilisation d'éléments liés aux spécificités sexuelles. Pour ce qui est des différentes catégories socioprofessionnelles, il ressort que les sans-emploi font plus appel à l'éducation et à l'histoire que les autres catégories d'occupation

comme solution aux problèmes d'égalité entre les sexes. Les employés manuels et de soutien sont les seuls à faire appel à la représentation sociale du travail. Les employés professionnels quant à eux se distinguent par la non-utilisation de piste de solution de nature sociale, culturelle et politique.

6.3.4. Interprétation des problèmes, des causes et des solutions quant à l'égalité entre les sexes selon les répondants (tableaux 19, 20 et 21)

L'analyse des réponses liées aux problèmes, à ses causes et aux solutions devant y être apportées, permet, dans le cadre de l'étude des représentations sociales, de déterminer à quels acteurs sociaux reviennent la responsabilité et les compétences y étant associées. L'identification des acteurs mis en évidence par les individus et les groupes sociaux amène les répondants à une certaine reconnaissance de leur position face à ces problèmes.

Les femmes identifient leur manque de pouvoir comme constituant le véritable problème. Elles le relient principalement au domaine du travail, par l'identification de leur sous-représentation dans les postes décisionnels, mais elles en parlent également dans le domaine politique en termes de sous-représentation. Il semble difficile de nommer les causes qui ne sont cependant pas reliées à des éléments relatifs à la politique, au travail, ni aux différences provenant de spécificités sexuelles. Les solutions, quant à elles, se situent majoritairement au niveau de l'éducation des enfants. Les femmes se responsabilisent quant à l'enjeu de l'égalité entre les sexes en s'octroyant la responsabilité d'en induire le changement. Elles identifient le problème principal dans la sphère publique et productive et la solution la plus souvent mentionnée se situe dans la sphère reproductive, reconnaissant ainsi leur position sociale dans l'organisation sociale : ne possédant pas de pouvoir dans la sphère publique et productive, elles agissent dans celle reproductive. Elles semblent s'octroyer principalement la responsabilité de mettre en œuvre une réalité égalitaire entre les femmes et les hommes et la voient ainsi, principalement dans l'avenir (pour leurs enfants). Ce qui rejoint ici l'affirmation de Doise (2001) que les droits fondamentaux constituent des représentations sociales normatives. Il demeure que les femmes identifient également, dans une moindre mesure, des solutions dans le présent auquel elles sont confrontées et nomment l'équité salariale et l'obtention de la parité politique.

De façon générale, les hommes semblent se déresponsabiliser en tant qu'acteurs sociaux dans la situation de l'égalité entre les sexes au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Alors que les femmes mentionnent l'éducation qu'elles ont reçue et qu'elles transmettent ainsi que son influence, ils critiquent le système d'éducation (trop de femmes), mentionnent la généralisation du culte de la beauté en spécifiant qu'elle concerne dorénavant les hommes aussi et vont jusqu'à qualifier la société de matriarcale. Lorsque questionnés sur les problèmes relatifs à la situation de l'égalité entre les sexes, le plus souvent, ils font état des améliorations et du chemin parcouru comparativement à ce qui en était dans le passé. Lors des interprétations précédentes, nous mentionnions que les hommes sont positionnés dans le haut de la hiérarchie sociale et que cette position est dévalorisée face à la valeur égalitaire. Il semble que l'on retrouve chez les hommes, à cet égard, des réponses défensives qui vont jusqu'à l'affirmation de leur positionnement inférieur dans l'organisation sociale. Dans le même sens que chez les femmes, il semble difficile d'identifier les causes de la situation inégalitaire entre les femmes et les hommes. Pour résoudre cette situation inégalitaire, les hommes nomment principalement le travail et l'équité salariale. Ils mentionnent aussi moins fréquemment la parité dans tous les postes sans mention de ceux reliés plus spécifiquement au pouvoir. Ils reconnaissent ainsi la position inférieure des femmes dans une organisation sociale où l'économique domine. Cependant, le travail y est décrit comme devant être régulé par l'État principalement, qui doit s'assurer de l'équité salariale et de la mise en œuvre de la parité. Les hommes identifient clairement les solutions dans la sphère publique et voient la situation de l'égalité entre les sexes sous un angle historique.

6.4. Le sentiment d'implication

Pareillement au thème du développement régional, les répondants ont été préalablement questionnés sur leur sentiment d'implication et les éléments de réponse y correspondant ont été classés selon deux modalités : absence et présence du sentiment. Même chose pour les indicateurs plus précis de l'implication soit : l'identification (je me sens concerné), la valorisation (c'est important) et la perception d'action perçue (j'ai de l'influence) envers l'enjeu de l'égalité entre les sexes. Il faut cependant comprendre que les réponses de certains répondants ne respectent pas les limites de ces questions et que d'autres ne voient pas de distinction entre elles. Parmi celles-ci, la question de l'implication est la plus complète en ce qu'elle comprend des réponses de tous les répondants.

Pour ce qui est de la question plus générale de l'implication, les résultats sont présentés au tableau 22. Il ressort que toutes les femmes se sentent impliquées et beaucoup moins les hommes. Cependant, les hommes parlent beaucoup plus et amènent plus d'éléments de réponses. Les femmes sans emploi parlent de la peur, du retrait, d'une attitude fonceuse et de l'expression de soi. Les femmes employées manuelles et de soutien ont mentionné les comportements non discriminatoires et l'appui aux militants. Les employées professionnelles mentionnent l'attitude fonceuse et l'expression de soi ainsi que le syndicalisme. Pour leur part, les hommes sans emploi font référence à ces éléments de réponse : l'inexistence d'un réel débat et l'implication par les gestes et paroles, par le militantisme ainsi que par l'appui aux militants. Les hommes occupant un emploi manuel ou de soutien ont nommé leur absence de pouvoir quant à la situation de l'égalité entre les sexes, l'implication par les gestes et paroles et l'éducation, tandis que ceux occupant un emploi de professionnels ont mentionné l'absence de pouvoir et l'absence de problème (égalité entre les sexes dans leur vie), l'éducation, le fait de défendre le droit des femmes ainsi que le syndicalisme.

Tableau 23: Le sentiment d'implication ressenti par les répondants envers l'égalité entre les sexes selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle

Catégories socioprofessionnelles	Femmes	Hommes
Personnes sans emploi	-peur et retrait -attitude fonceuse et expression de soi	-inexistence d'un réel débat -par les gestes et paroles -par le militantisme -appui aux militants
Employés manuels ou de soutien	-comportement non-discriminatoire -appui aux militants	-absence de pouvoir -par les gestes et paroles -éducation
Employés professionnels	-attitude fonceuse et expression de soi -syndicalisme	-absence de pouvoir -absence de problème (égalité entre les sexes dans sa vie) -éducation -défenseur droit des femmes -syndicalisme

Chez les répondants des deux sexes, il est question d'appui aux militants ainsi que de syndicalisme. Ce dernier élément ne se retrouve que chez les employés professionnels. Par exemple, la répondante 10 (employée manuelle et de soutien) : « Pis c'est sûr que je vas appuyer ceux qui défendent la cause » et la répondante 12 (employée professionnelle) : « c'est sûr que syndicalement je l'ai faites là, parce que quand même j'ai rentré dans le syndicat il y a 20 ans ». Il convient de préciser que les répondants ayant un emploi de professionnels, femmes et hommes, sont tous des

syndicalistes actifs dans leur milieu de travail.

Pour ce qui est de l'absence d'implication, il est question, seulement chez les femmes, de peur et du retrait chez une personne sans-emploi : « Des fois je me retire beaucoup... je me retire parce que ça devient trop, mettons j'arrive, la personne arrive a va être violente si je la reprends, j'aime mieux me retirer » (répondante 1). Et en ce qui concerne la présence d'un sentiment d'implication, les femmes seulement mentionnent la nécessité d'une attitude fonceuse et de l'expression de soi, autant chez les sans-emploi que chez les professionnelles. Par exemple, la répondante 12 (employée professionnelle) :

Pis ça pas été facile de faire sa place. Je l'ai faite parce qui m'ont jamais arrêté de parler parce que je suis comme ça. J'ai toujours dit ce que je pensais, prends-les, prends les pas. Moi je te le dis dans la face, je ne te le dis pas dans le dos. J'ai toujours été comme ça, pis par après j'ai embarqué d'autres personnes.

Et la répondante 7 (sans emploi) :

« Ben, je m'implique parce que je fais comme le taureau pis je fonce dans le tas... je le prends parce que sinon on ne me le donnera pas, ça c'est évident. Au risque de passer pour je ne sais pas quoi, mais je le fais quand même ».

De plus, seulement les femmes possédant un emploi manuel ou de soutien mentionnent l'importance des comportements non discriminatoires.

Les éléments de réponse suivants, en ce qui a trait à l'absence de sentiment d'implication, ont été mentionnés seulement par des hommes et plus particulièrement par les professionnels : l'absence de pouvoir, l'inexistence d'un réel débat ainsi qu'une absence de problème dans sa vie à cet égard du fait de ses valeurs égalitaires. Cet élément, ainsi que l'absence de pouvoir se retrouve chez le répondant 8 (employé professionnel) :

Ça fait que je ne me sens pas impliqué, parce que, en même temps, je ne veux pas non plus là dessus... c'est comme une protection. Regarde, je suis bien dans mes valeurs, dans la façon que je vois les choses, je ne veux pas, je veux me distancer de ça, j'ai d'autres chats à fouetter. Pour moi c'est pas un problème, pis j'ai pour mon dire que je ne peux pas changer la société là-dessus.

Les hommes seulement se sont dits impliqués par les gestes et les paroles de tous les jours. Ils mentionnent également l'éducation et il existe une variabilité même s'il est toujours question du rôle que la famille y joue. Pour un répondant, il est question de l'éducation inculquée par leur mère et pour un autre, de celle qu'il apporte à ces enfants par l'exemple de sa vie de couple. Un seul commentaire implique la défense des droits des femmes et il provient du répondant 11(employé professionnel) : « Ben je me sens impliqué, oui je me sens impliqué si je me fais le porte-parole, pis le défenseur du droit des femmes, pis de la réalité des femmes. Ben c'est une implication ».

6.4.1. Le sentiment d'identification (je me sens concerné)

En ce qui concerne la question de l'identification, peu de réponses ont été données. De plus, comme pour le sentiment d'implication, les femmes se disent plus concernées que les hommes. Les femmes et les hommes ne s'identifient pas à l'enjeu de l'égalité entre les sexes pour les mêmes raisons; il n'y a aucun élément de réponse commun entre les deux. Le tableau 23 en présente les éléments de réponse.

Tableau 24: Le sentiment d'identification éprouvé par les répondants envers l'égalité entre les sexes selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle

Catégories socioprofessionnelles	Femmes	Hommes
Personnes sans emploi		-tout le monde est concerné
Employés manuels ou de soutien	-en tant que femme -attitude fonceuse et expression de soi -syndicalisme	-pas en couple -absence de pouvoir
Employés professionnels	-dans des comités de condition féminine (syndicat)	-amélioration de nos vies

Les femmes employées manuelles et de soutien soulignent leur implication par le fait d'être une femme, par une attitude fonceuse et l'expression de soi et par le syndicalisme. Les femmes employées professionnelles mentionnent leur implication dans des comités de condition féminine au sein de leur syndicat. Les employées manuelles et de soutien se distinguent par un nombre un peu plus élevé de réponses, tandis que les femmes sans emploi n'en nomment aucune. La

répondante 10 (employée manuelle et de soutien) répond simplement, tout en faisant ressortir l'inégalité qui existe entre les femmes et les hommes : « Ben oui, je suis une femme et je pense que c'est plus souvent les femmes qui ont tendance à être diminuées, ben pas diminuées, mais dévalorisées souvent, c'est dans ce sens-là ». La répondante 12 (employée professionnelle), quant à elle parle de son expérience des syndicats et des jugements qui ont suivi :

Parce qu'à un moment moi, j'ai fait du syndicat pis aussi je veux dire, même dans le milieu de travail, à un moment donné, c'est sûr qu'au début tu passes pour la chialeuse, mais il y a une façon de chialer là, c'est veux dire, tu trouves un problème pis t'arrives avec des solutions, chialer pour chialer pis dire que ça marche pas, ça tout le monde est capable de faire ça.

Les hommes de la catégorie des sans-emploi ont fait la mention que cela concerne tout le monde, alors que les employés manuels et de soutien ont plutôt mentionné leur absence de pouvoir justifié notamment par le fait de ne pas être en couple. Enfin, les employés professionnels ont mentionné qu'une situation égalitaire entre les sexes améliorerait leurs vies, le répondant 11 explique :

«oui, oui, je me sens concerné parce que ça améliore, ben quand on améliore ça ben on améliore dans l'ensemble, on améliore notre vie à nous autres même parce qu'on partage la vie de ces personnes-là, le respect amène le respect pis...

L'ensemble des employés manuels et de soutien masculins ne se sentent pas concernés.

6.4.2. Le sentiment de valorisation (c'est important)

La question concernant la valorisation et l'importance accordée à la question de l'égalité entre les sexes est celle qui a été le moins couverte par les répondants. Les résultats liés au sentiment de valorisation sont présentés dans le tableau 24 selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle. Les femmes sans emploi ont mentionné la communication, l'équilibre visé et la persistance des rôles traditionnels. Celles occupant un emploi manuel ou de soutien parlent d'estime de soi.

Pour leur part, les hommes employés manuels et de soutien nomment l'harmonie, l'égalité dans les rôles (maison, travail...) et le droit au travail. Pour finir, les hommes employés professionnels

Tableau 25: Le sentiment de valorisation éprouvé par les répondants envers l'égalité entre les sexes selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle

Catégories socioprofessionnelles	Femmes	Hommes
Personnes sans-emploi	-communication -équilibre visé -persistance des rôles traditionnels	
Employés manuels ou de soutien	-estime de soi	-harmonie -égalité dans les rôles (maison travail...) -droit au travail
Employés professionnels		-communication -acceptation de l'évolution de la situation de l'égalité entre les sexes -présence de violence -égalité même si différents

mentionnent la communication, l'acceptation de l'évolution de la situation de l'égalité entre les sexes, la présence de violence et l'égalité même si les femmes et les hommes sont différents.

Les répondants des deux sexes ont mentionné la communication comme un moyen important permettant de parvenir à l'égalité entre les sexes. Les femmes ont mentionné l'équilibre visé et la persistance des rôles traditionnels. La répondante 10 (employée manuelle et de soutien) mentionne également l'estime de soi : « parce que c'est bon, c'est pour l'estime, c'est pour le fait qu'on est, qu'on se sente humain et non femme ou homme ».

Les hommes, quant à eux, ont plutôt mentionné l'harmonie, l'égalité dans les rôles, le droit au travail et l'acceptation de l'évolution de la situation de l'égalité entre les sexes. À ce sujet, le répondant 8 (employé professionnel) explique :

C'est l'idée tu sais, toujours de la menace, les hommes et les femmes, se sentir menacé par l'autre sexe, je pense que les hommes ont eu quand même énormément à travailler sur leur façon d'approcher la situation tu sais, si les femmes ont évolué, c'est aussi parce que les hommes ont accepté cette évolution-là, pis ils l'ont compris aussi...

Les hommes mentionnent aussi la présence de violence ainsi que l'affirmation de la possibilité de l'égalité dans les différences entre les femmes et les hommes.

6.4.3. Le sentiment d'action perçue (j'ai une influence)

La question de la perception d'action des répondants est plus présente chez les femmes que les hommes. Les éléments de réponses sont présentés dans le tableau 25. Les femmes sans-emploi parlent d'affirmation de soi, tandis que les employées manuel et de soutien, de possibilité d'action dans leurs relations avec les autres, par l'éducation des enfants, et dans la défense et l'appui de la cause. Les femmes occupant un emploi de professionnel parlent du partage des opinions, de l'écoute et du partage des expériences, de l'importance des petits gestes, de l'éducation des enfants, de conciliation et de communication. Les hommes sans emploi mentionnent l'éducation des enfants, le partage de leurs opinions et les encouragements prodigués à la femme. Les hommes occupant un emploi manuel ou de soutien, pour leur part, nomment l'absence de pouvoir et le respect des femmes au travail, tandis que ceux occupant un emploi de professionnel parlent d'écoute et de partage des expériences.

Tableau 26: La possibilité d'action perçue par les répondants envers l'égalité entre les sexes selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle

Catégories socioprofessionnelles	Femmes	Hommes
Personnes sans emploi	-affirmation de soi	-par l'éducation des enfants -partager ses opinions -encouragement envers la femme
Employés manuels ou de soutien	-dans nos relations avec les autres -par l'éducation des enfants -défense et appui de la cause	-absence de pouvoir -respect des femmes au travail
Employés professionnels	-partage des opinions -écoute et partage des expériences -importance de chaque petit geste -éducation des enfants -conciliation communication	-écoute et partage des expériences

Les répondants des deux sexes ont en commun les éléments suivants : l'éducation des enfants, le partage des opinions ainsi que l'écoute et le partage des expériences. Par exemple, la répondante 12 (employée professionnelle) explique : « Regarde les filles, quand y viennent me raconter les problèmes pis tout ça là, c'est sûr que je vais parler avec l'expérience que j'ai, pis je vas essayer de changer les mentalités ».

Les femmes seulement parlent d'affirmation, de relations avec les autres et de la défense et de l'appui de la cause. À ce sujet, la répondante 10 (employée manuelle et de soutien) : « J'ai jamais été interpellée directement, mais c'est comme je disais, si j'ai un jour j'ai à défendre la cause ou à appuyer quelqu'un ou un groupe je vais le faire ». Celles-ci ont également mentionné la conciliation, la communication et l'importance de chaque petit geste, comme la répondante 5 (employée professionnelle) :

Un grain de sable dans une grosse question qui est tellement grosse, mais chaque petite influence peut devenir importante. Tu sais, je te l'ai dit peut-être qu'un jour j'aimerais ça avoir ma photo, moi, pour quelque chose que j'ai réalisé pour les femmes, une belle réalisation pour les femmes, ce serait mon rêve.

Les éléments mentionnés par les hommes concernent le fait de prodiguer des encouragements à la femme, de la respecter au travail et plus négativement, l'absence de pouvoir. Celui-ci caractérise les hommes possédant un emploi manuel ou de soutien. Le répondant 6 mentionne :

Je ne pense pas parce que je respecte ça, ben j'ai peut-être un influence dans le sens que si c'est une femme qui est habituée de faire un métier non traditionnel avec des gars qui la respectait pas, pis a tombe pour travailler avec moi peut-être qui va dire en tout cas, lui il me laisse faire ma job pis y m'écœure pas. Peut-être de ce côté-là, peut-être la seule influence que je peux avoir parce que je ne pense pas de contribuer ben gros sur l'égalité des femmes sur le marché du travail.

6.4.4. Interprétation des variables de l'implication quant à l'égalité entre les sexes chez les répondants (tableaux 22, 23, 24 et 25)

Comme mentionné auparavant, l'analyse de l'implication permet de dépasser le niveau des représentations sociales dans la pensée sociale. Elle permet de faire ressortir des éléments

correspondant au niveau supérieur soit celui de l'idéologie où il est observé moins de variabilité entre les individus et plus d'intégration. Elle permet également de faire ressortir le contexte historique.

Il existe une variabilité entre les femmes et les hommes, lorsqu'il est question de l'implication face à l'enjeu social de l'égalité entre les sexes, qui semble aller dans le même sens que les interprétations élaborées à partir des questions précédentes : les femmes se sentent beaucoup plus impliquées que les hommes. Cela confirme qu'elles se considèrent comme des actrices sociales importantes quant à cet enjeu. De plus, celles-ci ne mentionnent que la peur des autres pour justifier leur sentiment de ne pas s'impliquer. Les hommes, quant à eux, affirment moindrement leur sentiment d'implication et ils se distinguent des femmes en mentionnant fréquemment des éléments liés à l'absence de ce sentiment. Il n'y a que la question reliée au sentiment de valorisation qui n'en comporte aucun, dans toutes les autres catégories, ceux-ci mentionnent leur absence de pouvoir face à l'enjeu de l'égalité entre les sexes. Cela exprime bien l'histoire de la lutte pour l'égalité entre les sexes qui appartient principalement aux femmes, étant celles se retrouvant dans une position inférieure.

De plus, les femmes et les hommes mentionnent abondamment les éléments centraux de la représentation sociale en situant leur implication au cœur des rapports sociaux et en considérant la communication comme étant importante. La sphère reproductive est également mentionnée par les deux sexes, mais moins fréquemment. Les répondants parlent de l'éducation des enfants par laquelle les femmes et les hommes se sentent une influence et qui est importante pour les hommes. Ceux-ci évoquent également la sphère reproductive pour affirmer leur absence d'implication par le fait de ne pas être en couple.

Plus précisément, au niveau de l'implication, les femmes se distinguent en se situant dans une position de lutte où il faut prendre sa place et ne pas discriminer les autres. Elles se sentent concernées individuellement en tant que femmes. Pour elles, l'égalité entre les sexes est importante en tant qu'objectif pour l'atteinte d'un équilibre et par la constatation des rôles traditionnels persistants. De plus, c'est une question de sentiment par l'importance que cela détient dans l'estime de soi. Leur sentiment d'influence se situe dans les rapports sociaux, leurs attitudes et les gestes quotidiens. À part leurs implications syndicales, les femmes ne mentionnent pas le travail.

Les hommes, quant à eux, se sentent impliqués également au niveau du quotidien par les gestes et les paroles de tous les jours. Ceux-ci se distinguent cependant, car ils se sentent plutôt concernés collectivement, non en tant que groupe des hommes, mais du fait que cela concerne tout le monde. Généralement, l'atteinte de l'égalité entre les sexes est importante pour les hommes dans un objectif d'harmonie. Ceux-ci parlent de leur sentiment de valorisation de façon plus spécifique que les femmes : cela importe dans les rôles et au travail. C'est également une question de sentiment pour les hommes, car ils dénotent la peur de certains et l'importance de l'acceptation de l'égalité pour ceux-ci. Leur perception d'action se distingue également par la mention du travail.

6.5. Les rôles et pratiques

Cette question sur les rôles et les pratiques des répondants quant à l'égalité entre les sexes a généré beaucoup d'éléments diversifiés qui sont présentés dans le tableau 26. Les femmes sans-emploi ont mentionné le partage et la communication, l'éducation des enfants, la persévérance (continuer à avancer), le besoin de protéger les acquis, inviter la femme à jouer un rôle dans la communauté, l'existence d'une résistance à l'égalité entre les sexes ainsi que le vote. Les femmes ayant un emploi manuel ou de soutien nomment ces éléments de réponse : le partage et la communication, l'ouverture face aux travailleurs dans les secteurs non traditionnels, le comportement maternant à proscrire, l'éducation des enfants, leur rôle dans les tâches non traditionnelles, ne pas dénigrer l'autre (l'homme), la réalisation de soi, la débrouillardise, la persévérance (continuer à avancer), l'adaptation, l'acceptation de l'égalité entre les sexes, la complémentarité des rôles ainsi que l'action de voter pour la femme et la création d'un précédent. Les femmes employées professionnelles, quant à elles, mentionnent : leur prise en main, la nécessité de ne pas retourner en arrière, le devoir de l'homme d'aider la femme à grandir et à s'épanouir et la considération des compétences et non du sexe.

Pour leur part, les hommes sans-emploi ont parlé de rôle différencié selon le sexe à la maison, de jugement de valeur équivalent entre les femmes et les hommes, de la nécessité que les femmes s'imposent, de l'invitation de la femme à jouer un rôle dans la communauté, de tolérance, de rôles différents entre les sexes, mais néanmoins égaux, de voter, d'indifférenciation des rôles selon le sexe et du besoin de protéger les acquis. Les hommes employés manuels ou de soutien ont nommé le partage et la communication, l'éducation des enfants, l'ouverture face aux travailleurs dans les

secteurs non traditionnels, le jugement de valeur équivalent entre les femmes et les hommes, la délégation des tâches de la maison, la place de la femme à prendre dans les tâches non traditionnelles, la prépondérance du rôle féminin, l'implication possible de certains hommes quant à la lutte pour l'égalité entre les sexes, l'acceptation de l'égalité entre les sexes, l'existence d'une résistance à l'égalité entre les sexes, le sentiment de ne pas jouer de rôle dans l'atteinte de l'égalité entre les sexes et l'affirmation que les rôles entre les sexes sont différents, mais égaux.

Pour terminer, les hommes occupant un emploi de professionnel ont mentionné les éléments suivants : le partage et la communication, la nécessité que les femmes s'imposent, la réalisation de soi, la dénonciation et l'opposition face aux injustices, la dénonciation des injustices, le devoir de

Tableau 27: Les pratiques et les rôles identifiés par les répondants quant à l'égalité entre les sexes selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle

Catégories socioprofessionnelles	Femme	Homme
Personnes sans-emploi	<ul style="list-style-type: none"> -partage et communication -dans l'éducation des enfants -persévérance (continuer à avancer) -besoin de protéger les acquis -invitation à la femme à jouer un rôle dans la communauté -existence d'une résistance à l'égalité entre les sexes -par le vote 	<ul style="list-style-type: none"> -rôle différencié selon le sexe à la maison -jugement de valeur équivalent entre hommes et femmes -nécessité que les femmes s'imposent -invitation à la femme à jouer un rôle dans la communauté -tolérance -rôles différents, mais égaux -par le vote -indifférenciation des rôles selon le sexe -besoin de protéger les acquis.
Employés manuels et de soutien	<ul style="list-style-type: none"> -partage et communication -ouverture face aux travailleurs dans les secteurs non traditionnels -comportement maternel à proscrire -dans l'éducation des enfants - dans les tâches non traditionnelles -sans dénigrement de l'autre (l'homme) -réalisation de soi -débrouillardise 	<ul style="list-style-type: none"> -partage et communication -éducation des enfants -ouverture face aux travailleurs dans les secteurs non traditionnels -jugement de valeur équivalent entre homme et femme -délégation des tâches de la maison -place de la femme à prendre dans les tâches non

Tableau 26 : Les pratiques et les rôles identifiés par les répondants quant à l'égalité entre les sexes selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle-suite

Catégories socioprofessionnelles	Femme	Homme
Employés manuels et de soutien (suite)	<ul style="list-style-type: none"> persévérance (continuer à avancer) -adaptation -acceptation de l'égalité entre les sexes -complémentarité des rôles Femme/homme -voter pour la femme et créer un précédent 	<ul style="list-style-type: none"> traditionnelles -prépondérance du rôle féminin : c'est son combat - l'implication possible de certains hommes quant à la lutte pour l'égalité entre les sexes homme -acceptation de l'égalité entre les sexes -existence d'une résistance à l'égalité entre les sexes -sentiment de ne pas jouer de rôle dans l'atteinte de l'égalité entre les sexes -rôles différents, mais égaux
Employés professionnels	<ul style="list-style-type: none"> -prise en main -nécessité de ne pas retourner en arrière -devoir de l'aider à grandir et s'épanouir -considération des compétences et non du sexe 	<ul style="list-style-type: none"> -partage et communication -nécessité que les femmes s'imposent -réalisation de soi -dénonciation et opposition de la femme face aux injustices -dénonciation des injustices par l'homme -devoir de ne pas se sentir menacé par l'égalité des sexes -pas de sentiment de supériorité -dénonciation des problèmes spécifiques aux hommes -existence d'une résistance à l'égalité entre les sexes -influence politique par son influence sur les autres -transmission des valeurs

ne pas se sentir menacé par l'égalité des sexes, ne pas avoir de sentiment de supériorité, la dénonciation des problèmes spécifiques aux hommes, l'existence d'une résistance à l'égalité entre les sexes, détenir une influence politique par son influence sur les autres ainsi que la transmission des valeurs.

Il existe une grande variabilité entre les femmes et les hommes. Les éléments de réponse communs aux deux sexes sont les suivants : le partage et la communication, l'ouverture face aux travailleurs dans les secteurs traditionnels chez les hommes et chez les femmes, l'éducation des enfants, les tâches non traditionnelles, l'acceptation de l'égalité entre les sexes, l'existence d'une résistance à l'égalité entre les sexes, le vote, la nécessité de ne pas retourner en arrière et le besoin de protéger les acquis et de se prendre en main ainsi que l'importance d'inviter la femme à jouer un rôle dans la communauté.

Le partage et la communication ainsi que l'existence d'une résistance à l'égalité entre les sexes se retrouvent dans toutes les catégories socioprofessionnelles. La répondante 1 (sans emploi) parle de partage et de communication dans le couple : « Il y a beaucoup de partage pis euh... quand il y a quelque chose qui va pas, on se le dit ». L'éducation des enfants n'est pas mentionnée par les répondants possédant un emploi de professionnel, mais l'est par toutes les autres catégories socioprofessionnelles qui mettent l'accent sur la nécessaire implication des hommes. Les hommes possédant un emploi manuel ou de soutien sont les seuls à parler d'ouverture face aux travailleurs dans les secteurs traditionnels, de tâches non traditionnelles et d'acceptation de l'égalité entre les sexes. En ce qui concerne les tâches non traditionnelles, les femmes et les hommes discutent d'emploi et une femme seulement de tâches domestiques. Le répondant 4 (employé manuel et de soutien) discute de la nécessaire acceptation :

Ouais c'est sûr que quand j'ai de quoi à, que quand tu parles de pas dénigrer ça, au moins ça que quand tu parles, avoir au moins un opinion en faveur de ça, au moins d'être pour ça, au moins ça ça aide au moins, si tout le monde est contre ça, ça arrivera pas. Malgré que c'est ben parti, moi je trouve que c'est ben parti.

Les personnes sans emploi sont en majorité celles qui parlent du droit de vote. Seule exception, une femme possédant un emploi manuel et de soutien soutient qu'elle voterait pour une femme pour créer un précédent.

Les éléments de réponse qui diffèrent entre les sexes sont présentés selon que cette pratique ou ce rôle est associé aux femmes ou aux hommes. Avant d'y arriver, il faut mentionner que seulement des hommes ont parlé d'indifférenciation des rôles selon le sexe. Le répondant 3 (sans emploi) explique :

Elle n'a pas de rôle spécifique, elle a le même rôle que l'homme exactement, faire rouler notre petite vie, faire rouler sa part de vie en premier pis la vie de la communauté, parce que si personne s'implique dans la communauté, il y en aura pas de communauté, si le monde s'implique un peu...

Cependant, les deux sexes ont fait un commentaire sur les rôles et les pratiques quant à l'égalité entre les sexes qui n'est pas relié explicitement au genre: un homme a parlé de la transmission des valeurs et une femme de la complémentarité des rôles.

En ce qui concerne le rôle des femmes par rapport à l'atteinte de l'égalité entre les sexes, les femmes uniquement ont mentionné les comportements maternels à proscrire, la nécessité de ne pas dénigrer l'autre, la prise en main, la persévérance et la débrouillardise. La répondante 10 (employée manuelle et de soutien) explique : « Ben oui, la femme faut qu'a valorise les hommes aussi, faut pas les traiter de macho pour rien, faut pas se mettre au-dessus non plus, égal pis les hommes d'aujourd'hui ont quand même besoin d'être valorisé » elle dit aussi : « sûr que pour l'instant je ne suis pas en couple, mais si je me rapporte à il n'y a pas si longtemps, disons que je ne suis pas celle qui va être aux petits oignons avec son homme, y fait sa part comme je fais la mienne, je ne suis pas sa bonne ». La répondante 1 (sans emploi), quant à elle, mentionne l'importance de persévérer : « Qui lâche pas... Concrètement, continuer à aller de l'avant ».

Concernant le rôle des femmes, les hommes ont mentionné la délégation des tâches à la maison, la nécessité que la femme s'impose, la dénonciation et l'opposition face aux injustices ainsi que la prépondérance du rôle féminin : c'est son combat. À ce sujet, le répondant 6 (employé manuel et de soutien) explique :

Ben le rôle des femmes est beaucoup plus important parce que c'est eux autres qui en ont souffert le plus. Je te parlais justement de l'ajustement au niveau gouvernemental, tout ce qui est syndicat de la fonction publique depuis 3, 4, 5 ans, ça fait peut-être plus longtemps que ça qui travaillent pour l'équité salariale. C'est pas les hommes qui se sont battus pour que ça soit les femmes qui aient un salaire égal là. C'est les femmes qui se sont battues pour faire reconnaître leurs compétences égales par rapport aux hommes, ça fait que les femmes ont beaucoup plus d'influence que les hommes.

En ce qui a trait aux rôles des hommes quand à l'atteinte de l'égalité entre les sexes, les femmes ont mentionné le devoir de l'aider à grandir et à s'épanouir, de prendre en considération les compétences et non le sexe ainsi que l'adaptation. La répondante 5 (employée professionnelle) parle de son idée de la vie de couple :

Moi je me dis quand tu aimes une femme, ben tu l'aides à grandir, ben à tous les niveaux. Pis dans l'égalité des femmes, ben je pense que ça aussi tu dois l'aider à grandir au niveau de l'égalité, tu sais de l'empêcher toujours de faire des choses pis d'avancer....

Les hommes ont mentionné la tolérance, la dénonciation des injustices envers les femmes, mais aussi celles envers les hommes, l'implication possible de certains hommes quant à la lutte pour l'égalité entre les sexes, le devoir de ne pas se sentir menacé par l'égalité entre les sexes et ne pas se sentir supérieur ainsi que le fait de posséder une influence politique par son influence sur les autres. Le répondant 11 (employé professionnel) affirme simplement : « Ben le rôle des hommes, c'est justement, ben d'éviter de se croire supérieur, pis d'agir en être supérieur » et le répondant 8 (employé professionnel) : « Le rôle des hommes, avoir de l'ouverture, ne pas se sentir menacé, puis savoir aussi mettre son orgueil un peu de côté aussi ». Il a également été mentionné d'une absence de rôle à jouer dans l'atteinte de cette égalité.

6.5.1. Interprétation des rôles et pratiques quant à la situation de l'égalité entre les sexes selon les répondants (tableau 26)

En général, les réponses des hommes se caractérisent par la différenciation des rôles selon le sexe : les femmes et les hommes ont des rôles différents quant à la poursuite de l'égalité entre les sexes. Cependant, ils ont mentionné à quelques reprises l'indifférenciation des rôles selon le sexe, et ils sont les seuls à l'avoir souligné. Il est également intéressant de remarquer que les rôles sont en très grande majorité dirigés vers des interventions concernant la position des femmes, tandis que celle de l'homme n'est pas questionnée. Cependant, cela semble différent lorsqu'il s'agit des enfants : un changement dans les façons d'éduquer les enfants concerne autant l'éducation des garçons que celle des filles.

Pour illustrer cela, il est possible de classer les éléments de réponses des répondants quant aux rôles et pratiques envers l'atteinte de l'égalité entre les sexes en deux grands groupes principaux. Le premier concerne les rôles qui se rapportent à l'amélioration des rapports sociaux, par exemple, par la communication et l'ouverture. Ce regroupement de réponses concerne autant les réponses des femmes que celles des hommes. Le second concerne également les hommes, mais se retrouve plus abondamment chez les femmes. Il s'agit de rôles et de pratiques qui concernent la place des femmes. Les femmes se donnent un rôle actif : la réalisation de soi par la prise en main et la nécessité de s'imposer. Tandis que les hommes s'octroient un rôle passif d'acceptation de l'égalité entre les sexes et de dénonciation des inégalités.

6.6. Conclusion spécifique de la représentation sociale de l'égalité entre les sexes

Le noyau central de la représentation sociale de l'égalité entre les sexes est composé des rapports sociaux qui prennent une place importante dans les rôles et les pratiques et ce, chez les deux sexes. La question de la concordance entre la position sociale et les représentations sociales n'est pas donnée de façon évidente, et ce, surtout lorsqu'on demande aux répondants de définir l'égalité entre les sexes. Les hommes ont plusieurs éléments en commun avec les sans-emploi, tandis que les femmes se rapprochent plutôt des travailleurs (manuels et de soutien et professionnels). Les hommes ne semblent pas valoriser leur position hiérarchique supérieure lorsqu'elle est confrontée au thème de l'égalité entre les sexes. Nous croyons que la valeur d'égalité prend une place importante dans la société et qu'en conséquence, les hommes se retrouvent dans une position défensive où ceux-ci nomment les éléments sociaux et culturels, pendant que les femmes s'approprient les éléments de réponse de nature économique qui correspondent aux valeurs patriarcales dominantes. De plus, les personnes sans emploi et les hommes essentialisent de façon marquée la féminité et la masculinité et nous pensons que l'éducation en est un facteur explicatif important. Les travailleurs et les femmes, en comparaison, parlent de l'éducation en tant qu'elle permet de dépasser les différences entre les femmes et les hommes.

Les femmes identifient clairement le pouvoir comme étant constitutif de la problématique de l'égalité entre les sexes et elles situent clairement les problèmes dans la sphère publique et productive. Cependant, les solutions nommées se retrouvent dans la sphère reproductive et en ce sens, les femmes reconnaissent leur position dans l'organisation sociale. Elles se donnent un rôle

actif dans cet enjeu comparativement aux hommes qui se donnent des rôles passifs et se situent plutôt à l'extérieur de celui-ci. Les problèmes liés à l'égalité entre les sexes tendent à être amortis par l'affirmation des avancements du présent face au passé. Les hommes identifient clairement les solutions dans la sphère publique (qui doit réguler la sphère productive). Ces derniers parlent également du travail lorsqu'ils sont questionnés quant aux rôles et pratiques, ce que ne font pas les femmes.

7. Conclusions générales et observations des relations existantes entre les deux représentations sociales à l'étude

Dans cette recherche, il nous est apparu évident que les représentations sociales évoluent dans un espace et un contexte idéologique et sociohistorique précis qui en déterminent les contenus et leurs organisations. Plus encore, celles-ci sont en constante liaison avec les systèmes sociaux dans lesquelles elles évoluent; elles proviennent de ces derniers qui les créent en même temps qu'elles les définissent. C'est ce qui caractérise le statut épistémologique particulier de la représentation sociale où le stimulus et la réponse se construisent ensemble.

Les représentations sociales sont ancrées dans l'espace que constitue la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean et également dans son histoire fortement marquée par la grande industrie, son éloignement géographique et son climat. Mentionnées directement par les répondants lors des questions portant sur le développement régional, les spécificités régionales apparaissent moins clairement et sont plus difficilement identifiables dans celles portant sur l'égalité entre les sexes, sinon par le fait de défendre et d'affirmer que la situation y prévalant est pareille qu'ailleurs, meilleure ou plus égalitaire. Il serait nécessaire, pour mieux en faire ressortir les spécificités régionales, d'effectuer une analyse comparative entre différentes régions.

Peu importe la région, les représentations sociales sont également fortement ancrées dans une histoire où le patriarcat domine. Les régions s'insèrent également dans un contexte global spécifique dont il faut également tenir compte et qui se caractérise par la mondialisation. Celle-ci entraîne la prépondérance de l'économique. Cette domination de l'économique et du champ productif est présente dans les représentations sociales du développement régional et de l'égalité entre les sexes. La représentation sociale du développement régional a, comme principal élément du noyau central, la croissance économique. De plus, le champ du reproductif participe très peu à sa signification. Les éléments centraux correspondant à celle de l'égalité entre les sexes sont les rapports sociaux. Malgré cela, le champ du productif y est surreprésenté au détriment du

reproductif qui est quasi absent. La structure sociale mondiale a une incidence certaine sur les représentations sociales.

Celles-ci, considérées comme des systèmes représentationnels, ont également en commun une proximité importante avec la représentation sociale du travail qui semble détenir une place importante dans de nombreuses représentations sociales. Notre recherche nous permet d'avancer l'hypothèse que celle-ci occupe également une place importante dans le système représentationnel de l'éducation. L'étude de cette première nous apparaît importante dans une société où la sphère productive et économique domine et nous laisse à penser qu'elle occupe une place significative dans de nombreux objets actuels de représentation. Réfléchir sur le sens qui est donné au travail par les femmes et les hommes semble une nécessité pour parvenir à une meilleure compréhension de l'articulation entre les champs productifs et reproductifs. De fait, de nombreuses études s'y intéressent déjà.

Nous avons observé que les résultats de cette étude vont dans le même sens que la thèse de la théorie des représentations sociales selon laquelle il existe une concordance entre les représentations et la position sociale des individus. Cette théorie stipule plus spécifiquement que les rapports symboliques entre les acteurs sociaux sont organisés sous forme de prises de position observées au sein des représentations sociales, et que celles-ci sont socialement différenciées selon les divisions du travail, les relations de pouvoir et les croyances collectives. Ici aussi, ces éléments sont donnés plus directement dans l'analyse de la représentation du développement régional que dans celle de l'égalité entre les sexes. Comme mentionné précédemment, les hommes et les travailleurs parlent davantage en termes économiques que les femmes et les personnes sans emploi qui parlent plutôt en termes sociaux et culturels dans la représentation du développement régional. Tandis que dans celle de l'égalité entre les sexes, ce sont les hommes qui se rapprochent des personnes sans emploi par la mention des éléments sociaux et culturels, tandis que les femmes et les travailleurs mobilisent des éléments de nature économique. Après l'analyse, il nous est apparu que la valorisation de l'objet de la représentation sociale a une incidence importante sur les prises de position des individus. Lorsque nous avons intégré ce facteur, nous avons acquiescé à l'existence de la concordance entre ces représentations et la position sociale.

En effet, nous avons conclu que les hommes valorisent leur position sociale au sein du développement régional, ce qui les a amenés à s'exprimer principalement en termes économiques.

Cependant, lorsqu'il s'agit de l'égalité entre les sexes, leur position sociale dominante n'est plus valorisée et ceux-ci s'expriment alors en termes liés aux domaines social et culturel. Au contraire, les femmes, lorsqu'il s'agit de s'exprimer sur la situation de l'égalité entre les sexes, s'approprient un discours économique, reconnaissant ainsi leur situation inférieure au sein d'une lutte prenant place dans un monde où ce secteur domine et où les moyens permettant d'y remédier semblent devoir y correspondre. Selon nous, les femmes et les hommes reconnaissent ainsi leur position dans l'organisation sociale et aussi, du même coup, la domination du pôle productif sur celui du reproductif, permettant ainsi la reproduction de l'organisation sociale et le maintien du statu quo. La valorisation positive ou négative accordée à la position dominante selon les différents objets de représentation sociale semble être déterminante dans l'analyse du contenu de celles-ci et permet ainsi d'acquiescer au postulat avancé par la théorie des représentations sociales. Ainsi, ce jugement posé sur la position sociale détenue possède une influence considérable sur les prises de positions symboliques des groupes sociaux et des individus.

Cette observation a entraîné un constat que nous n'aurions pu observer par l'étude seule de la représentation sociale du développement régional. Dans la définition de cette représentation sociale du développement régional, les éléments de réponse fournis par les groupes dominants correspondaient aux éléments du noyau central identifié (qui correspondaient également au champ économique dominant l'organisation sociale). En ce qui a trait à la représentation sociale de l'égalité entre les sexes, il n'y a pas de correspondance entre le groupe dominant et le noyau central : les hommes, tout en définissant l'égalité entre les sexes en termes sociaux, ne mentionnent pas les rapports sociaux. Les femmes sont celles qui en parlent, malgré le fait que les éléments économiques dominent dans leurs réponses. De plus, il n'y a pas de correspondance entre le groupe dominant et la mention du champ dominant de l'organisation sociale. La position sociale détermine notre façon de penser et de se représenter le monde de façon complexe et nous ne pouvons réduire cette affirmation au fait que groupe dominant = noyau central = économique.

Cependant, l'identification du noyau central semble confirmer qu'un enjeu social dont la représentation sociale détient un noyau cohérent avec la sphère dominante de l'organisation sociale (comme celle du développement régional) est hiérarchiquement supérieur à un enjeu dont le noyau ne l'est pas (comme celle de l'égalité entre les sexes). Cette hiérarchisation des enjeux sociaux est, selon Navano et Romero (2001) qui en parlent en terme de hiérarchisation des problèmes sociaux, le premier pas d'une organisation de la pensée politique construite collectivement. Ce qui nous

amène à statuer différemment sur la position des enjeux sociaux soulevés par cette étude. Le développement régional est un enjeu social reconnu collectivement par la population régionale tandis que l'égalité entre les sexes constitue plutôt une lutte sociale portée principalement par le groupe des femmes et les féministes qui prônent un changement en profondeur d'une organisation sociale et de la pensée politique et sociale sous-jacente.

De ce fait, cette prépondérance de la sphère économique chez les femmes lorsqu'il est question de la représentation sociale de l'égalité entre les sexes nous amène à considérer les critiques portant sur le discours féministe et la primauté accordée à l'activité productive des femmes. Nous ne remettons pas en question la nécessité de l'autonomie économique des femmes. Cependant, le discours féministe ne nous semble pas être ainsi porteur d'un réel changement social et semble justifier les critiques portant sur le féminisme institutionnalisé, dont celles de Vanden Dealen. Selon cette auteure: « le féminisme institutionnalisé signe la domestication du féminisme qui, de contre-pouvoir, se mue en pouvoir sans pouvoir [et] ... mène (à) une entreprise de dépolitisation et de neutralisation des voix critiques du mouvement [et de la] confiscation de l'autonomie politique du féminisme ».

De même, cela nous a amené à critiquer nos résultats : le fait que les femmes pensent le développement régional en terme sociaux et culturels perpétue les inégalités, de même que le fait qu'elles pensent l'égalité entre les sexes en terme économique. Force est de constater qu'a priori, il semble difficile d'impulser le changement social et que ces interprétations affirmant que les représentations sociales perpétuent une organisation sociale où les hommes et l'économie règnent ne nous permettent pas d'y entrevoir de solution possible.

Selon nous, une réelle transformation de la représentation sociale du développement régional et de la situation de l'égalité entre les sexes implique une remise en question importante de cette dualité construite entre le champ productif et celui du reproductif. Retisser ensemble ce qui l'était auparavant en tentant par le même coup de déconstruire la hiérarchisation des groupes et des individus dans des rapports sociaux inégalitaires nous semblent être une obligation. Nous nous repositionnons ainsi dans la pensée de Degavre selon laquelle il faut sortir de cette pensée restreinte et ne pas se limiter à une autonomisation économique des femmes qui semble se limiter à une marchandisation des activités reproductives où celles-ci demeurent de moindre valeur que les activités productives. Dans une perspective de changement social, il est selon nous nécessaire que

le discours féministe ne se limite pas, comme l'exprime Degavre (2011:78), « à la simple intégration des femmes dans un modèle économique » et que les femmes du Nord se réapproprient un discours de lutte qui rend visible et revalorise une sphère reproductive qui ne se limite pas au domestique, sans toutefois le négliger.

De plus, la situation du développement régional au Saguenay-Lac-Saint-Jean se caractérise aujourd'hui par sa difficulté à se positionner dans la mondialisation économique. Celle-ci se situe plus largement dans une globalisation qui entraîne une augmentation de l'importance du rôle et des responsabilités des territoires locaux et régionaux face à leur développement. On y observe également une territorialisation des rapports sociaux où l'échelle régionale devient pertinente pour un questionnement en profondeur des hiérarchies y prenant place. La mise en évidence de la situation particulièrement inégalitaire entre les sexes au Saguenay-Lac-Saint-Jean et l'appropriation du discours économique par les femmes qui la perpétue semblent pour nous, signifier l'importance d'une remise en question de ces hiérarchies dans les rapports et les enjeux sociaux, mais également de celle présente entre le pôle productif et reproductif, et ce, au niveau régional. Rappelons qu'améliorer la situation de l'égalité entre les sexes dans la région est une nécessité du développement. Pour se positionner dans la mondialisation économique, la région aurait avantage à prendre conscience de certaines faiblesses qui nuisent grandement à son développement, dont celle d'une situation de l'égalité entre les sexes qui mériterait d'être grandement améliorée.

Ces conclusions ne sont, nous l'espérons, que les prémisses d'une réflexion plus large prenant place dans un projet de thèse de doctorat où nous tenterons de répondre à certains questionnements. Plus précisément, nous tenterons d'identifier les spécificités territoriales et locales des représentations sociales de deux territoires différents au sein d'un même espace national, et ce, toujours en étudiant les relations existantes entre celles du développement régional et de l'égalité entre les sexes.

Bibliographie

- Abric, J.-C. (1989). L'étude expérimentale des représentations sociales. Dans D. Jodelet (Éd.), *Les représentations sociales* (pp. 187-206). Paris: Presses universitaires de France.
- Abric, J.-C. (1994a). L'organisation interne des représentations sociales: système central et système périphérique. Dans C. Guimelli (Éd.), *Structure et transformation des représentations sociales* (pp. 73-84). Suisse: Neuchâtel.
- Abric, J.-C. (1994b). Les représentations sociales: aspects théoriques. Dans J.-C. Abric (Éd.), *Pratiques sociales et représentations* (pp. 11-36). Paris: Presses universitaires de France.
- Abric, J.-C. (1994c). Méthodologie de recueil de représentations sociales. Dans J.-C. Abric (Éd.), *Pratiques sociales et représentations* (pp. 59-82). Paris: Presses universitaires de France.
- Abric, J.-C. (2003). La recherche du noyau central et de la zone muette des représentations sociales. Dans J.-C. Abric (Éd.), *Méthodes d'études des représentations sociales* (pp. 59-80). France: Édition Éres.
- Andrew, C. (1995). La démocratie locale pour les femmes : condition du développement régional Dans D. Côté, des Rivières, Monique, Thivierge, Nicole, Tremblay, Marielle (Éd.), *Du local au planétaire. Réflexions et pratiques de femmes en développement régional* (pp. 79-92). Montréal: Les éditions du remue-ménage.
- Apostolidis, T. (2003). Représentations sociales et triangulation : enjeux théorico-méthodologiques Dans J.-C. Abric (Éd.), *Méthodes d'études des représentations sociales* (pp. 13-35). France: Édition Éres.
- Beaulieu, S. (2000). *Les femmes et le développement local et régional. Au coeur des décisions*. Québec: Conseil du statut de la femmes, Bibliothèque nationale du Québec.
- Beaulois, J.-L., Beauchamps, J.-C., Schadron, G. (2005). Vers la cognition sociale. Dans N. Dubois (Éd.), *Psychologie sociale de la cognition* (pp. 1-88). Paris: Dunod.
- Bonardi, C., Roussiau, Nicolas. (1999). *Les représentations sociales*. Paris: Dunod.

- Breux, S. (2012). Le projet urbain contemporain fait-il encore rêver? Dans M. Bédard, Augustin, Jean-Pierre, Desnoilles, Richard (Éd.), *L'imaginaire géographique. Perspectives, pratiques et devenirs* (pp. 113-135). Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Bricmont, S. (2007). Féminisme et altermondialisme. Page consultée le 10 mars 2007, à [Http://www.etopia.be](http://www.etopia.be).
- Cigarini, L. (2004). Le sens du travail. Un conflit entre les sexes. Dans C. Veauvy (Éd.), *Les femmes dans l'espace public. Itinéraires français et italien* (pp. 97-106). Paris: Le fil d'Ariane.
- Conseil du statut de la femme. (2011a). *Portrait des québécoises en 8 temps*. Québec: Bibliothèque nationale du Québec.
- Conseil du statut de la femme. (2011b). *Présence des femmes et des jeunes dans les lieux décisionnels et consultatifs. Compilation nationale*. Québec: Bibliothèque nationale du Québec.
- Conseil du statut de la femme. (2011c). *Présences des femmes et des jeunes dans les lieux décisionnels et consultatifs. Compilation Saguenay*. Québec: Bibliothèque nationale du Québec.
- Côté, D. (2011). Difficiles convergences : mouvement des femmes et économie sociale, l'expérience québécoise Dans I. Guérin, Hersent, Madeleine, Fraisse, Laurent (Éd.), *Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale* (pp. 289-312). Paris: Éditions Éres.
- Degavre, F. (2011). La pensée femmes et développement. Critique des fondements et pistes pour reconstruire un point de vue féministe croisé Nord/Sud Dans I. Guérin, Hersent, Madeleine, Fraisse, Laurent (Éd.), *Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale* (pp. 63-84). Paris: Éditions Éres.
- Descarries, F., Mathieu, Marie. (2010). *Entre le rose et le bleu: stéréotypes sexuels et construction sociale du féminin et du masculin*. Québec: Conseil du statut de la femme, Bibliothèque nationale du Québec.
- Deslauriers, A. (2010). *Portrait statistique. Égalité femmes/hommes. Où en sommes-nous au Saguenay-Lac-St-Jean?* Québec: Conseil du statut de la femme, Bibliothèque nationale du Québec.

- Deslauriers, J.-P., Kérisit, Michèle. (1997). Le devis de recherche qualitative. Dans J. Poupard, Deslauriers, J.P., Groulx, L.H., Laperrière, A., Mayer, R., Pires, A.P. (Éd.), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques* (pp. 85-111). Montréal: Gaëtan Morin éditeur.
- Deslauriers, J.-P. (2003). Recherche qualitative et changement social. Dans J. Désy, Dufour, J., Duplain, M., Plamondon, D, Tremblay, S. (Éd.), *Le GRIR : 20 ans de recherche pour le développement local et régional* (pp. 143-158). Chicoutimi: GRIR/UQAC.
- Doise, W. (1989). Attitudes et représentations sociales. Dans D. Jodelet (Éd.), *Les représentations sociales* (pp. 229-238). Paris: Presses universitaires de France.
- Doise, W. (2001). *Droits de l'homme et force des idées*. Paris: PUF.
- Doise, W. (2005). Les représentations sociales. Dans N. Dubois (Éd.), *Psychologie sociale de la cognition* (pp. 153-208). Paris: Dunod.
- Durand, J.-P., Weil, Robert. (2006). *Sociologie contemporaine*. Paris: Éditions Vigot.
- Farand, B., Pelchat, Hélène. (2010). *Des partis et des femmes: pour une représentation équitable des femmes en politique*. Québec: Conseil du statut de la femme, Bibliothèque nationale du Québec.
- Favory, M. (2010). L'imaginaire patrimonial et le projet d'urbanisme. Perspective cognitive sur l'agir spatial. Dans M. Bédard, Augustin, Jean-Pierre, Desnoilles, Richard (Éd.), *L'imaginaire géographique. Perspectives, pratiques et devenir* (pp. 193-224). Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Felligi, Y. (1999). Les contributions de Statistique Canada aux données aux analyses qui tiennent compte des différences entre les sexes Dans S. Leroy O., Zeynep E., Karman, W. Pamela, Yaremko (Éd.), *Les indicateurs de l'égalité entre les sexes : préoccupations publiques et politiques gouvernementales* (pp. 25-29). Canada: Condition féminine Canada.
- Flament, C. (1989). Structure et dynamique des représentations sociales. Dans D. Jodelet (Éd.), *Les représentations sociales* (pp. 204-219). Paris: Presses universitaires de France.
- Flament, C. (1994). Aspects périphériques de la périphérie. Dans C. Guimelli (Éd.), *Structure et transformation des représentations sociales* (pp. 85-118). Neuchâtel: Suisse.

- Flament, C., Rouquette, Michel-Louis. (2003). *Anatomie des idées ordinaires. Comment étudier les représentations sociales*. Paris: Armand Colin éditeur.
- Fry, H. (1999). L'importance des indicateurs de l'égalité entre les sexes pour les travaux des organisations gouvernementales Dans S. Leroy O., Zeynep E., Karman, W. Pamela, Yaremko (Éd.), *Les indicateurs de l'égalité entre les sexes : préoccupations publiques et politiques gouvernementales* (pp. 11-17). Canada: Condition féminine Canada.
- G. Navano, M., Romero, Juana. (2001). Structuration de la pensée politique. Dans M. Lebrun (Éd.), *Les représentations sociales: des méthodes de recherche aux problèmes de société* (pp. 487-503). Montréal: Logiques.
- Godet, J.-M. (2008). Quelles formation pour le développement social local? Dans J.-M. Gourvil, Kaiser, Michel (Éd.), *Se former au développement social* (pp. XV-XVIII). Paris: Dunod.
- Guérin, I., Hersent, Madeleine, Fraisse, Laurent. (2011). *Femmes, économie et développement*. Paris: Éditions Éres.
- Guimelli, C. (1994a). Transformation des représentations sociales, pratiques nouvelles et schèmes cognitifs de base Dans C. Guimelli (Éd.), *Structure et transformation des représentations sociales* (pp. 171-198). Suisse: Neûchatel.
- Guimelli, C. (1994b). Introduction. Dans C. Guimelli (Éd.), *Strcuture et transformation des représentations sociales* (pp. 11-24). Suisse: Neûchatel.
- Guimelli, C. (2001). Études de la représentation sociale comme guide pour l'action : effets de l'implication et de la perception de la situation Dans M. Lebrun (Éd.), *Les représentations sociales : des méthodes de recherche aux problèmes de société* (pp. 93-208). Montréal: Logiques.
- Harvey, H. (2011). *Fiche socio-économique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Saguenay-Lac-Saint-Jean*. Québec: Conseil du statut de la femme, Bibliothèque nationale du Québec.
- Hedman, B. (1999). Méthodes pour élaborer des statistiques ajustées selon les disparités entre les sexes : le cas de la Suède Dans S. Leroy O., Zeynep E., Karman, W. Pamela, Yaremko (Éd.), *Les indicateurs de l'égalité entre les sexes : préoccupations publiques et politiques gouvernementales* (pp. 65-71). Canada: Condition féminine Canada.

- Hewstone, M. (1989). Représentations sociales et causalité. Dans D. Jodelet (Éd.), *Les représentations sociales* (pp. 252-274). Paris: Presses universitaires de France.
- Huberman, M., A. Miles, Matthew, B.,. (1991). *Analyse des données qualitatives. Recueil de nouvelles méthodes*. Bruxelles: Édition du renouveau pédagogique.
- <http://www.economie.gouv.qc.ca/pages-regionales/saguenay-lac-saint-jean/portrait-regional> consulté en avril 2013
- <http://www.lastuse.ca/> consulté en avril 2013.
- <http://www.lesaffaires.com/secteurs-d-activite/mines-et-metaux/novelis-annonce-la-fermeture-definitive-de-son-usine-de-jonquiere-le-1er-aout/543125> consulté en mars 2013.
- <http://www.mels.gouv.qc.ca/sections/conditionfeminine>
- <http://www.recif02.com/>
- Jahan, S. (1999). Les indices de l'égalité entre les sexes dans les rapports sur le développement humain : concepts, mesures et impacts Dans S. Leroy O., Zeynep E., Karman, W. Pamela, Yaremko (Éd.), *Les indicateurs de l'égalité entre les sexes : préoccupations publiques et politiques gouvernementales* (pp. 73-87). Canada: Condition féminine Canada.
- Jodelet, D. (1989). Représentations sociales : un domaine en expansion Dans D. Jodelet (Éd.), *Les représentations sociales* (pp. 31-61). Paris: Presses universitaire de France.
- Jodelet, D. (2003). Représentation sociale : phénomènes, concept et théorie Dans S. Moscovici (Éd.), *Psychologie sociale* (pp. 363-395). Paris: Presses universitaires de France.
- Jodelet, D. (2004). Éclectisme et représentations sociales. *Nouvelle revue de psychologie*, 3(1-2), 145-150.
- Kabeer, N. (2005). *Intégration de la dimension genre à la lutte contre la pauvreté et objectifs du Millénaire pour le développement. Manuel à l'intention des instances de décision et d'intervention*. Québec: Les presses de l'université Laval.

- Klein, J.-L. (1995). La décentralisation et l'assouplissement des rapports État-territoire au Québec Dans S. Côté, Klein, Juan-Luis, Proulx, Marc-Urbain (Éd.), *Et les régions qui perdent...? Tendances et débats en développement régional* (pp. 39-55). Québec: GRIDEQ-GRIR.
- Klein, J.-L. (2006). De l'initiative locale au développement territorial : une perspective synthétique. Dans M. Simard, Lafontaine, D., Savard, S., Tremblay, M., Tremblay, P.-A. (Éd.), *Inégalités, démocratie et développement. Des enjeux pour la gouvernance des territoires locaux et régionaux* (pp. 143-196). Québec: GRIDEQ-CRDT-ARUC-ÉS-GRIR.
- Kruzynski, A. (2004). « De l'opération SalAMI à Némésis : le cheminement d'un groupe de femmes du mouvement altermondialiste québécois *Recherches féministes*, 17(2), 227-262.
- Kruzynski, A. (2007). Sortir de la cage productiviste : faire la révolution en préfigurant des alternatives conviviales, autonomes et économes Dans S. Mongeau (Éd.), *Objec-teurs de croissance. Pour sortir de l'impasse: la décroissance* (pp. 97-107). Montréal: Écosociété.
- Lafontaine, D. (1995). Études féministes et paradigmes du développement : de l'interpel-lation à l'articulation Dans D. Côté, des Rivières, Monique, Thivierge, Nicole, Tremblay, Marielle (Éd.), *Du local au planétaire. Réflexions et pratiques de femmes en développement régional* (pp. 41-78). Montréal: Éditions du remue-ménage.
- Lalli, P. (2005). Représentations sociales et communicaions. Dans B. Orfali, Martovà, I. (Éd.), *Psychologie sociale et communication* (pp. 59-66). France: Hermès.
- Lamoureux, D. (2004). Le féminisme et l'altermondialisation. *Recherches féministes*, 17(2), 171-194.
- Laperrière, A. (1997). La théorisation ancrée (grounded theory) : démarche analytique et comparaison avec d'autres approches apparentées Dans J. Poupart, Deslauriers, J.P., Groulx, L.H., Laperrière, A., Mayer, R., Pires, A.P. (Éd.), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques* (pp. 309-340). Montréal: Gaëtan Morin éditeur.
- Maggy, J., Mugny, Gabriel, Papastamou, Stamos. (2003). Les styles de comportement et leur représentation sociale Dans S. Moscovici (Éd.), *Psychologie sociale* (pp. 397-417). Paris: Presses universitaire de France.

- McCracken, M., Scott, Katherine. (1999). Indicateurs sociaux et économiques : hypothèses, visées et valeurs sous-jacentes Dans S. Leroy O., Zeynep E., Karman, W. Pamela, Yaremko (Éd.), *Les indicateurs de l'égalité entre les sexes : préoccupations publiques et politiques gouvernementales* (pp. 125-161). Canada: Condition féminine Canada.
- Methot, M. (1999). Mondialisation, démocratie, développement régional : Le mythe de l'autonomie locale. Dans D. Lafontaine, Thivierge, Nicole (Éd.), *Les régions fragiles face à la mondialisation. Stratégies communautaires, technologiques et culturelles d'innovation et de valorisation* (pp. 53-64). Québec: GRIDEQ-GRIR.
- Minguy, C. (2002). *Les conditions de vie des femmes et le développement régional et local au Saguenay-Lac-St-Jean*. Québec: Conseil du statut de la femmes, Bibliothèque nationale du Québec.
- Ministère des finances & Ministère des régions. (2001). *Le Saguenay-Lac-Saint-Jean. Un maillon essentiel de notre économie*. Québec: Bibliothèque nationale du Québec.
- Miville-Dechêne, Julie. (2011). *La gouvernance des entreprises au Québec : où sont les femmes? (notes pour une allocution)*. Québec: Conseil du statut de la femme, Bibliothèque nationale du Québec.
- Moliner, P. (1994). Les méthodes de repérage et d'identification du noyau des représentations sociales Dans C. Guimelli (Éd.), *Structure et transformation des représentations sociales* (pp. 199-232). Suisse: Neûchatel.
- Morin, R., Piché, Claude, Latendresse, Anne. (1999). Développement local et développement régional : quel arrimage? . Dans D. Lafontaine, Thivierge, Nicole (Éd.), *Les régions fragiles face à la mondialisation. Stratégies communautaires, technologiques et culturelles d'innovation et de valorisation* (pp. 241-253). Québec: GRIDEQ-GRIR.
- Moscovici, S. (1989). Des représentations collectives aux représentations sociales. Dans D. Jodelet (Éd.), *Les représentations sociales* (pp. 62-86). Paris: Presses universitaires de France.
- Moscovici, S., Vignaux, Georges. (1994). Le concept de thémata. L'étude des représentations sociales : une nouvelle épistémé. Dans C. Guimelli (Éd.), *Structure et transformation des représentations sociales* (pp. 25-72). Suisse: Neûchatel.

- Noiseux Yannick, F., Jean-Marc. (2006). Construire une réponse positive à la question inégalitaire : place et rôle de l'économie sociale Dans M. Simard, Lafontaine, D., Savard, S., Tremblay, M., Tremblay, P.-A. (Éd.), *Inégalités, démocratie et développement. Des enjeux pour la gouvernance des territoires locaux et régionaux* (pp. 165-196). Québec: GRIDEQ-CRDT-ARUC-ÉS-GRIR.
- Papastamou, S., Chrysschoou, Xenia. (2004). Willem Doise, pour une psychosociologie à la jonction des systèmes explicatifs. *Nouvelle revue de psychologie sociale*, 3(1-2), 5-7.
- Pétard, J.-P., Camus, Odile. (2007). *Psychologie sociale*. Paris: Bréal.
- Pires, A. (1997a). De quelques enjeux épistémologiques d'une méthode générale pour les sciences sociales. Dans J. Poupart, Deslauriers, J.P., Groulx, L.H., Laperrière, A., Mayer, R., Pires, A.P. (Éd.), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques* (pp. 113-169). Montréal: Gaëtan Morin éditeur.
- Pires, A. (1997b). Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique. Dans J. Poupart, Deslauriers, J.P., Groulx, L.H., Laperrière, A., Mayer, R., Pires, A.P. (Éd.), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques* (pp. 113-169). Montréal: Gaëtan Morin éditeur.
- Pleyers, G. (2007). Forums Sociaux Mondiaux et défis de l'altermondialisme. De Porto Alegre à Nairobi. *PIXELS*, 2, 1-209.
- Poeschl, G. (2004). De l'aimable nature des femmes. *Nouvelle revue de psychologie sociale*, 3(1-2), 151-156.
- Prévost, B. (2011). Le genre dans les nouvelles stratégies de lutte contre la pauvreté : de Sen à la Banque mondiale Dans I. Guérin, Hersent, Madeleine, Fraisse, Laurent (Éd.), *Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale* (pp. 31-61). Paris: éditions Éres.
- Proulx, M.-U. (2007). *Vision 2025. Le Saguenay-Lac-Saint-Jean face à son avenir*. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Rapport de la Banque mondiale sur les politiques de développement. (2003). *Genre et développement économique. Vers l'égalité des sexes dans les droits, les ressources et la participation*. Montréal: Éditions St-Martin.

- Roy, N. (2010a). *Intégrer les femmes aux grands choix économiques, sociaux et environnementaux*. Québec: Conseil du statut de la femme, Bibliothèque nationale du Québec.
- Roy, N. (2010b). *La gouvernance des entreprises au Québec : où sont les femmes?* Québec: Conseil du statut de la femme, Bibliothèque nationale du Québec.
- Roy, N. (2011). *Les indicateurs de l'égalité, suivant les orientations de la politique gouvernementales pour l'égalité*. Québec: Conseil du statut de la femme, Bibliothèque nationale du Québec.
- Sanchez-Mazas, M. (2004). Principes organisateurs et reconnaissance sociale : des clés d'articulation de deux domaines de recherche *Nouvelle revue de psychologie sociale*, 3(1-2), 73-79.
- Scott, J. A. (2001). *Les régions et l'économie mondiale*. Paris: L'Harmattan.
- Seca, J.-M. (2010). *Les représentations sociales*. Paris: Armand Colin éditeur.
- Semin, G. (1989). Prototypes et représentations sociales. Dans D. Jodelet (Éd.), *Les représentations sociales* (pp. 239-251). Paris: Presses universitaires de France.
- Service de la formation continue et Groupe ÉCOBES. (2003). *Consultation sur le faible taux d'activités des femmes au SLSJ*. Québec: Emploi Québec.
- Silvana de Rosa, A. (2003). Le réseau d'associations. Une technique pour détecter la structure, les contenus, les indices de polarité, de neutralité et de stéréotypie du champ sémantique liés aux représentations sociales. Dans J.-C. Abric (Éd.), *Méthode d'étude des représentations sociales* (pp. 81-117). France: Éditions Éres.
- St-Hilaire, C. (1993). *Quand le développement s'intéresse aux femmes*. Paris: Éditions L'Harmattan.
- St-Hilaire, C. (1995). L'intégration des femmes en développement : la mise en place d'un dispositif de savoir/pouvoir Dans D. Côté, des Rivières, Monique, Thivierge, Nicole, Tremblay, Marielle (Éd.), *Du local au planétaire. Réflexions et pratiques de femmes en développement régional* (pp. 17-40). Montréal: Éditions du remue-ménage.
- Strauss, A., Corbin, Juliet. (2003). L'analyse des données selon la grounded theory. Procédures de codages et critères d'évaluation Dans D. Cefaï (Éd.), *L'enquête de terrain* (pp. 363-379). Paris: Éditions La découverte.

- Tafari, É., Deschamps, Jean-Claude. (2004). Identité social et dynamique représentationnelle, positions sociales, menaces identitaires et processus de différenciation *Nouvelle revue de psychologie sociale*, 3(1-2), 38-46.
- Tremblay, S. (2004). *À la recherche d'un autre développement? La dévitalisation urbaine et la revitalisation communautaire au centre urbain de Chicoutimi de 1960 à nos jours*. Doctorat, UQAC-UQAR.
- Vanden, D. C. (2011). Féminismes en mouvement. Des suffragettes aux altermondialistes. Page consultée le 10 avril 2011, à [Http://www.cadtm.org](http://www.cadtm.org).
- Vergès, P. (1989). Représentations sociales de l'économie : une forme de connaissance Dans D. Jodelet (Éd.), *les représentations sociales* (pp. 387-405). Paris: Presses universitaires de France.
- Vergès, P. (1994). Approche du noyau central : propriétés quantitatives et structurales Dans C. Guimelli (Éd.), *Structure et transformation des représentations sociales* (pp. 233-254). Suisse: Neûchatel.

Annexe 1 : Protocole d'entrevue

Première partie :

Représentation sociale du développement régional

- 1- Dites-moi à quoi correspond pour vous le développement régional.
 - Économique
 - culturelle
 - social -qualité de vie
 - environnement

- 2- Dans ce que vous venez de mentionner, quels aspects seraient les plus importants et pourquoi?
 - a) selon vous
 - b) selon la population de la région

- 3- Selon vous, existe-t-il des problèmes liés au développement de la région?
 Si oui, identifiez-vous des causes à ce(s) problème(s)?
 Quelles sont-elles?
 Et quelles seraient les solutions pour améliorer le développement de votre région?

- 4- Vous sentez-vous impliqué dans le développement de votre région?
 Si oui, pourquoi?
 Si non, pourquoi?
 - a) identification du sujet : vous sentez-vous concerné?
 Si oui, pourquoi?
 Si non, pourquoi?
 - b) valorisation de l'objet : est-ce important pour vous?
 Si oui, pourquoi?
 Si non, pourquoi?
 - c) possibilité perçue d'action : est-ce que vous y avez une influence?
 Si oui, pourquoi?
 Si non, pourquoi?

S'il y a implication : Comment décririez-vous le rôle (les pratiques) que vous jouez dans le développement régional?

- 5- Quel est selon vous, le rôle qui est donné aux femmes par la population de la région en ce qui a trait au développement régional?
 Quel est selon vous, le rôle des femmes dans le développement régional?
 Est-il différent de celui des hommes et en quoi?

Deuxième partie :Représentation sociale de l'égalité entre les sexes

- 1- Dites-moi à quoi correspond pour vous l'égalité entre les sexes
- à la maison
 - en emploi (tâche et revenu)
 - en politique

Que diriez de la situation de l'égalité entre les sexes dans la région?

- 2- Dans ce que vous venez de mentionner, quels aspects seraient les plus importants et pourquoi?
- a) selon vous
 - b) selon la population de la région
- 3- Selon vous, existe-t-il des problèmes liés à l'égalité entre les sexes dans la région?
Si oui, identifiez-vous des causes à ce(s) problème(s)?
Quelles sont-elles?
Et quelles seraient les solutions pour améliorer la situation quant à l'égalité entre les sexes dans la région?
- 4- Vous sentez-vous impliqué quant à l'égalité entre les sexes dans la région?
Si oui, pourquoi?
Si non, pourquoi?
- a) identification du sujet : vous sentez-vous concerné?
Si oui, pourquoi?
Si non, pourquoi?
 - b) valorisation de l'objet : est-ce important pour vous?
Si oui, pourquoi?
Si non, pourquoi?
 - c) possibilité perçue d'action : est-ce que vous y avez une influence?
Si oui, pourquoi?
Si non, pourquoi?

S'il y a implication : Comment décririez-vous le rôle (les pratiques) que vous jouez quant à l'égalité entre les sexes?

- à la maison Égalité dans la sphère domestique :
 Temps quotidien passé dans la sphère domestique
 Égalité des pouvoirs dans le ménage :
 - économique
 - domestique
 - soins et éducations des enfants
 - social
 - en emploi
 - en politique

- 5- Quel est selon vous, le rôle des femmes quant à la quête de l'égalité entre les sexes? Ou l'atteinte
Quel est selon vous, le rôle des hommes quant à la quête de l'égalité entre les sexes?
Ces rôles sont-ils différents? Pourquoi?

Profil socio-économique

Sexe :

Age :

Dernier diplôme obtenu :

Revenu annuel :

Catégorie d'occupation :

Sans-emploi

Employés manuel et de soutien

Employés professionnels